

UNIVERSITE LYON II

U.E.R. : INSTITUT DE FORMATION AUX PRATIQUES  
PSYCHOLOGIQUES, SOCIOLOGIQUES ET EDUCATIVES

POLITIQUES SCOLAIRES  
ET  
STRATEGIES CONCURRENTIELLES  
A MADAGASCAR DE 1810 à 1910

THESE DE DOCTORAT DE 3<sup>e</sup> CYCLE  
DE SCIENCES DE L'EDUCATION

PRÉSENTÉE PAR :

ABRAHAM LATSAKA

SOUS LA DIRECTION DE :

MONSIEUR MAURICE MANIFICAT

DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'UNIVERSITÉ  
LYON II

1984

- S O M M A I R E -

NOTE LIMINAIRE SUR LA PRONONCIATION DES MOTS MALGACHES.  
AVANT-PROPOS.  
INTRODUCTION GENERALE.

\*\*\*\*\*

PREMIERE PARTIE

LES STRATEGIES D'INSTALLATION ET LEURS CONSEQUENCES..	24
INTRODUCTION .....	25
CHAPITRE I : LES TENTATIVES D'EVANGELISATION CATHOLIQUE A MADAGASCAR AU XVII <sup>e</sup> SIECLE .....	26
<u>1 - Les Portugais</u> .....	26
<u>2 - Les Français</u> .....	27
CHAPITRE II : LE PIONNIER DES OEUVRES PROTESTANTES DE MADAGASCAR : LA LONDON MISSIONARY SOCIETY (L.M.S.) .....	31
CHAPITRE III : LES CIRCONSTANCES DE LA PENETRATION PROTESTANTE ...	34
<u>1 - Les ambitions de Radama Ier.</u> .....	34
<u>2 - La politique de Farquhar</u> .....	35
CHAPITRE IV : LES MISSIONS RELIGIEUSES ET LA PRESENCE DE LA FRANCE SOUS LE REGNE DE RADAMA Ier .....	40
<u>1 - La mission protestante anglaise agréée</u> .....	41
1.1. Le premier essai, un début tragique et éphémère .....	42
1.2. Le deuxième essai : décisif et efficace .....	43
1.2.1. La première école protestante à Tananarive .....	44
1.2.2. La deuxième école .....	45
1.2.3. La troisième école .....	46
1.2.4. L'école centrale .....	46
1.2.5. Le début de la scolarisation des campagnes .....	47

1.2.6. L'Enseignement professionnel .....	48
1.2.7. "Ny Roambinifololahy" ou la préparation d'une élite .....	50
1.2.8. Des enfants malgaches boursiers du gou- vernement britannique .....	51
1.2.9. La Société missionnaire scolaire .....	52
1.2.10. La fixation de la langue malgache ...	53
1.2.11. La traduction de la Bible .....	55
1.2.12. L'imprimerie et l'impression de la Bible .....	56
<u>2 - La mission catholique française interdite</u> .....	58
2.1. Encore des essais sans succès .....	59
2.1.1. M. de Noinville du Gléfier .....	59
2.1.2. M. Monet .....	59
2.1.3. M. Durocher .....	59
2.1.4. L'apostasie plutôt que le martyr .....	60
2.2. La demande catholique refusée .....	61
2.3. La présence "virtuelle" de la France à Madagascar .....	62

CHAPITRE V : RANAVALONA IÈRE ET LES "ORGANISATIONS" ETRANGERES,  
POLITIQUES ET RELIGIEUSES : LE RETOUR AUX TRADITIONS  
ANCESTRALES .....

<u>1 - Gouvernements britannique et français sous le règne de Ranaivalona Ière</u> .....	65
1.1. Les relations anglo-malgaches se détériorent	67
1.2. La France revendique ses anciennes prétentions sur les côtes malgaches .....	68
1.3. Une coalition de circonstance .....	68
1.4. Trois rescapés français préparent le terrain à la France et à la mission catholique .....	69
1.5. La riposte anglaise .....	72
<u>2 - La mission protestante anglaise sous Ranaivalona Ière: l'oeuvre menacée</u> .....	75
2.1. Les efforts des missionnaires de la L.M.S. portent leurs premiers fruits .....	75
2.2. La reine Ranaivalona Ière s'inquiète, interdit et persécute .....	76
<u>3 - La mission catholique jette ses fondements sous un climat de persécution</u> .....	78

3.1. M. Henri de Solages, martyr catholique sous Ranavalona Ière .....	78
3.2. Aux aguets à partir des petites îles, la mission catholique s'organise .....	80
3.2.1. Dalmond à Sainte-Marie : de nombreux baptêmes ... des écoles pour bien plus tard. .....	81
3.2.2. Dalmond à Nosy Be et aux îles voisines. .....	81
3.2.3. Madagascar aux Jésuites .....	82
3.2.4. Les établissements malgaches à la Réunion .....	83
3.2.5. Mahagolo, dans la baie de Baly, premier établissement catholique à Madagascar .....	84
3.2.6. Deux missionnaires catholiques s'infiltrèrent à Tananarive .....	85
 CHAPITRE VI : RADAMA II ET LES "ORGANISATIONS" ETRANGERES : UNE POLITIQUE D'OUVERTURE SANS LIMITES. ....	87
<u>1 - Radama II et les puissances étrangères : les portes grandes ouvertes</u> .....	87
<u>2 - La mission catholique "gagne du terrain" et s'installe</u>	89
<u>3 - La mission protestante se réorganise</u> .....	91
 CHAPITRE VII : PUISSANCES ET "ORGANISATIONS" ETRANGERES AU TEMPS DES PREMIERS MINISTRES .....	93
<u>1 - Les relations extérieures se détériorent ; les ambitions coloniales françaises se réveillent</u> .....	94
<u>2 - Le protestantisme en faveur</u> .....	97
<u>3 - La mission catholique en difficulté</u> .....	98
3.1. La suprématie protestante .....	102
3.2. La mission catholique se défend .....	103
3.2.1. Les Soeurs de Saint-Joseph de Cluny : le premier renfort .....	103
3.2.2. Les Frères des Ecoles chrétiennes : le deuxième renfort .....	104

CHAPITRE VIII : L'ADMINISTRATION COLONIALE S'INSTALLE .....	106
<u>1 - La conquête du pouvoir politique.</u> .....	106
1.1. La pacification .....	106
1.2. La réorganisation administrative .....	107
<u>2 - Le contrôle du pouvoir économique</u> .....	108
<u>3 - La conquête du pouvoir culturel</u> .....	109
3.1. L'Administration coloniale et les missions religieuses : un choix quelque peu "catholique"...	109
3.1.1. L'ascension des Jésuites .....	110
3.1.2. Les protestants en détresse .....	112
3.2. L'enseignement officiel s'organise .....	115
3.2.1. Des écoles confessionnelles catholiques officielles .....	116
3.2.2. Des écoles officielles et laïques ....	119
3.2.3. Le contrecoup de l'antycléricalisme français à Madagascar .....	120
CONCLUSION .....	123

\*\*\*\*\*

## DEUXIEME PARTIE

LES STRATEGIES PEDAGOGIQUES ET LEURS RESULTATS..	126
INTRODUCTION .....	127
CHAPITRE I : BUTS, FINALITES OU OBJECTIFS .....	129
<u>1 - La pédagogie d'inspiration protestante et les protestants à Madagascar</u> .....	129
<u>2 - La pédagogie d'inspiration catholique et la mission catholique à Madagascar</u> .....	135
<u>3 - La pédagogie d'inspiration coloniale et la politique scolaire française</u> .....	145
CHAPITRE II : METHODES ET TECHNIQUES PEDAGOGIQUES .....	153
<u>1 - Les protestants de la grande île s'inspirent de la méthode de Bell et Lancaster</u> .....	153
<u>2 - Les catholiques et leurs méthodes d'enseignement à Madagascar : la fidélité aux sources</u> .....	157

2.1. Les jésuites et leurs méthodes d'enseignement dans la grande île : <u>fidélité au Ratio studiorum</u> .	158
2.2. Les Frères des Ecoles chrétiennes et leurs méthodes pédagogiques à Madagascar : <u>fidélité à La conduite des écoles.</u> . . . . .	162
2.3. Les Soeurs de Saint-Joesph de Cluny et leurs méthodes pédagogiques à Madagascar : à la mode du temps . . . . .	168
<u>3 - L'Administration coloniale et ses méthodes pédagogiques.</u> . . . . .	170
CHAPITRE III : LES PROGRAMMES SCOLAIRES : L'ADMINISTRATION COLONIALE UNIFICATRICE ET DIRECTIVE. . . . .	173
<u>1 - La période précoloniale : à chacun son programme ..</u>	173
1.1. Le programme scolaire protestant . . . . .	174
1.2. Le programme scolaire catholique . . . . .	176
<u>2 - Depuis la colonisation : vers un programme unifié .</u>	177
<u>3 - La langue d'enseignement</u> . . . . .	180
3.1. Les protestants pour un enseignement en malgache . . . . .	181
3.2. Les catholiques, "propagateurs du français" .	182
3.3. L'Administration coloniale contrainte au bilinguisme. . . . .	183
CHAPITRE IV : LES ECOLES ET LES DIFFERENTS NIVEAUX D'ENSEIGNEMENT: LE GENERAL GALLIENI ORGANISATEUR. . . . .	188
<u>1 - Avant la colonisation : l'époque des écoles libres et confessionnelles.</u> . . . . .	188
1.1. Les écoles du premier degré ou écoles d'église	190
1.2. Les écoles de second degré ou supérieures ...	192
1.2.1. Les écoles protestantes prédominantes.	193
1.2.2. Les écoles catholiques se défendent...	197
<u>2 - Après 1896 : L'enseignement officiel et laïc s'organise.</u> . . . . .	201
2.1. La mission catholique à l'honneur . . . . .	201
2.2. L'enseignement officiel et laïc dans une organisation fonctionnelle de la colonisation. . . . .	204
2.2.1. Les écoles primaires rurales ou du premier degré. . . . .	206
2.2.2. Les écoles régionales d'apprentissage industriel et agricole . . . . .	206

2.2.3. Les écoles supérieures .....	207
2.3. De la collaboration à la concurrence .....	210
2.3.1. Le temps de la collaboration .....	211
2.3.2. La concurrence triangulaire .....	212
CHAPITRE V : UNE LEGISLATION SCOLAIRE ENGAGEE .....	217
<u>1 - Avant 1896 : une législation scolaire favorable à l'enseignement protestant.</u> .....	218
<u>2 - Depuis la colonisation : une législation scolaire qui frise l'anticléricalisme.</u> .....	222
2.1. Une législation de collaboration .....	223
2.2. La législation d'inspiration laïque .....	224
2.3. Une législation plutôt anticléricale .....	226
CHAPITRE VI : LE PERSONNEL ENSEIGNANT : SA FORMATION, SON ENCADREMENT ET SA PROMOTION. ....	230
<u>1 - Des politiques de formation analogues.</u> .....	230
<u>2 - Toutes les "organisations" pour une politique d'encadrement.</u> .....	233
<u>3 - Une politique de promotion dominée par l'Administration coloniale.</u> .....	235
CHAPITRE VII : LES ACTIVITES DE SOUTIEN EDUCATIF, UN DOMAINE DE PACIFIQUES CONCURRENCES. ....	238
<u>1 - Les sociétés.</u> .....	238
<u>2 - Les aides gouvernementales.</u> .....	240
<u>3 - Les travaux d'impression et littéraires.</u> .....	241
CHAPITRE VIII : LES RESULTATS DES STRATEGIES PEDAGOGIQUES A TRAVERS UNE "STATISTIQUE EN QUESTION". ....	244
<u>1 - La "statistique en question".</u> .....	244
<u>2 - Les écoles et leur répartition : l'Imerina et le Betsileo privilégiés.</u> .....	256
<u>3 - Les élèves et leur avenir.</u> .....	259
CONCLUSION .....	267
ANNEXE I	
ANNEXE II	
BIBLIOGRAPHIE	

P R E M I E R E P A R T I E

LES STRATEGIES D'INSTALLATION

ET

LEURS CONSEQUENCES



- I N T R O D U C T I O N -

A Madagascar, c'est dans le sillage de l'histoire de l'évangélisation du pays qu'il faut chercher celle de l'Ecole, cette dernière ayant été (intimement liée, voire subordonnée, à la première, si bien que, derrière tout projet d'évangélisation se trouve sous-jacent, celui de l'enseignement. Les moindres tentatives des organisations religieuses en question, dans ce domaine, sont à considérer, car elles avaient contribué, de près ou de loin, à la mise en place de leur système religieux et, par suite, de l'institution scolaire. Dans cette optique, on peut dire que, dès le XVIIe siècle, il y avait des tentatives de ce genre à Madagascar, avec les jésuites portugais et les lazaristes français. Quant aux protestants, ils ne se sont manifestés que bien plus tard.

Cette première partie de cette étude consistera donc à chercher dans l'histoire de l'installation des missions religieuses et de l'Administration coloniale, celle de la mise en place progressive de l'Ecole.

C'est ainsi qu'on fera d'abord un aperçu sur, "Les tentatives catholiques au XVIIe siècle" (chapitre I), et "Le pionnier des oeuvres protestantes de Madagascar : la London Missionary Society" (chapitre II). Ensuite, le chapitre III étudiera "Les circonstances de la pénétration protestante à Madagascar". Puis on suivra l'évolution des différentes "organisations", à travers le règne ou le gouvernement de chaque souverain merina : "Sous Radama Ier" (chapitre IV) ; "Sous Ranavalona Ière" (chapitre V) ; "Sous Radama II" (chapitre VI) et "Sous le gouvernement des Premiers Ministres" (chapitre VII). Enfin un dernier chapitre traitera de la mise en place de l'Administration coloniale et de sa conquête de l'enseignement.

\* \* \*

## C H A P I T R E I

### LES TENTATIVES D'EVANGELISATION CATHOLIQUE A MADAGASCAR AU XVII<sup>e</sup> SIECLE .

Madagascar a été découverte fortuitement en l'an 1500, par un capitaine portugais, Diogo-Dias. En effet, à la suite d'une tempête, l'escadre portugaise dont il faisait partie fut dispersée au large du Cap de Bonne-Espérance. Entraîné au loin vers l'Est, il rencontra une côte qu'il longea et finit par reconnaître comme celle d'une île. Les Portugais la nommèrent île Saint-Laurent. Par la suite, celle-ci reçut plusieurs expéditions portugaises de reconnaissances. Elles ne furent pas toutes heureuses :

*"Un grand naufrage dans le Sud-Ouest en 1527 jeta à la côte 600 hommes, dont la plupart furent sans doute massacrés" (1).*

C'est à partir de cette découverte que commencèrent à Madagascar, les tentatives missionnaires des catholiques, avec les jésuites portugais et les lazaristes français.

#### 1 - Les Portugais

*"C'est seulement au début du XVII<sup>e</sup> siècle que les Portugais, ayant soumis tous les rivages de l'océan Indien occidental, songèrent à explorer systématiquement l'île, à la convertir et à y fonder des établissements" (2).*

On connaît les tentatives menées dans ces domaines grâce aux récits du R.P. Luis Mariano, jésuite, qui participa à toutes les expéditions de 1613 à 1619. Hubert DESCHAMPS signale une étrange méthode appliquée par les Portugais à Ranofotsy, dans le Sud, au pays des Antanosy :

*"La prédication des Pères provoqua d'abord beaucoup de curiosité, puis d'indifférence, et ils repartirent non sans enlever le fils du roi pour l'élever chrétiennement" (3).*

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar. Paris. Berger-Levrault, 1972, p. 63.

(2) Ibid, p. 63.

(3) Ibid, p. 64.

La victime de ce rapt était Andriana Ramaka, jeune homme de dix-sept ans. Conduit à Goa, Chef-lieu des possessions portugaises de l'Inde, il y *"apprit très vite à lire et à écrire"*.

Il y fut également baptisé, avec le vice-roi comme parrain. A partir de cette aventure éducative avec ce prince antanosy, *"on se flattait de pouvoir amener bientôt toute l'île à la foi chrétienne"* (1).

Trois ans plus tard, une importante mission ramena le jeune Andriana Ramaka à la Grande Ile. Il était accompagné de deux missionnaires jésuites, à qui le vice-roi des Indes avait confié de riches présents pour le roi malgache qui était avant tout content de revoir son fils. Il accepta les présents, *"mais bientôt, à l'instigation de ses sorciers, il défendit de rien vendre aux étrangers : par suite, un missionnaire mourut de faim, et les autres Portugais durent regagner Goa, onze mois après en être partis. A la suite de cet échec, le Portugal découragé abandonna l'île Saint-Laurent"* (2). Le R.P. Luis Mariano confirma ce découragement après un dernier essai à Manambolo, sur la côte Nord-Ouest, en écrivant : *"Nous ne réussirons jamais à les convertir"*. Il estimait en effet, ajoute H. Deschamps : *"qu'il en serait de même pour tous les Malgaches"* (3).

L'échec n'est pas moins spectaculaire du côté des Lazaristes.

## 2 - Les Français

En 1642, un dieppois, le capitaine Rigault, avait obtenu du Cardinal de Richelieu le privilège d'habitation et de commerce pour dix ans dans l'île de Madagascar. Aussitôt il avait fondé une société : *"La Compagnie des Indes Orientales"*.

Celle-ci envoya dans ce lointain pays quatorze hommes dont deux commis, Pronis et Foucquembourg. La petite colonie débarqua à Sainte-Luce (Madagascar) en Septembre 1642. Elle fut renforcée par la suite par 70 hommes. Sous la direction de son chef, le calviniste Pronis, elle s'installa à Tolankara

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1972, p. 64.

(2) COLIN (E) et SUAU (P). Madagascar et la Mission catholique, Paris, Sanard et Derangeon 1895, p. 6.

(3) DESCHAMPS (H). *ibid*, p. 72.

où elle éleva une palissade que l'on baptisa le "Fort-Dauphin" en l'honneur du futur Louis XIV (fin 1643). La Compagnie marqua un début prometteur. Mais pour améliorer le rendement, Foucquebourg rentra en France pour exposer les besoins de l'entreprise. Resté seul à la tête de la Compagnie, Pronis abusa de son autorité. Protestant et mal vu par la majorité de la colonie qui était catholique, il paya sa conduite en tombant, victime d'un complot. Il fut mis aux fers par les conjurés... Disgracié, Pronis fut remplacé par Etienne de Flacourt qui débarqua à Fort-Dauphin en Décembre 1648, accompagné de deux pères lazaristes, Nacquart et Gondrée. Malgré leur zèle, ces derniers échouèrent devant le néophyte de Goa, lequel était retombé dans le culte des ancêtres. Quant à la Compagnie, elle luttait pour sa survie. Décimée par la fièvre et les guerres avec les indigènes, la petite colonie resta sans secours de 1650 à 1654. En effet, la France ayant été à cette époque en pleine crise avec la Fronde, Mazarin ne se souciait guère des colonies.

Les deux pères lazaristes moururent de fièvre pendant cette période. Donc pas d'évangélisation ni de scolarisation.

Le 2 Août 1654, un navire arriva enfin de France avec de nouveau M. Pronis et encore deux prêtres lazaristes. Ne comprenant rien de sa situation face à M. Pronis, Etienne de Flacourt s'embarqua pour la France... Quant aux deux nouveaux prêtres, ils ne résistèrent pas à la fièvre. L'un d'eux, M. Monier mourut peu après leur arrivée. L'autre, M. Bourdaise ne lui survécut que de trois ans.

En 1663 arriva encore un bateau. Il amena 80 hommes et un prêtre lazariste, M. Etienne,

*"dont le zèle apostolique maladroit devait causer de nouveaux malheurs"*  
(1)

Voici quelques versions du comportement de ce prêtre, avec le plus puissant chef indigène de la région.

*"Etienne se rendit auprès de lui pour le convertir ; l'ayant pressé en vain d'abjurer ses erreurs et de renvoyer ses femmes, il finit par lui arracher du cou ses oli (talismans) et les jeta au feu. Le chef garda son calme, mais fit assassiner Etienne sur le chemin du retour" (2).*

CHAPUS (G.S.) et MONDAIN (G) dans leur livre L'action protestante à Madagascar en donnent deux autres versions :

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, 1972, p. 72.

(2) Ibid, p. 72.

*"... le Père Etienne voulait convertir un puissant chef du Sud-Est. "Il ne le voyait aucune fois qu'il ne lui parlât de se faire chrétien, lui remontrant le péril évident où il était exposé d'être damné, s'il persistait dans une religion si fausse, si superstitieuse, si abominable"*

(Relation Carpeau du Saussay).

La deuxième version est que :

*"Le Père Etienne déclara à l'indigène : "que les Français seraient ses ennemis s'il ne se faisait de la même religion qu'eux". "Et comme le chef ne se soumettait pas, le prêtre fit procéder "à l'embrasement de ses villages et à l'enlèvement de ses femmes"*

(Relation Souchu de Rennefort).

*"Le résultat fut peu après, le massacre du Père Etienne et des flots de sang versé, de part et d'autre, par représailles" (1)*

C'était là encore une bien étrange méthode qui ne favorisa ni une évangélisation ni une scolarisation. Dans cette atmosphère tendue l'entreprise commerciale périclita...

En 1664 le Ministre Colbert voulant assurer à la France une extension et des profits comparables à ceux des Hollandais aux Indes Orientales, reprit l'affaire en main en créant une nouvelle "Compagnie des Indes Orientales" en Mai 1664, avec la participation des plus grands seigneurs français. En 1667, la Colonie comptait 2000 personnes composées de soldats et de colons avec femmes et enfants, qui étaient à leur arrivée,

*"tous très désappointés par le village de feuilles qu'était Fort-Dauphin" (2).*

On comptait évidemment dans cette foule des missionnaires religieux :

*"Les Lazaristes inaccessibles au découragement, envoyaient en 1664 six nouveaux prêtres à l'île Dauphine. Dix ans plus tard les deux seuls survivants étaient rappelés en France. Madagascar en vingt-cinq ans avait coûté aux Lazaristes dix-sept prêtres et dix frères. Quatre prêtres séculiers y avaient aussi succombé" (3).*

La nouvelle "Compagnie Orientale" n'allait guère mieux. En 1670, elle restitua au roi cette colonie dont elle n'avait rien tiré. Louis XIV envoya alors à Fort-Dauphin, à la tête d'une flotte, le lieutenant-général La Haye. Celui-ci, par son despotisme, révolta Français et Malgaches,

*"si bien qu'un jour, les indigènes, exaspérés, le bloquèrent dans Fort-Dauphin, et, la nuit de Noël 1672, massacrèrent presque tous les Français" (4).*

\*\*\*\*\*

(1) CHAPUS (G.S.) et MONDAIN (G). L'action Protestante à Madagascar - Tananarive (s.d), Imp.L.M.S, p. 4.

(2) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris 1972, p. 74.

(3) COLIN (E) et SUAU (P). Madagascar et la Mission catholique, Paris 1895, p. 8.

(4) Ibid.

La France abandonna Fort-Dauphin en 1674 tout en garantissant ses prétentions devant l'Europe par un arrêt du Conseil en 1686 et des Edits royaux en 1720 et 1725, qui déclaraient Madagascar réunie à la couronne de France.

Après ce grand échec, les Français s'étaient retirés à l'île Bourbon (La Réunion) qui était une de leurs possessions de l'Océan Indien.

*"L'évangélisation n'avait point gagné à ces crises violentes ... Des îles voisines, confiées à leurs soins, les lazaristes veillaient cependant sur Madagascar, guettant l'occasion d'y entrer" (1).*

C'est ainsi que se terminèrent ces premières tentatives d'installation catholique, dont l'insuccès avait contraint les missionnaires à se mettre à l'affût de la grande île à partir des îles voisines.

Au moment où les missionnaires catholiques sillonnaient ainsi l'Océan Indien, on peut se demander où en étaient les protestants.

\*\*\*\*\*

(1) COLIN (E) et SUAOU (P). Madagascar et la Mission catholique, p. 10.

## C H A P I T R E   I I

### LE PIONNIER DES OEUVRES PROTESTANTES DE MADAGASCAR :

#### LA LONDON MISSIONARY SOCIETY (L.M.S.).

La Société des Missions de Londres, ou London Missionary Society (L.M.S.) est née d'un mouvement revivaliste du protestantisme anglais. L'anglicanisme, religion officielle d'Angleterre, date du règne d'Henri VIII (1509 - 1547), qui rompit avec le pape qui lui avait refusé la rupture de son mariage avec Catherine d'Aragon. A cette époque, être Anglais était presque synonyme de "être anglican". Cependant, ce protestantisme qui était une identité nationale, n'avait pas su défendre son orthodoxie devant le courant des idées du siècle des lumières. L'élite intellectuelle et sociale britannique croyait en effet que, par la raison, l'homme peut connaître les lois qui régissent le monde et en élaborer aussi, sous sa propre responsabilité. Cela explique les efforts consentis dans le domaine des recherches scientifiques, lesquelles étaient à l'origine des progrès techniques et industriels qui témoignent du dynamisme créateur de l'homme lorsqu'il dispose d'une liberté d'initiative. Une telle conception, qui implique une confiance en la valeur de la nature humaine, avait contribué non seulement à l'essor du capitalisme anglais naissant, mais également à l'affaiblissement des sentiments religieux devant une église établie qui n'arrivait plus à assumer les tensions sociales nées des applications au monde contemporain des nouvelles connaissances scientifiques et techniques. D'où l'apparition, devant cette crise religieuse, d'un mouvement dissident qui préconisait un "revivalisme", le réveil dont le mot d'ordre est l'évangélisation des milieux encore non touchés par cette église et la rénovation spirituelle dans le pays. On assista alors à la multiplication de sociétés missionnaires en vue, d'une part, du "réveil" en Angleterre même, missions intérieures, d'autre part, de l'évangélisation et de la diffusion de la Bible en terre païenne, missions extérieures. Ces dernières avaient été favorisées en ce début du XIXe siècle par le progrès de la mentalité européenne à l'égard des autres peuples du globe, progrès qu'on peut attribuer pour une large part aux plaidoyers de J.J. Rousseau sur l'excellence de l'état de nature et le mythe du bon sauvage. A cela s'ajoutait à cette époque un puissant mouvement philanthropique et anti-esclavagiste

qui influença fortement la politique extérieure anglaise. C'est dans ce climat psychologique qu'est né chez les Anglais le sentiment de devoir évangéliser les autres nations ; les chrétiens étant les élus de Dieu, ils ont l'obligation d'apporter l'Évangile, et ce, évidemment avec le sentiment de supériorité de ceux qui savent face aux ignorants et avec le zèle de ceux qui se sentent obligés. C'est ainsi qu'on assista, après le coup d'envoi du 2 Octobre 1792, date de la création, par le coordonnateur William Carey (1761-1834), de la Société Missionnaire Baptiste, à une multiplication de Sociétés Missionnaires :

- 1795 - Société des Missions de Londres ,
- 1797 - Société Néerlandaise des Missions ,
- 1800 - Missions Anglicanes ,
- 1810 - American Board of Commissioners for Foreign Mission ,
- 1813 - Mission Methodiste Wesleyenne de Londres ,
- 1814 - Mission Baptiste Américaine ,
- 1815 - Société des Missions de Bâle ,
- 1824 - Société des Missions Évangéliques de Paris ...

Profondément marquées par le "revivalisme", ces sociétés s'étaient toutes constituées en marge de l'Église établie bien que n'ayant jamais cherché à s'en séparer par la provocation d'un schisme. Cette marginalité avait provoqué en Angleterre, à l'égard de celles-ci une attitude méfiante du pouvoir politique qui n'espérait d'elles aucun soutien dans l'expansion coloniale britannique, expansion qui allait de pair cependant avec celle de ces "organisations."

Tel est le contexte dans lequel est née la London Missionary Society. Avec le succès de William Carey, fondateur de la Société Missionnaire Baptiste, dans ses expéditions aux Indes en 1793, un grand mouvement à l'éveil de la conscience des fidèles à la nécessité immédiate de porter l'Évangile en terre païenne eut lieu en Angleterre pendant les années 1793, 1794. C'est ainsi que le 27 Juin 1793 une grande réunion fut organisée autour de la question : "What is the Duty of Christians with respect to the Spread of the Gospel ?" (Quel est le devoir des chrétiens pour la propagation de l'Évangile ?). Elle fut la première de toute une série qui se déroula tous les premiers lundis du mois. En même temps, des lettres circulaires furent envoyées à toutes les associations de pasteurs indépendants de l'Angleterre et du Pays de Galles. Le 4 Novembre 1793, une réunion tint ses assises à Londres au Baker's Coffee House. Elle préparait une



rencontre plus élargie dont le but était de fonder une Société des Missions. Bien d'autres la suivirent. Enfin celle de Septembre 1795 fonda cette grande Société des Missions de Londres (L.M.S.). Dès le départ, elle avait un caractère interdénominationnel. On comptait en effet parmi ses membres, des épiscopaliens, des méthodistes, des presbytériens et des indépendants et cela indépendamment du fait que ceux-ci avaient leur société missionnaire respective. A ce dépassement de la barrière dénominationnelle s'ajoute celui du cléricisme de l'église établie. Il suffit pour cela d'examiner la composition de la première équipe de direction de la L.M.S. Sur 30 personnes, on comptait 20 pasteurs et 14 laïcs, les uns et les autres jouant également des rôles importants dans la vie de cette société. Ce caractère interdénominationnel et ce dépassement du cléricisme expliquent en grande partie le comportement des diverses sectes protestantes en cohabitation pacifique à Madagascar, malgré la diversité de leurs nations d'origine.

Telle est, à grands traits, la Société des Missions de Londres ou London Missionary Society, société sous le couvert de laquelle les premiers missionnaires protestants étaient venus à Madagascar.

Ceux-ci, contrairement aux catholiques, avaient réussi, dans un temps relativement court, après un fort triste premier essai certes, à pénétrer à l'intérieur de l'île, à s'y installer et à y développer leurs oeuvres apostoliques et scolaires. N'avaient-ils pas, en effet, bénéficié des conditions suffisamment favorables dues aux ambitions de Radama Ier et à la politique opportuniste de Farquhar ?

## CHAPITRE III

### LES CIRCONSTANCES DE LA PENETRATION PROTESTANTE .

Les missionnaires protestants réussirent, sans trop de difficultés, à s'installer à Madagascar à la faveur de l'amitié franco-britannique que sous-tendaient des traités, dont le principal concernait l'abolition de la traite sur la grande île. Sir Farquhar, gouverneur de l'île Maurice, alors colonie anglaise, était le maître d'oeuvre de la politique, que d'aucuns reconnaissent géniale et qui avait abouti à la signature de ces traités dont la portée est, sans conteste, d'importance dans l'histoire malgache. Cette politique s'appuyait, d'une part, sur les ambitions d'un souverain conquérant dont le royaume ne cessait de s'agrandir aux dépens de ses voisins ; d'autre part, sur un contentieux franco-britannique dans l'Océan Indien, que le gouverneur Farquhar résolut adroitement à son avantage au triple point de vue politique, commercial et humanitaire.

#### 1 - Les ambitions de Radama Ier .

Radama Ier succéda à son père, le roi Andrianampoinimerina, qui fut un grand organisateur. Ce dernier, après une lutte parfois difficile qui dura jusqu'en 1790, avait su réaliser sous son égide l'unité du pays merina, lequel était auparavant divisé en principautés qui s'adonnaient souvent à des guerres opposant des frères ennemis.

Ayant maté les petits roitelets dissidents et récupéré toutes ses forces, Andrianampoinimerina commença alors à déborder les frontières naturelles de son territoire pour s'attaquer aux autres clans et royaumes des régions périphériques. Sa devise était "Ny riaka no valamparihiko"; elle signifie selon les historiens, "La mer est la limite de mon royaume". C'était donc un projet de conquête de toute l'île et un royaume en pleine expansion qu'il laissa à son fils, en mourant en 1810.

Radama Ier continua l'oeuvre de son père d'autant plus volontiers que ses motivations étaient nourries par des préoccupations non seulement de prestige mais aussi et surtout d'ordre financier et commercial. En effet, isolé des régions côtières par une ceinture de forêts qui rendaient les communications difficiles et dangereuses, le pays merina avait besoin

d'un libre accès à la mer pour pouvoir pratiquer sans intermédiaire la vente des esclaves. Cette dernière était

*"une sorte de commerce très spécial, la traite, qui consistait pour les Malgaches à troquer des esclaves contre des marchandises apportées par les négociants qui commerçaient sur les côtes du pays" (1).*

Un important trafic de ce genre se passait aussi bien sur la côte Ouest que sur la côte Est de l'île, toutes deux fréquentées par des Arabes et des Européens dont les Français.

Les guerres menées par Radama Ier dans la poursuite du vaste projet de son père lui procura un important butin, en particulier des esclaves sur la vente de qui reposait l'essentiel de ses relations commerciales avec les étrangers qui lui fournissaient des cotonnades, des armes, de la poudre et des pierres à fusil et aussi des piastres, seule monnaie alors connue à Madagascar. Ce commerce constituait pour ce roi le principal moyen d'alimenter la caisse de l'Etat. C'est là la raison essentielle qui l'incita à la conquête de l'Est du pays, afin d'avoir un accès à la mer.

Ce programme qui mûrissait déjà dans l'esprit de Radama Ier dans les années 1814-1815, rencontra la politique de Sir Fourquhar dans son dessein d'assurer la prépondérance anglaise dans l'Océan Indien.

## 2 - La politique de Farquhar

Elle consistait, sous le couvert d'un but humanitaire, celui de la suppression de l'esclavage, à fournir au jeune roi malgache, les moyens de réaliser son programme, tout en servant indirectement les intérêts de l'Angleterre.

Cette politique exploita les conséquences du traité de Paris de 1814. Celui-ci avait mis fin aux guerres européennes en consacrant l'effondrement de la puissance napoléonienne et régla par contre-coup le contentieux franco-britannique dans l'Océan Indien. Par ce traité, la France garda la Réunion (ancienne île Bourbon), mais céda à l'Angleterre l'île Maurice (ancienne île de France) avec ses dépendances nommément Rodrigue et les Seychelles. Il n'était nullement question des comptoirs français sur les côtes malgaches. Sir Farquhar prétendait que Madagascar était une dépendance de l'île Maurice.

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier - Tananarive, Imprimerie nationale, p. 7.

*"Mais le gouvernement de Londres, ne voulant pas affaiblir le prestige de Louis XVIII et peu désireux d'engager des dépenses pour une colonie nouvelle, fit parvenir l'ordre de rendre les comptoirs. Farquhar, écossais tenace, ne se tint pas pour battu ; désireux à la fois d'écarter la France de Madagascar et d'y établir l'influence britannique, il élabora une politique géniale" (1).*

Ancien résident anglais aux Moluques, il y avait appris à gouverner en se servant des souverains locaux. Il chargea donc un créole, M. Froberville de réunir tous les renseignements concernant la grande île.

*"Ainsi renseigné, Farquhar comprit que la puissance grandissante à Madagascar était celle du roi merina qu'il décida de s'attacher et d'attirer à lui en lui apportant son aide pour la réalisation de ses vastes desseins" (2).*

Il pensait en effet que la meilleure façon de contrecarrer les activités françaises sur les côtes malgache était de

*"leur susciter un rival aux vastes ambitions, auquel on donnerait le titre de roi de tout le pays et qui de ce fait, ne pourrait que s'opposer à tout établissement étranger dans ce qu'il considérerait comme son royaume" (3).*

C'est ainsi qu'il décida d'infléchir la politique de Radama Ier dans ce sens. Dès 1816 donc, il envoya au souverain malgache, pour l'assurer de son amitié, un traitant, M. Chardenaux. Ce messager revint à l'île Maurice avec deux frères du roi dont l'éducation était prise en charge par les Anglais. Quelques semaines plus tard, un autre mauricien, M. Le Sage, fut envoyé à Tananarive, capitale du royaume merina, pour négocier et conclure un traité d'amitié et de commerce. En 1817, une troisième mission fut dirigée par M. Hastie, ancien officier de l'armée anglaise des Indes et qui avait servi de précepteur aux deux jeunes princes malgaches élevés à Maurice. Elle avait pour but de

*"sceller étroitement l'alliance anglo-merina et d'y inclure une clause qui aux yeux de Farquhar était essentielle : l'abolition de la traite" (4).*

M. Hastie rencontra Radama Ier le 17 Juillet 1817 mais ne voulut pas d'abord engager les négociations sur l'abolition de la traite, celle-ci touchant les nerfs de la caisse de l'Etat. C'était d'ailleurs une question qui

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar. Paris, Berger-Levrault, 1972, p. 153.

(2) VALETTE (J). Etude sur le règne de Radama Ier. Tananarive. Imp. Nationale. 1962, p. 8.

(3) et (4) Ibid, p. 8 et 9.

embarrassait beaucoup le roi parce qu'il devait s'attendre à une violente opposition de l'assemblée des anciens et de la bourgeoisie merina ; il ne pouvait se priver de ce trafic s'il voulait moderniser son armée et l'équiper, comme il le désirait, avec un armement européen et, éviter une crise financière dans son royaume. Finalement, le problème fut résolu par le biais de ce qu'on avait appelé l'Equivalent, sorte de dédommagement des pertes que le roi éprouverait du fait de l'abolition de la traite. Grâce donc à l'habileté de M. Hastie et aux offres de subsides, le traité fut signé le 23 Octobre 1817. Mais, par malheur, Sir Farquhar, au terme de son séjour colonial, partit à ce moment en congé, et son intérimaire, le général Hall, refusa de payer les subsides, ce qui mit Radama Ier en fureur ; il autorisa de nouveau la traite. C'est seulement en Juillet 1820 que Farquhar, de retour à Maurice, reprit l'oeuvre compromise. Envoyé de nouveau à Tananarive, M. Hastie reprit les pourparlers, non sans difficultés. Encore une fois, il réussit à convaincre le souverain en augmentant le montant de l'Equivalent et en lui faisant sentir que, de toute manière, la puissante flotte anglaise saurait empêcher la traite. Le nouveau traité fut signé le 11 Octobre 1820. Son exécution fut surveillée par M. Hastie qui s'installa à Tananarive à titre de Résident.

Ce traité donna à Radama Ier le titre de roi de Madagascar.

*"Il s'agit là en effet de la reconnaissance juridique par une grande puissance d'un état de chose encore assez théorique, certes, mais qui pouvait être aisément exploité diplomatiquement, en particulier contre les visées territoriales françaises" (1).*

Cette situation dicta au roi la nécessité d'imposer son autorité effective à toute l'île. Et dans ce domaine

*"les Anglais surent habilement suggérer à Radama telle ou telle campagne et même l'aider énergiquement" (2).*

Cette aide consistait :

- en réorganisation de l'institution militaire sur le conseil de trois sergents : M. Hastie ; un mulâtre jamaïquain appelé Brady, illettré mais bon instructeur ; enfin un Français déserteur de la Réunion, M. Robin, devenu par la suite secrétaire du roi.

- en dotation en armement puissant qui était "sans commune mesure" avec celui dont disposaient les éventuels adversaires malgaches.

- en transport des troupes par bateau.

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier. Tananarive. Imprimerie Nationale, 1962, p. 11.

(2) Ibid.







Ainsi, solidement soutenu, Radama Ier :

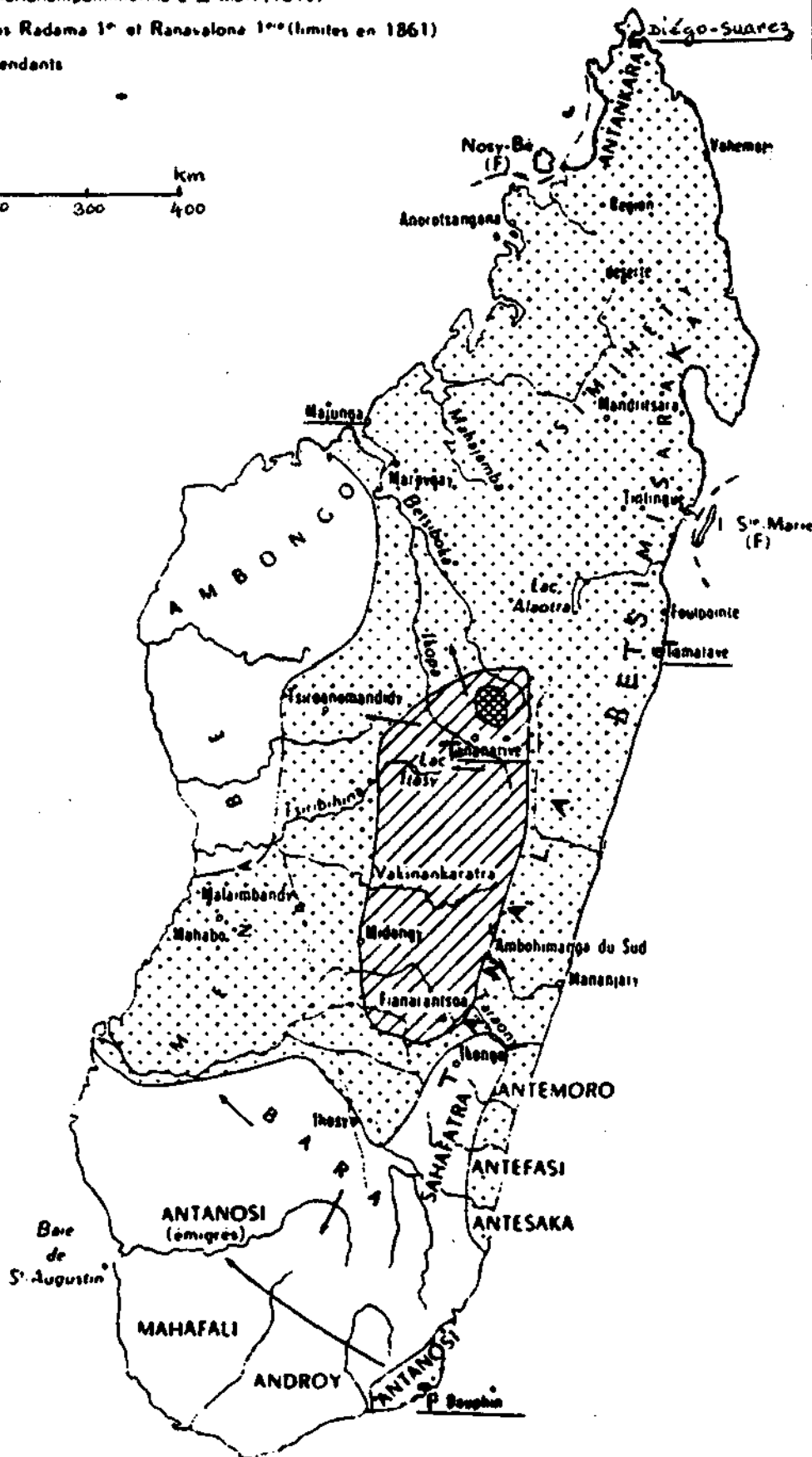
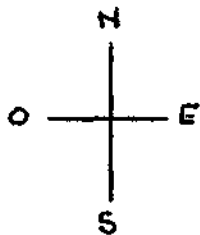
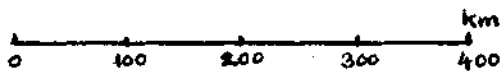
- défendait jalousement son royaume et s'opposait par conséquent à toutes prétentions étrangères dont celles des Français,
- entreprit la conquête de tout le pays, ce qui faisait de lui et de ses sujets merina les ennemis de tous les autres souverains et peuples malgaches; en effet ces guerres de conquête donnèrent cours à des atrocités et à des exactions dont le souvenir chez certaines tribus frise le sentiment de la haine.

On voit bien qu'avec ce traité, Sir Farquhar avait réalisé son plan, tout en ayant en plus, créé autour du roi malgache, avec la présence de M. Hastie, des instructeurs militaires et de quelques artisans anglais, une petite colonie influente qui exerça sur l'esprit de Radama une grande influence.

C'est dans cette atmosphère de coopération et d'amitié, apparemment désintéressée, organisée par Farquhar, que les missionnaires protestants britanniques commencèrent leur entreprise à Madagascar, sous le règne de Radame Ier.

### L'Expansion Merina

-  Royaume d'Andriampounimerina à son avènement (1787)
-  Royaume d'Andriampounimerina à sa mort (1810)
-  Extensions sous Radama 1<sup>er</sup> et Ranavalona 1<sup>re</sup> (limites en 1861)
-  Peuples indépendants
-  A la France
-  Emigrations



Extrait du livre d'Histoire de Madagascar de Hubert Deschamps.  
p. 155 (carte agrandie).

## CHAPITRE IV

### LES MISSIONS RELIGIEUSES ET LA PRESENCE DE LA FRANCE

#### SOUS LE REGNE DE RADAMA Ier

Radama Ier avait donc signé avec l'Angleterre un traité qui faisait de lui le roi de toute l'île. Il est le premier souverain malgache avec qui une grande puissance européenne avait traité avec toute la considération que son titre supposait. En effet, pour le gagner à la cause anglaise, Sir Farquhar pensait qu'il n'y avait *"point d'autre méthode que la discussion d'égal à égal"* (1). Sincèrement ou non, celui-ci *"adopte et affiche une attitude politique et morale qui sera rentable : le respect de la liberté et de la dignité du roi merina, son interlocuteur"* (2). Les instructions données par le gouverneur anglais à ses ambassadeurs sont significatives à ce sujet.

*"Son excellence ne prétend pas dicter la loi aux puissances de Madagascar". "Le roi des Hova, le plus éclairé de cette île ne peut pas manquer de goûter des observations présentées avec délicatesse, circonspection et attention"* (3). Les conditions dans lesquelles Radama Ier avait noué ces relations diplomatiques montrent que sa prise de position en faveur d'une politique d'ouverture à la civilisation occidentale était le résultat d'un choix. Et c'est d'autant plus vrai qu'il était conscient des dangers de ces contacts avec les européens pour l'indépendance de son pays. Mais, pour le moment, avec cette alliance, la paix et l'harmonie régnaient entre Anglais et Malgaches. Préoccupé des bénéfices que son peuple pouvait en tirer, Radama Ier souhaitait la venue des missionnaires dont Hastie lui avait parlé.

*"Il escomptait qu'ils se livreraient à l'enseignement, à l'enseignement technique surtout, et l'aideraient à la promotion de son peuple. Car, dans l'esprit du roi, il n'y avait à ce moment-là aucune préoccupation religieuse et il restera d'ailleurs fermé, sa vie durant, à l'aspect évangélique de l'oeuvre des missionnaires"* (4).

\*\*\*\*\*

(1) MUNTHE (L), RAVAOJANAHARY (C), AYACHE (S). Radama Ier et les Anglais: les négociations de 1817 d'après les sources malgaches ("Sorabe" inédits), OMALY SY ANIO, N° 3 et 4, Janv-Juin, Juillet-Décembre 1976, p. 24.

(2) et (3) Ibid.

(4) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier, Tananarive, Imprimerie Nationale, 1962, p. 23.



Ces derniers ne pouvaient être comme on pouvait le prévoir qu'anglais et protestants.

1 - La mission protestante anglaise agréée.

L'on se souvient de la fondation à Londres en 1795 d'une société missionnaire étrangère, la London Missionary Society. Dès les premières réunions de ses membres, le problème de l'évangélisation des terres de l'hémisphère sud avait été débattu. Parmi les îles de l'Océan Indien, Madagascar semblait particulièrement visée. Le Dr. Vanderkemp qui, sous l'égide de la L.M.S, commença au Cap l'évangélisation de l'Afrique du Sud depuis mars 1799, fut chargé par cette même organisation de recueillir des renseignements sur la grande île. Par une lettre du 18 Mai de la même année, il attira l'attention des directeurs de la société sur l'intérêt que présentait ce pays et proposa d'ores et déjà, pour commencer, l'envoi de trois ou quatre missionnaires au moins. N'ayant pas eu de réponse, il réitéra sa proposition en 1804.

*"En 1808, il s'offrit lui-même pour commencer la mission dans la grande île, et en 1811, il se déclara prêt à partir. Cependant le projet ne put se réaliser, car Vanderkemp mourut au mois de Décembre 1811" (1).*

Ce fut seulement en 1814, après les renseignements donnés par John Campbell en visite d'inspection dans les stations missionnaires d'Afrique et par le révérend W. Milne en escale à Maurice dans son voyage pour la Chine, que la société envoya J. Le Brun comme missionnaire à Maurice dans le but de préparer le chemin pour Madagascar. Une lettre de recommandation lui était confiée pour le gouverneur Farquhar qui promit tout son appui et qui exhorta l'organisation à agir immédiatement, ce que ne permettait pas une préparation aussi minutieuse.

A cette époque où le projet de l'évangélisation de Madagascar mûrissait au sein de la L.M.S, le Dr. Thomas Philipps, directeur d'un collège pour prédicateurs, dans un petit village de Newaddwyd du pays de Galles, suscitait des vocations dans son établissement grâce à son enthousiasme et à son éloquence. C'est ainsi que, un jour, après avoir écouté le récit du rêve de leur maître sur les misérables populations de Madagascar, deux

\*\*\*\*\*

(1) Razafindrabe Maminiaina. Mission, Religion et Politique (Etude sur la pénétration du protestantisme à Madagascar) (Thèse). Strasbourg. p. p. 99.

de ses élèves s'étaient portés volontaires pour leur venir en aide dans ce pays lointain. Il s'agit de David JONES et de Thomas BEVAN. Ils s'embarquèrent pour Madagascar le 9 Février 1818, non sans avoir auparavant reçu un complément de formation au collège des missionnaires de Gosport en Angleterre.

1.1. Le premier essai, un début tragique et éphémère.

Ils firent une assez longue escale à Maurice où ils débarquèrent le 3 Juillet 1818, chacun étant accompagné de son épouse et de son enfant. Ils y furent reçus par M. Le Brun, ce missionnaire de la L.M.S. établi à Port-Louis depuis le 18 Mai 1814.

Le Général Hall, alors gouverneur intérimaire pendant le congé de Farquhar, les accueillit, mais non sans leur donner des motifs de découragement : le mécontentement de Radama Ier envers l'Angleterre à cause du non paiement des subsides, l'insalubrité du climat et enfin la barbarie du peuple malgache. Mais JONES et BEVAN ayant tenu bon s'embarquèrent quand même pour la grande île, prenant pourtant la précaution de laisser à Maurice leur femme et leurs enfants. Ils firent escale à la Réunion où le gouverneur français, le Général Laffite, qui les reçut très bien ne manqua pas à son tour de les décourager en leur faisant comprendre qu'il serait plus facile d'évangéliser son chien que de faire la même chose aux Malgaches, le premier étant plus intelligent que ces derniers. C'est ce que disent en substances ces lignes de Ravelomanana :

*"Tsy aleo ve mitory teny amin'ny alikako, fa tsy manampanahy tahaka ireo koa ny mponina any !" (1)*

Ayant quitté Port-Louis le 8 Août 1818, JONES et BEVAN débarquèrent à Tamatave (Madagascar) le 18 Août de la même année. Le capitaine du bateau les présenta à Jean René, chef de la localité et à un commerçant appelé Bragg. Ce dernier les emmena ensuite à Ivondro chez Ifisatra (Fiche), frère de Jean René. Avec le soutien de ces trois personnages, les deux missionnaires ouvrirent la première école protestante de Madagascar à Manangareza le 8 Septembre 1818. Leurs premiers élèves étaient six jeunes Betsimisaraka dont Berora, fils d'Ifisatra. Ce nombre augmenta le lendemain et le local devint exigü. On enseigna d'abord en anglais, faute peut-être, pour les enseignants de connaître le malgache. On enregistra un rapide progrès. Après une quinzaine de jours, les élèves arrivaient déjà à lire

\*\*\*\*\*

(1) RAVELOMANANA, Ny sekolin'ny protestanta ; Tananarive Salohy. 1968, p. 19.

quelques mots simples anglais et à écrire sur du papier. Les parents étaient fort contents. Ce début prometteur encouragea JONES et BEVAN, qui repartirent pour l'île Maurice le 24 Septembre 1818, dans l'intention de revenir avec leur famille.

JONES revint le premier à Madagascar le 20 Novembre 1818, accompagné de sa femme et de sa fille. Il continua l'oeuvre d'enseignement en ouvrant une école plus grande à Ivondro. Mais bientôt, un violent paludisme frappa la petite famille. JONES perdit sa fille et sa femme, à quelques jours d'intervalle, respectivement le 13 et le 29 Décembre 1818.

BEVAN arriva à son tour à Tamatave le 6 Janvier 1819, accompagné de son épouse et de leur enfant. Mais, très vite, frappés par le paludisme, ils moururent tous, à quelques jours d'intervalle également : l'enfant le 25 Janvier, M. Bevan le 31 Janvier et Mme Bevan le 3 Février 1819.

Seul rescapé, JONES rentra à Maurice le 3 Juillet de la même année, abandonnant son école, pour se faire soigner.

C'est ainsi que se termina ce premier essai qui inaugura ce début, prometteur mais combien tragique et éphémère, de la mission protestante à Madagascar.

### I.2. Le deuxième essai, décisif et efficace.

A l'île Maurice, JONES bénéficia des bonnes grâces d'un riche chrétien, C. Talfair Esq et retrouva vite sa santé. En attendant de repartir pour la grande île, il instruisit soixante enfants qui n'étaient autres que ceux des esclaves malgaches importés dans ce pays certainement avant le traité de 1817. Il commença également à s'informer sur la langue malgache et à l'apprendre.

Le 4 Septembre 1820, il s'embarqua de nouveau pour Madagascar. Quel entêtement ! Quel courage ! Quelle foi aussi ! Cette fois-ci il y allait en compagnie de M. Hastie que Sir Farquhar de retour de son congé, dépêcha auprès de Radama Ier pour rétablir le traité que son intérimaire avait bafoué.

Arrivé à Tamatave le 9 Septembre 1820, JONES, au lieu d'y rester pour continuer l'oeuvre déjà commencée à Manangareza et Ivondro, poursuivit le voyage avec Hastie jusqu'à Tananarive où ils arrivèrent le 3 Octobre. L'accueil semble-t-il fut chaleureux. C'est *"à titre d'instituteur que*

JONES opéra son entrée en Imerina, ce qui explique l'accueil favorable que lui accorda Radama Ier et les facilités et la protection qu'il lui accorda" (1). En attendant le dénouement des démarches de M. Hastie, le missionnaire exposa succinctement par écrit au souverain les objectifs et les réalisations de la L.M.S. dans les pays où elle était déjà installée. Et Radama Ier lui accorda donc l'autorisation de séjour à Tananarive pour qu'il instruisse le peuple. C'est ce qui ressort de ces lignes de M. Ravelomanana :

*"Rehefa izany dia nampandrenesin-dRadama Jones fa "mahafaly azy ny hitoerany sy hiasany eto Antananarivo hampianatra ny vahoaka" (2).*

#### 1.2.1. La première école protestante à Tananarive.

JONES commença sa mission par l'enseignement. La date du 8 Décembre 1820 vit l'ouverture de la première école protestante de Tananarive, dans le local même où habitait le missionnaire. Sur les trois premiers élèves qui inaugurèrent cette école, deux étaient neveux du roi : Rakotobe en qui il voyait son successeur et Ramasy, tous deux respectivement fils de ses soeurs Rabodosahondra et Rasoamananoro. Bientôt, l'effectif constitué par des enfants appartenant tous à la noblesse, augmenta très vite, 6 puis 16 et 22 déjà au mois de Mai 1821, si bien que la petite case ne suffit plus. Alors le roi en fit construire une nouvelle plus grande, à la même place, dans le quartier d'Ifidirana, proche de l'actuel palais d'Andafiavaratra. Et, *"pour donner à ses sujets un témoignage public de son attachement à l'oeuvre entreprise, il assista à l'inauguration avec les membres de sa famille" (3).* Dans cette première école, selon les écrits de JONES rapportés par M. Ravelomanana, l'enseignement se faisait encore en anglais avec l'accord du roi, l'enseignant ne sachant pas encore parler le malgache. On savait également qu'un tiers de l'effectif était des filles, dont quatre jeunes princesses ; ce qui montre que l'éducation de celles-ci n'était pas laissée au second plan. On rapporta aussi que ces élèves avaient fait de rapides progrès ; après cinq mois d'enseignement, certains d'entre eux pouvaient déjà lire quelques passages

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier. Tananarive, Imprimerie Nationale, 1962, p. 23.

(2) Ravelomanana. Ny Sekolin'ny protestanta. Tananarive, Salohy, 1968, p.21

(3) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier. p. 23.

de la Bible. On leur enseignait le catéchisme et le cantique chaque dimanche. On est par contre peu renseigné sur les autres disciplines enseignées dans cette école :

*"Sans doute y apprenait-on la lecture, l'écriture, le chant et un peu de calcul" (1).*

Radama venait parfois écouter chanter les enfants dans cet établissement qu'il aimait certainement puisqu'il le fit appeler Ecole Royale.

On voit que les conditions étaient vraiment favorables à ce premier pas protestant en Imerina. L'historien de la London Missionary Society, M. Lowett, le reconnaissait d'ailleurs car il voyait en Radama Ier le souverain éclairé qui était conscient des bienfaits que son peuple et lui-même pouvaient tirer de l'enseignement.

#### 1.2.2. La deuxième école.

Le succès de la première école encouragea à la création de la seconde. En effet, JONES fut rejoint après quelques mois par un nouveau missionnaire, le révérend Griffiths, gallois et ancien élève du Docteur Phillips lui aussi. Il avait quitté Londres le 25 Octobre 1820, avec son épouse, qui accoucha d'un petit garçon pendant l'escale à Maurice. Il y laissait donc sa femme et le nouveau-né et poursuivit seul son voyage jusqu'à Tananarive où il arriva le 30 Mai 1821. Déjà il était convenu avec le roi que Griffiths ouvrirait une nouvelle école destinée aux enfant du peuple. Mais ce projet ne se réalisa pas tout de suite car JONES s'étant rendu à Maurice le 8 Juin 1821 pour se remarier, son compagnon était dans l'obligation d'assurer l'intérim. De plus, il ne tarda pas lui aussi à rejoindre sa femme et son enfant, pendant les vacances scolaires du mois d'Août. Ce ne fut donc qu'à leur retour à Tananarive le 16 Octobre de la même année que l'on commença la construction du nouvel établissement dans une parcelle que le roi avait donnée. Celle-ci était située à Ambodinandohalo à l'emplacement de l'actuelle école catholique. Mais dès le 23 Octobre déjà, Griffiths accueillit onze garçons et quatre filles, qui appartenaient encore à la classe dirigeante, contrairement au projet initial. En attendant la fin de la construction, cette

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier. Tananarive. Imprimerie Nationale, 1962, p. 23.

deuxième école fonctionnait provisoirement dans un magasin de stockage qui appartenait à la mère de Radama Ier, Madame Rambolamasoandro.

Et la London Missionary Society continuait de renforcer son équipe.

### 1.2.3. La troisième école.

Le 10 Juin 1822, arrivèrent à Tananarive un troisième missionnaire, le révérend Jeffreys et quatre artisans, le forgeron Chick, le tisserand Rowlands, le tanneur Caham et le charpentier Brooks. Le roi les accueillit avec joie. Dès le 25 Juin, Jeffreys ouvrit une école à Ambatonakanga. Il commença avec douze élèves sur les origines de qui on n'a pas de renseignements mais il y a encore de fortes chances pour qu'ils appartiennent à la noblesse. Le phénomène scolaire ne tarda pas, cependant, à toucher la couche populaire avec son extension aux localités environnantes. Cela posa d'ailleurs un problème de formation et de recrutement de personnel enseignant, qu'un autre établissement essayait de résoudre.

### 1.2.4. L'école centrale.

*"En effet, l'année 1824 vit la fusion des trois écoles de Jones, Griffiths et Jeffreys, et leur installation dans un grand local, sis à Ambodin'Andohalo, qui prit le nom d'Ecole Centrale, dans le but de former des moniteurs capables d'aider les missionnaires pour la diffusion de l'enseignement dans les campagnes" (1).* Cette décision aurait été prise par Radama Ier lui-même selon le pasteur Ravelomanana dans son ouvrage Ny Sekolin'ny protestanta (p. 26). Les résultats ne se firent pas attendre car six mois environ après cet événement, le 3 Septembre 1824, Griffiths écrivait :

*"nous avons pu envoyer quelques uns des élèves les plus âgés diriger des écoles rurales, et les résultats de cet essai sont plus satisfaisants que nous n'avions osé l'espérer, grâce aux aptitudes pédagogiques de la plupart de ces maîtres improvisés, dont nous n'avons qu'à louer le zèle à s'instruire et à instruire les autres, ce qui nous est une garantie pour l'avenir" (2).*

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etude sur le règne de Radama Ier. Tananarive. Imprimerie Nationale, 1962, p. 25.

(2) Razafindrabe Maminiana. Mission Religions et Politique... (protestantisme à Madagascar). Strasbourg, Thèse, p. 189.

Cette école centrale ou "Central School" appelée encore "Royale Missionary College" était dirigée par JONES et GRIFFITHS. Quant à JEFFREYS, il quitta la capitale pour une autre localité, favorisant ainsi le développement scolaire des campagnes.

#### 1.2.5. Le début de la scolarisation des campagnes.

Avec le "Central School" le nombre de maîtres augmentait et il fut possible à partir de 1823 d'étendre l'enseignement aux campagnes proches de la capitale. Ce phénomène s'amplifia avec l'installation de quelques missionnaires dans des localités d'où ils pouvaient rayonner pour la transmission de leur message.

##### 1.2.5.1. Le révérend Jeffreys à Ambatomanga.

A la demande du roi, Jeffreys et son épouse s'installaient à Ambatomanga à partir du 21 Avril 1824. (... nangatahindRadama hanorina fonenana sy sekoly tao Ambatomanga - p. 29 - Ny Sekolin'ny protestanta. Ravalemanana). Une école y fut bientôt ouverte. Ces lignes de Madame Keturah Jeffreys donnent une idée de ce qu'elle était : *"Nous avons environ vingt filles et le même nombre de garçons. Nos heures de classe allaient de neuf heures à quatorze heures chaque jour ; leur assiduité et leur avidité générale pour s'instruire étaient hautement gratifiante. On enseignait aux garçons la lecture, l'écriture et l'arithmétique et en plus de cela on apprenait aux filles des travaux d'aiguille"* (1). Le révérend Jeffreys ne se contenta pas d'assurer le fonctionnement de son école ; il rayonnait aussi autour d'Ambatomanga, quelquefois accompagné de quelques grands élèves, pour prêcher et enseigner.

Le séjour de ce dynamique missionnaire ne dura pas cependant car toute sa famille prit le chemin de la Grande-Bretagne dès le 14 Juin 1825, pour ne jamais revenir. En effet, partis pour se faire soigner à Maurice, le révérend Jeffreys et son enfant moururent en cours de route, sur le bateau.

\*\*\*\*\*

(1) Belrose-Huyghues (V). "Le contact missionnaire au féminin : Madagascar et la L.M.S. (1795-1835)". OMALY SY ANIO, n° 7 et 8, 1er et 2e sem. 1978. p. 110.

#### 1.2.5.2. Johns dans le Vonizongo.

Paludisme et autres maladies tropicales rongeaient ainsi l'effectif des missionnaires, mais la London Missionary Society ne se découragea pas et continua à renforcer son équipe. Après la mort de Jeffreys en 1825, on assista à l'arrivée de Johns surnommé par les Malgaches, Jonjifohy, parce qu'il était de petite taille, et ce, par opposition à Jones qui avait le surnom de Jonjilava car il était grand. A Tananarive, depuis le 11 Septembre 1826, Johns poursuivait la conquête des campagnes en s'installant en 1827 dans le Vonizongo, région nord du royaume merina. Il commença sa mission par la création d'écoles. Le pasteur Ravelomanana (1) rapporte qu'au départ de Johns en 1835, le Vonizongo comptait 11 écoles, 12 instituteurs et 380 élèves. Il attire toutefois l'attention sur le bas niveau de l'enseignement dispensé dans ces établissements, niveau qui reflète celui des enseignants malgré leur bonne volonté.

#### 1.2.6. L'Enseignement professionnel.

Les missionnaires de la L.M.S. ne s'occupaient pas que de l'enseignement théorique ou classique ; ils s'attachaient aussi à promouvoir un véritable enseignement technique, ce qui rentrait bien, d'ailleurs, dans les visées de Radama Ier pour qui l'école et l'atelier formaient les deux moyens sur lesquels reposait le développement de son jeune Etat. Il avait en effet subordonné son acceptation du traité sur l'abolition de l'esclavage non seulement au paiement des "Equivalents", mais aussi à l'envoi à Tananarive par le gouvernement britannique d'instituteurs, d'outils et d'artisans. Quatre de ces derniers arrivèrent à Tananarive le 10 Juin 1822 avec l'instituteur Jeffreys, quelques mois après le pionnier Jones. *"Reçus par Radama avec tous les honneurs dûs à de grands personnages, ils se virent accordés aussitôt un emplacement approprié à la nature de leur activité et chacun reçut un domestique. Ils devaient en échange, se charger individuellement de la formation de huit jeunes gens, choisis très probablement parmi la population libre"* (2). Divers corps de métier étaient représentés. M. Books était charpentier ; malheureusement, il ne résista pas longtemps aux atteintes de la fièvre et succomba le 24 Juin, dix jours après son arrivée. Le forgeron Chick s'installa à Amparibe et initia plusieurs centaines de personnes aux divers travaux du fer et des métaux et à la construction de machines. Le tisserand Rowlands après

\*\*\*\*\*

(1) Ravelomanana. Ny Sekolin'ny protestanta. p. 31

(2) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier. Tananarive. Imprimerie Nationale, 1962, p. 30.



avoir tenté vainement la fabrication d'étoffes à Antsahadinta, se transporta à Ifody en 1827 pour s'y livrer à des essais sur la culture du chanvre en vue de la production de tissus pour les voiles de navires. Le résultat ne fut pas plus heureux car son décès mit fin à ces travaux. Enfin, le quatrième était un tanneur-coordonnier. Il s'agissait de M. Caham qui avait installé une tannerie et une fabrique de chaussures à Fenoarivo où il avait formé beaucoup d'apprentis. Cette équipe fut bientôt renforcée en 1827 par deux techniciens qui arrivèrent en même temps qu'une machine à filer envoyée par la L.M.S. L'un deux Cumings était filateur et *"enseigna les différents procédés de son art à un certain nombre de jeunes gens choisis par Radama"* (1). L'autre, Cameron, était le *"type par excellence de l'ouvrier-maître missionnaire"* ; ... *"ouvrier infatigable"*, il excelle *"dans l'art d'initier les autres au travail"* (2).

Le pasteur Mondain disait de lui : *"Venu comme charpentier, il ne se borna pas à un seul art. Il entreprit même des cours élémentaires d'astronomie, de chimie, d'architecture, de lithographie et d'argenterie"* (3). Il joua en effet un rôle de tout premier plan dans la formation professionnelle des Malgaches de l'Imerina à travers les innovations importantes qu'il avait introduites dans différents domaines tels que le travail du fer, la tannerie et l'apprêt du cuir, la construction des maisons... On ne peut d'ailleurs s'empêcher de reprendre quelques citations de J. Valette (4), si l'on veut rendre compte de l'envergure de cet artisan : *"Dans le bâtiment, on perfectionna plusieurs sortes de travaux de charpente, on introduisit la pierre dans diverses circonstances et on fabriqua différentes sortes de briques en vue de la construction... On trouva de la pierre à chaux après des années de recherches infructueuses. On trouva des plantes contenant une forte proportion de potasse et de soude et on les employa d'abord en très grande quantité dans la fabrication du savon, puis dans celle du verre et de la poterie..."* On ne s'étonne donc

pas d'apprendre que le roi confia même à Cameron la charge des travaux publics de son royaume. De par leur compétence et leur efficacité donc, ces artisans avaient conquis l'attention et l'attachement non seulement de Radama Ier mais aussi de ses successeurs. Ils contribuaient ainsi à l'enracinement dans le pays, des missionnaires protestants qui ne cessaient de développer une action en profondeur en favorisant certaines

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier. Tananarive. Imprimerie Nationale. 1962, p. 30.

(1), (2) et (3) Ibid, p. 31.

initiatives comme la préparation d'une élite pour la classe dirigeante, l'envoi de boursiers en Angleterre ou à Maurice, et la mise en place d'un comité de soutien de l'oeuvre scolaire...

1.2.7. "Ny Roambinifololahy" ou la préparation d'une élite.

Dans son désir d'instruire le peuple, désir qui se manifestait dans son choix politique, dans le soutien énergique qu'il apportait aux missionnaires, dans les encouragements qu'il donnait aux enfants, dans sa lutte contre la mauvaise fréquentation scolaire..., Radama Ier ne négligea pas la formation d'une élite qui servirait l'administration du royaume et l'institution scolaire elle-même. L'idée d'une organisation institutionnelle de cette formation lui était venue, sans doute à partir du 19 Avril 1824, date à laquelle il participa à un jury d'examen dont les candidats étaient les élèves du Royal Missionary College. Les interrogations portaient sur la lecture, en anglais et en malgache, de quelques passages de l'Exode, sur les dix commandements, sur la grammaire anglaise, sur l'arithmétique, la géographie, etc... Les résultats obtenus par les candidats avaient donné entière satisfaction aux examinateurs. Cet événement fut à l'origine de l'institution d'une classe spéciale, "Ny Roambinifololahy" (littéralement "Les douze hommes") réservée aux élèves jugés "doués". Il se trouvait que ceux-ci, sans doute par simple coïncidence et du moins dans cette première promotion, appartenaient à des familles haut-placées. Le Firaketana (1) donne la liste de ces élèves : 1-Rakotobe (neveux de Radama Ier), 2-Raharolahy, 3-Ralehimaholy (connu aussi sous le nom de Rainifiringa), 4-Rasatranabo (ou Rainandrianandrany), 5-5-Ratsisetraina, 6-Rainiseheno (ou Ramaka), 7-Ratsimihara, 8-Ramaka (fils d'Andriankoto), 9-Rabohara, 10-Rasoanitsiriana, 11-Ratsitohaina, 12-Ratsimandisa (ou Rainisoa). Par la suite, quel que soit son effectif, cette classe garda la même dénomination "Ny Roambinifololahy". Comme celle-ci pouvait le suggérer, elle était composée uniquement de garçons. Situation assez surprenante quand on sait que dès le début la même chance était donnée aux enfants des deux sexes devant l'instruction. Seul le contexte historique peut l'expliquer éventuellement. En effet, bien que les femmes malgaches jouissent de leur droit au trône, leur place dans l'organisation sociale de l'époque se trouvait plutôt au foyer.

\*\*\*\*\*

(1) Dictionnaire encyclopédique malgache. Tananarive, Imprimerie Industrielle, 1937. Voir David Jones (Jonjilava).

Au temps de Radama Ier, on n'envisageait pas encore, à notre connaissance, de leur confier des postes dans l'administration. L'institution du "Roambinifololahy" satisfaisait d'une part le roi qui y voyait une pépinière pour les cadres de l'administration, d'autre part les missionnaires qui y trouvaient le moyen d'agir sur l'éventuelle équipe dirigeante.

Mais cette préparation d'une intelligentsia malgache ne se cantonnait pas au pays. Elle avait des prolongements à l'étranger.

#### 1.2.8. Des enfants malgaches, boursiers du gouvernement britannique.

Dès le début des relations d' "amitié" entre le gouverneur anglais Farquhar et le roi Radama Ier, des Malgaches avaient été déjà envoyés à Maurice pour apprendre à jouer des instruments de musique. Un autre groupe fut refoulé par le Général Hall en 1817 dans son refus de respecter les clauses du premier traité. Mais comme Radama Ier tenait à moderniser son pays à la mode européenne, il insista auprès de M. Hastie, lors des pourparlers sur le traité de 1820, sur l'importance qu'il attachait à la formation des jeunes Malgaches aux techniques occidentales. Il demandait à ce que le gouvernement britannique prît en charge l'éducation de vingt adolescents, des garçons... Acculé à cause de la défaillance anglaise sur le premier traité, Hastie *"s'engagea en particulier à mettre à la disposition du roi un certain nombre d'artisans britanniques et à faire élever en Angleterre six jeunes Malgaches"* (1). Mais le gouvernement anglais fit mieux. L'ambassadeur malgache Ratefinanahary, beau-frère du roi, amena en Angleterre neuf jeunes gens que le comité de la London Missionary Society avait pris en charge et placés dans un établissement scolaire de Londres. Après avoir suivi un cycle d'enseignement général, ils furent répartis dans diverses branches de l'industrie. Malheureusement, sur les neuf, deux moururent en Angleterre et un autre sur le bateau sur le chemin du retour. Les six rescapés rentrèrent au pays et furent, selon le pasteur Ravelomanana, à la hauteur des tâches qui leur avaient été confiées. (*"Ny sisa ... Samy nahavita tsara ny adidy napetraka taminy avy rehefa tafaverina"*) (2). A côté de ces grands privilégiés il faut ajouter dix autres garçons qui avaient reçu leur formation à Maurice dans divers métiers : menuiserie, orfèvrerie, forge, peinture, cordonnerie. Dix autres encore y apprenaient à jouer

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier-Tananarive. Imprimerie Nationale, 1962, p. 11.

(2) Ravelomanana. Ny Sekolin'ny Protestanta. Tananarive. Salohy, 1968.

des instruments de musique ; enfin trois jeunes filles suivaient également dans cette île un enseignement ménager.

Il est hors de doute que ces jeunes gens ne fussent pas acquis, dans la grande majorité, à la cause anglaise. Situation qui consolidait encore la position de la mission protestante britannique à Madagascar, car ces élites étaient tous plus ou moins appelés à de hautes fonctions dans le royaume.

Le nombre sans cesse croissant de Malgaches ayant ainsi reçu une instruction qui leur permettait d'enseigner, avait favorisé, compte tenu de la collaboration avec les missionnaires, le développement de l'enseignement. C'est dans le cadre de cette évolution que naquit une sorte de comité en faveur de l'école, institution sans laquelle comme le laissaient penser les missionnaires protestants, l'évangélisation resterait superficielle.

#### 1.2.9. La Société missionnaire scolaire.

L'augmentation du nombre des établissements scolaires entraînait celle des charges. Or, celles-ci étaient, jusqu'à présent, supportées en totalité ou presque, par l'Angleterre, aussi bien par le gouvernement que par la London Missionary Society. Elles consistaient en dépenses de construction, de personnel et de fonctionnement ... Il faut y inclure également les frais occasionnés par le voyage et l'entretien des boursiers, le déplacement des artisans et le transport des outils et machines... Le gouvernement malgache, celui de Radama Ier, se contentait de céder du terrain pour les constructions, de fournir la main d'oeuvre qui n'était pas forcément gratuite, de soutenir psychologiquement les missionnaires par son adhésion à leurs entreprises. C'était certainement ces dépenses, qui allaient sans cesse croissantes, qui inspiraient les fondateurs de cette "Société Missionnaire Scolaire". *"Nous connaissons bien cette société, écrivait l'archiviste J. Valette, tant par ses statuts dont plusieurs copies sont conservées aux Archives de Maurice, que par le journal de Coppalle qui en fut, sinon le promoteur, tout au moins un des plus chauds défenseurs auprès de Radama" (1).*

On a en traduction des extraits des statuts de cette société, dans l'ouvrage de J. Valette ou dans la thèse de Razafindrabe (M). En voici quelques articles :

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier - Tananarive. Imprimerie Nationale, 1962, p. 26.

"Art. 1 - Cette société, constituée sous le patronage de sa Majesté Radama, roi de Madagascar, le 14 Novembre 1825, est intitulée : The Madagascar Missionary School Society.

Art. 2 - Le seul but de la Société est la diffusion des principes de la religion chrétienne et le développement des connaissances élémentaires parmi les habitants de l'Ile.

Art. 4 - Les habitants de ce pays, ne pouvant bien souvent supporter les frais qu'entraîne l'éducation de leurs enfants, en sont réduits à les garder chez eux. La Société en appelle à la générosité du monde chrétien pour recevoir des secours, privés ou publics, qui permettront de rémunérer les moniteurs malgaches qui sont envoyés parmi leurs compatriotes pour poursuivre la tâche qui leur a été confiée et d'acheter des vêtements aux enfants qui ne peuvent pas s'habiller pour aller à l'école.

Art. 5 - Il sera créé à Tananarive une bibliothèque publique".  
(1)

Dans cette mine de renseignements qu'offrent ces quatre articles et qui seront exploités dans d'autres chapitres, il convient de retenir pour le moment le fait que cette association plaçait Madagascar dans l'engrenage de ce vaste monde chrétien dont elle fit dorénavant partie. La fondation de cette société était la concrétisation de la collaboration étroite entre Européens et Malgaches. C'est une démarche qui s'inscrit bien dans le cadre général de la méthode d'approche anglaise, méthode qui présente toujours comme motif d'action les intérêts des Malgaches. En faisant de l'école l'affaire non seulement des blancs, mais aussi des autochtones, cette société préparait, plus qu'on ne le pense, la réalisation du véritable but des missionnaires, celui d'évangéliser. En effet, pour les protestants celui-ci n'est possible que lorsque chacun peut lire la Bible. Encore fallait-il qu'elle existât dans la langue du pays. Sa préparation était une tâche à laquelle les missionnaires de la London Missionary Society ne manquèrent pas. Mais cette entreprise était subordonnée à la fixation de la langue malgache qu'il fallait d'abord réaliser.

#### 1.2.10. La fixation de la langue malgache.

Cette fixation par la création de la langue écrite a été la plus importante et la plus profonde des innovations qui ont marqué le règne de Radama Ier. On peut dire qu'elle a été l'oeuvre de la mission

\*\*\*\*\*

(1) Razafindrabe (M). Mission, Religions et Politique... (Pénétration protestante à Madagascar...) Thèse (Strasbourg). p. 190.

protestante anglaise tout en reconnaissant les apports de divers travaux comme, les "Spraeckende Woord Boeck in de Malegische ende Madagascarsche Talen" de F. Houtman Van Goude, dont A. et G. Grandidier avaient donné la traduction dans le Tome I de la Collection des Ouvrages Anciens concernant Madagascar ; comme le dictionnaire, le recueil de prière et le catéchisme de Flacourt ou du R.P. Bourdaise de l'ancienne Compagnie des Indes Orientales de Fort-Dauphin ; comme le Catéchisme abrégé en la langue de Madagascar de l'abbé Caulier, publié à Rome en 1785 par les soins du Collège pontifical de la Propagande. Mais toutes ces études ayant porté sur les dialectes côtiers, la langue de l'Imerina, région située au centre du pays "*où nul Européen ne peut pénétrer jusqu'à la fin du XVIIIe siècle*" était restée ignorée (1). Cela laisse supposer qu'à l'arrivée des missionnaires anglais à Tananarive en 1820, l'étude de la langue malgache par les étrangers n'était qu'ébauchée. Les connaissances qu'ils en avaient éventuellement, ils les devaient à la lecture de quelques documents réalisés à l'instigation de Sir Farquhar. C'est par exemple le cas de JONES qui avait passé un assez long séjour dans cette île. Avant cette date quelques clans du Sud-Est écrivaient déjà le malgache mais en caractères arabes, ce qu'ils appelaient le "sorabe". Radama Ier y était initié dès avant 1817 par des Anakara qui vivaient à Tananarive. Hastie écrivait à ce sujet :

*"Le Roi, le prince le plus âgé, deux hommes qui entretiennent deux des soeurs du roi et un seul sujet peuvent écrire et lire des caractères arabes" (2).*

Cela faisait, au total, cinq à six personnes. Ce système était donc peu commode et n'engendrait que très peu de lettrés. C'est ce qui avait poussé sans doute Radama Ier à se tourner vers les caractères latins auxquels le Français Robin, son secrétaire particulier, l'initiait depuis 1819, tout en lui apprenant la langue française. Avec la volonté des missionnaires protestants de traduire la Bible en langue malgache, le problème de l'orthographe, française ou anglaise, se posa. Le roi après en avoir discuté avec les Européens décida finalement en 1823 que la langue malgache utiliserait les consonnes anglaises et les voyelles françaises. Il insista pour que, à chaque son, correspondît la même lettre. Ce que Coppalle rapportait en partie en ces termes :

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier-Tananarive. Imprimerie Nationale, 1962, p. 35.

(2) Ibid, p. 37.

"Les élèves emploient dans leur écriture les caractères européens et, pour éviter les défauts de ces caractères, il fut convenu entre MM. HASTIE, JONES et JEFFREYS et M. ROBIN que l'on prononcerait les consonnes comme les Anglais et les voyelles comme les Français..." (1). Ainsi, concluait Hubert DESCHAMPS, "(quasi miraculeusement puisqu'on parlait de deux langues, anglais et français, qui ont conservé des orthographes absurdemment archaïques) le malgache se trouva doté, dès le début, d'un système de transcription phonétique, permettant aux écoliers des progrès rapides" (2).

Cette question tranchée, les missionnaires s'engagèrent plus hardiment dans la traduction de la Bible.

#### 1.2.11. La traduction de la Bible.

"Parler la langue du pays dans lequel il vit est certes utile pour le missionnaire, mais le grand oeuvre en la matière, et surtout pour un missionnaire protestant, est la traduction de la Bible dans la langue considérée" (3). JONES entreprit cette immense tâche dès son arrivée en 1820, tout en apprenant le malgache. On peut dire qu'en 1824, il en avait déjà une maîtrise suffisante puisqu'il prêchait en cette langue.

L'évolution de ce travail transparaissait à travers les correspondances dont Jean Valette donnait quelques extraits dans son ouvrage déjà cité (p. 78). Le 21 Avril 1824, Jones écrivait aux directeurs londoniens de la Mission : "Nous sommes en train de traduire la Génèse, l'Exode, les Evangiles selon Mathieu et Luc, et nous espérons que ces quatre livres seront terminés avant la fin de l'année". Une autre

lettre du 23 Mai précisait : "Jones a traduit les vingt-quatre premiers chapitres de la Génèse et les onze premiers chapitres de l'Evangile selon Saint-Mathieu, et M. Griffiths les onze premiers chapitres de l'Exode et les onze premiers chapitres de l'Evangile selon Saint-Luc". Un autre missionnaire, M. Cousins, ajoutait : "En Mars 1828, la traduction était presque terminée. A l'exception de quelques uns des plus obscurs et des plus difficiles passages de l'Ancien Testament, qui seront probablement les derniers prêts pour l'impression, ..." (4).

Dans ce labeur difficile, ils se référaient à des Bibles écrites en différentes langues, comme l'hébreu, le grec... et l'anglais évidemment.

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier. Tananarive. Imprimerie Nationale, 1962, p. 41.

(2) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1972, p. 159.

(3) VALETTE (J), *ibid*, p. 38.

(4) *Ibid*.

Le pasteur Ravelomanana rapporte qu'ils furent aidés dans ce travail par de jeunes Malgaches qu'ils avaient formés eux-mêmes, les "Roambinifololahy" (cf. paragraphe 1.2.7.).

Mais l'objectif final n'était pas de traduire tout bonnement la Bible mais bien de l'imprimer et de la diffuser pour toucher le plus grand nombre de personnes. Bien que purement matériel, il s'agissait pour l'époque d'un problème majeur car l'imprimerie n'avait pas encore pénétré à Madagascar.

#### 1.2.12. L'imprimerie et l'impression de la Bible.

Le développement de l'enseignement qui provoqua un besoin énorme de matériel scolaire, et l'impression de la Bible, poussèrent très tôt les missionnaires à demander au comité de la L.M.S, l'envoi d'une presse. M. Hovenden, envoyé par la Société des Missions de Londres, arriva à Tananarive le 20 Novembre 1826, avec le précieux matériel. Mais, sans avoir même eu le temps de le déballer, il succomba aux fièvres le 15 Décembre de la même année. Les problèmes posés par l'utilisation de cette machine à imprimer fut toutefois surmontés grâce au dévouement et à l'habileté du polyvalent Cameron et du courageux Jones. Ils commencèrent par imprimer le livre de la Génèse 1 : 1-23. Ils avaient fini l'impression du Nouveau Testament en 1830. A cette époque JONES dut rentrer en Angleterre pour des raisons de santé ; ses collaborateurs, Griffiths, Johns et Freeman, rejoints à partir d'Octobre 1828 par M. Baker, remplaçant de M. Hovenden, continuèrent ces travaux d'impression de la Bible malgache, jusqu'à sa finition en 1835, avec un tirage de 3000 exemplaires. C'était le couronnement d'une décennie de travail acharné et ingénieux des missionnaires. Mais cet exploit qui marquait leur premier triomphe fut bientôt suivi, après la mort de Radama Ier, d'un déluge qui allait mettre à l'épreuve la solidité des fondations de l'édifice dont ils venaient d'entreprendre la construction.

Ce roi mourut brusquement le 27 Juillet 1828. Il avait environ 35 ans. La mission protestante anglaise perdait en lui sa "providence". Mais, à la fin de son règne qui leur avait offert des conditions d'activité des plus favorables, on pouvait dire que les missionnaires avaient déjà réussi à mettre en place leurs principaux moyens stratégiques qui mettaient l'accent sur la formation et l'éducation. En effet, à cette époque de



leur installation et malgré un certain prosélytisme protestant dans le domaine de l'instruction, ils n'avaient pas encore investi à fond dans ce qu'on pourrait appeler une évangélisation de masse, suivie de phénomènes de conversions et de baptêmes. Cette importance donnée à la formation et à l'éducation dans cette politique d'installation, apparaissait dans les efforts faits pour la multiplication des écoles, pour la mise en place d'institutions d'encadrement comme la société missionnaire scolaire et les "Roambifololahy", pour la diffusion de la Bible en malgache et des manuels scolaires.

La première école ouverte par JONES à Tananarive le 8 Décembre 1820, comptait 22 élèves au mois de Mai 1821, la deuxième tenue par Griffiths en avait 15, le 23 Octobre de la même année. Avec l'augmentation du nombre des instituteurs, l'enseignement s'étendait à partir de 1823 aux campagnes proches de la capitale. Selon Clark dans son livre Tantaran'ny Fiangonana eto Madagascar (Histoire de l'Eglise à Madagascar) : *"le nombre des élèves des écoles de la ville s'élevait à deux cent soixante-huit et quarante y apprenaient la langue anglaise ; celui des écoliers fréquentant, soit les écoles de la ville, soit celles de la campagne, était d'environ un millier"* (1). Quant à Griffiths, "témoin oculaire" comme le qualifiait Jean Valette, il avançait pour la même époque le chiffre de deux mille. Ce grand écart s'explique par le fait que le premier donnait la situation du début de l'année et que le second celle de la fin, 22 nouvelles classes ayant été ouvertes pendant la période d'Avril à Septembre. Ce développement rapide de l'institution scolaire était lié à la création de l'Ecole Centrale qui formaient des instituteurs malgaches à partir de ses plus grands élèves. En 1828, à la fin du règne de Radama Ier, et toujours selon Clark, cité par la pasteur Ravelomanana, on comptait en Imerina 100 établissements scolaires environ, avec un effectif de 4000 élèves. Le rapport de Jones aux directeurs de la London Missionary Society en 1827 faisait état de 4000 personnes sachant lire et écrire dans cette même région. Ces premiers résultats constituaient pour les missionnaires protestants un excellent terrain pour le commencement d'une évangélisation profonde de masse. L'école, cette première pierre de la fondation, était d'une importance capitale pour l'installation protestante dans le pays, car elle avait atteint

\*\*\*\*\*

(1) Cité par Valette (J). Etudes sur le règne de Radama Ier, p. 25. et Razafindrabe (M). Mission, Religions et Politique. p. 189.

dans sa grande majorité les éléments de la classe dirigeante. En effet, l'enseignement avait eu un caractère sélectif comme le montrait l'organisation des "Roambinifololahy" et l'envoi des boursiers en Europe, organisation dont les bénéficiaires directs, par la suite, occupèrent de hautes fonctions dans l'administration royale ou renforcèrent l'équipe des missionnaires dans leur travail d'instruction ou devenaient des ambassadeurs malgaches à l'étranger. La deuxième pierre, c'était la Bible dont les travaux de traduction et de diffusion avaient donné lieu à de multiples activités qui consolidèrent l'installation protestante. C'était par exemple le cas de l'imprimerie dont l'introduction à Madagascar avait permis non seulement l'impression de la Bible qui sera désormais entre les mains des fidèles mais également celle des manuels scolaires et divers ouvrages qui favorisaient et entretenaient l'éducation développée par cette mission protestante.

Ainsi, à la fin du règne de Radama Ier, son bienfaiteur, il ne restait plus à cette dernière qu'à élever cet édifice dont elle venait de jeter les fondations.

## 2 - La mission catholique française interdite.

Au stade où se trouve cette installation de la mission protestante à Madagascar, l'on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la position de sa rivale catholique devant ce même projet.

On connaît les échecs de cette dernière à Fort-Dauphin avec les Lazaristes qui furent contraints d'abandonner la grande île en 1674, à l'effondrement de la Compagnie des Indes Orientales. Mais, ne se résignant pas à cet abandon forcé, ces enfants de Saint Vincent de Paul se repliaient à Maurice (île de France) et à la Réunion (île Bourbon) dont ils avaient la charge spirituelle depuis 1712 par acte du pape Clément XI. De ces deux îles, ils *"pouvaient, comme le Sauveur se tenant à l'entrée du coeur de chaque chrétien, frapper sans cesse à la porte de la grande île, et dès le premier mot de réponse favorable, à la première occasion, pénétrer sur son sol barbare, s'y fixer pour jamais"* (1).

\*\*\*\*\*

(1) Père La Vaissière : Histoire de Madagascar - ses habitants et ses missionnaires, Paris, Librairie Lecoffre, 1884. Tome I, p. 21.

## 2.1. Encore des essais sans succès.

### 2.1.1. M. de Noinville du Gléfier.

Bachelier de la Sorbonne et prêtre du Séminaire des Missions Etrangères, de retour en Europe après une mission en Chine, il obtint à Rome, en 1736, de la Sacrée Congrégation de la Propagande, des lettres de Préfet apostolique pour l'île de Madagascar. Après six mois de séjour sur la côte est malgache, il fut très heureux de trouver un navire qui le ramena à Maurice où il mourut quelque temps après.

### 2.1.2. M. Monet.

En 1746, avec l'autorisation de M. Couty, supérieur général des Lazaristes, M. Monet tenta à son tour une aventure à Madagascar pour s'assurer des dispositions religieuses des chefs malgaches. Il s'y rendit avec un noir, originaire de ce pays, probablement en esclavage à Maurice où ce prêtre était établi. Après quelques mois de séjour, le missionnaire fut contraint de rejoindre la Réunion sans avoir obtenu les résultats qu'il espérait.

### 2.1.3. M. Durocher.

En 1775, à la demande du ministre de la Marine auprès du Supérieur général des prêtres de la Mission résidant à Paris, M. Durocher fut envoyé à Madagascar pour l'évangéliser. Embarqué à Lorient en 1776, il arriva à la grande île en 1779 après une longue escale à Maurice. On peut lire dans l'Histoire de Madagascar du Père de la Vaissière, un extrait de son rapport qu'il avait envoyé au ministre de la Marine.

*"Non, Monseigneur, il ne faut pas de troupes à Madagascar, mais seulement des colons français de bonnes vie et moeurs et d'une exacte probité... Tamatave est située au centre de la côte et dans un pays où tout abonde. Quant à la religion, je n'y vois qu'un obstacle, l'inconduite de nos Français. Les peuples et les chefs ont une singulière estime et confiance dans le prêtre..."*

On devine derrière ces lignes le caractère non seulement religieux mais également politique de la mission de M. Durocher à Madagascar. Il y fit plusieurs séjours de durées variables, de quelques mois à un an. Il envoya même au séminaire de la Propagande à Rome, selon le père de la Vaissière, plusieurs Malgaches pour en faire des missionnaires. Intéressées par cette belle perspective, les deux cours de France et de Rome firent déjà des arrangements pour régler définitivement la question de mission dans la Grande Ile. Deux prêtres étaient déjà désignés pour

s'y rendre quand éclata la révolution française de 1789 qui, en supprimant les ressources et les congrégations missionnaires, mit fin pour de longues années à tout projet de colonisation de Madagascar. Toutefois, une circulaire du supérieur général des Lazaristes en date du 1er Janvier 1792 annonça à sa congrégation, toujours selon le Père de la Vaissière, qu'un missionnaire venait d'entrer à Madagascar avec un jeune prêtre malgache revenant de Rome où il avait été envoyé autrefois par M. Durocher.

#### 2.1.4. L'apostasie plutôt que le martyr...

L'histoire de ce prêtre malgache qui avait été formé en Europe à l'instigation de M. Durocher ou du baron Benyowsky, un aventurier au service du roi de France dans son projet de colonisation de Madagascar, reste une anecdote assez vraisemblable qui montre cependant l'échec d'une entreprise d'éducation tentée par les catholiques sur les naturels du pays. Les quelques lignes qui suivent, sont les extraits de cette anecdote :

*"... Lorsque ses études furent terminées, on le fit entrer dans un séminaire où il reçut les ordres religieux, après avoir étudié la théologie. Ceux qui s'intéressaient à ce jeune Malgache, comptant sur l'effet de sa prédication, s'empressèrent de l'envoyer en mission dans son pays ; ... il disait tous les jours la messe dans une petite chapelle que ses protecteurs lui avaient donné les moyens d'élever. Les Malgaches, que la curiosité y conduisait, trouvèrent ridicule qu'en officiant il bût tout seul, contre l'usage du pays, qui veut que l'on partage également entre les assistants tout ce qui se boit et se mange... Les anciens s'assemblèrent et décidèrent que la messe leur paraissait une cérémonie où la sorcellerie avait une grande part ; ..." (1).*

On décida alors de faire subir au jeune prêtre l'épreuve du "tangena", une ordalie par le tanguin qui est une plante vénéneuse. *"Instruit du sort qui l'attendait, le missionnaire préféra l'apostasie au martyr et renonça pour toujours aux fonctions sacerdotales ; ..."*. L'histoire de ce prêtre d'Angontsy (Cap Est) se situe dans les années 1785, 1790. Et depuis, il n'y eut plus de manifestation d'activité catholique à Madagascar jusqu'au jour où M. Piastre, informé sans doute du succès des missionnaires anglais à la cour de Radama Ier, prépara une nouvelle tentative, non plus sur les côtes mais à l'intérieur du pays.

\*\*\*\*\*

(1) Père de la Vaissière. Histoire de Madagascar, ses habitants, ses missionnaires, Paris, Librairie Victor Lecoffre, 1884, Tome I, p. 22.

2.2. La demande catholique refusée.

En 1817 se trouvait à la Réunion un ecclésiastique lyonnais, M. PASTRE. Il allait être le préfet apostolique de cette île à la fin de l'année 1821. Mais en attendant, "prêtre méritant et fort zélé" qu'il était, comme le qualifiait Adrien Boudou, il voulut se rendre à Madagascar, avec l'accord de M. Paquet, préfet encore en exercice. Dans ce vaste pays, son choix porta sur l'Imerina où se trouvaient déjà les missionnaires protestants de la London Missionary Society. Ne mettant pas le baron Milius, gouverneur de Bourbon, au courant de son projet, M. PASTRE écrivit à Radama Ier pour le prier d'autoriser des missionnaires français à se rendre à Tananarive. M. Dayot, traitant et agent commercial français fit parvenir la lettre au roi. La réponse datée du 3 Novembre 1820 arriva quelques mois plus tard :

*"Monsieur, en réponse à votre lettre du 19 Août 1820, je juge à propos de vous faire connaître l'alliance faite entre moi et le gouvernement anglais, ce qui m'a procuré les personnes dont je pouvais avoir besoin, entre autres, des gens de votre profession, missionnaires comme vous, de la Religion protestante, ce qui m'empêche de vous inviter et d'adhérer à votre demande. Je suis bien fâché, Monsieur, de vous refuser la permission que vous sollicitez depuis longtemps ; mais ce refus est occasionné par une cause bien légitime, vu que la Religion que vous professez n'est pas la même que celle des Protestants à qui j'ai accordé une pleine liberté et protection. Ainsi, Monsieur, je crois bon de vous informer de cette nouvelle avant que vous entrepreniez un voyage qui vous deviendrait tout à fait inutile et qui vous conduirait à des dépenses et aux risques de maladies. Je vous salue. Radamamanjaka" (1).*

Derrière cette lettre qui se passe de commentaire quant à l'interdiction faite aux missionnaires français de monter à Tananarive, Adrien Boudou voyait le pasteur David JONES, pour qui ce fut "*l'occasion de projeter sous les yeux du roi, sur les différences entre le protestantisme et le catholicisme, une si rare lumière*" (2). Il pensait en effet que "*Radama savait un peu de français, mais non pas assez pour rédiger cette lettre*" (3). Dans cette remarque Adrien Boudou ne tenait pas compte de la présence, à la cour de Radama Ier, du français Robin, car logiquement, celui-ci ne pouvait que défendre les intérêts de son pays. Beaucoup d'artisans étaient dans le même cas et donnaient par leur compétence, une assez bonne image de la France.

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et fils, 1950, Tome I, p. 232.

(2) Ibid. p. 233.

(3) Ibid. p. 233.

### 2.3. La présence "virtuelle" de la France à Madagascar.

Cette présence était le fait de quelques français venus à Madagascar de leur propre gré, à leurs risques et périls, n'appartenant à aucune organisation confessionnelle ou autre, et ne recevant aucune aide officielle ou déguisée de leur pays d'origine. Le plus ancien d'entre eux était M. Carvaille, un métis réunionnais qui arriva en Imerina bien avant les artisans anglais. C'était lui qui introduisit l'art de la ferblanterie à Tananarive où de nombreux jeunes gens lui étaient confiés. L'Anglais Cameron prétendait dans ses mémoires que cet artisan français n'était pas un instructeur bénévole pour les Malgaches car "*s'il enseignait à ses élèves la partie matérielle de la besogne, il aurait gardé pour lui ses modèles*" (1). Mais ce témoignage semble suspect car le résident anglais Hastie rapporta qu'un certain nombre d'ouvriers furent initiés à la ferblanterie par les leçons et modèles de Carvaille.

Un autre Français, Mario, avait enseigné aux Malgaches de Tananarive l'art de manier l'aiguille. Les premiers habits cousus et redingotes exposés dans cette ville, furent l'oeuvre de ses élèves.

Mais le plus célèbre de ces Français qui vivaient à Tananarive sous le règne de Radama Ier fut Louis Gros, entrepreneur en construction. Arrivé dans cette capitale merina en 1819, il se mit aussitôt à former des charpentiers, des menuisiers et des ébénistes dans ses ateliers d'Andohalo. Ce qui le rendit célèbre fut la construction du palais de Soanierana, au sud de Tananarive, destiné au roi. Il fut aidé dans ce travail par un autre Français, le dessinateur Casimir. Construit en bois, ce palais fut considéré comme une merveille d'architecture.

*"Longtemps après la mort de Radama, on racontait que ce prince avait décidé de n'en accorder l'accès qu'à ceux qui savaient lire et écrire"* (2). Malheureusement, ce chef-d'oeuvre devenu irréparable à cause du manque d'entretien, fut détruit vers 1900.

Il serait injuste, dans cette énumération, d'omettre le nom du sergent Robin, ce Français déserteur de la Réunion, devenu, après avoir été instructeur militaire, secrétaire de Radama Ier. En 1819, il entreprit d'initier le roi aux caractères latins et à la langue française. Il s'occupa aussi d'enseignement : "*... à une époque qu'il n'a pas été*

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier, Tananarive, Imprimerie Nationale, 1962, p. 32.

(2) Ibid.

*jusqu'ici possible de déterminer exactement, Robin, qui fut, nous l'avons vu, le précepteur de Radama, avait fondé au palais une école pour les filles où il groupait une centaine d'élèves. Le roi, nous dit Cappalle, la visita un jour en compagnie de son hôte français et tous les deux louèrent fort les travaux exécutés par les petites écolières. Les écritures furent trouvées très jolies et les problèmes résolus avec facilité" (1).*

C'est à un grand concours qui avait eu lieu le 27 Mars 1824 à Tananarive, que l'auteur faisait ici allusion.

L'influence de ces Français "indépendants et aventuriers" qui vivaient en Imerina, donnait à la France une présence "virtuelle" dont les effets ne se manifesteront que bien plus tard. Le sergent Robin avait-il compris l'importance de la place de la femme malgache dans la société traditionnelle quand il avait eu l'idée de créer cette école du palais pour les filles ? Il n'y a pas de doute qu'il y donnait un enseignement en français, langue à laquelle, par ailleurs, il initia le roi, avec beaucoup de succès selon Jean Valette : *"Mais ce que l'on peut affirmer, ce sont les résultats obtenus par Robin. En effet, les documents de la période 1820-1828, lettres de Radama (celles-ci conservées à Maurice mais que les archives de la République malgache possèdent en photocopie) et lettres reçues par Radama attestent que la langue européenne parlée et lue par Radama était la langue française ! En effet, même lorsque le correspondant est un Anglais, ce n'est pas dans sa langue maternelle qu'il écrit, mais bel et bien en français..." (2).* Ainsi, presque dans l'anonymat, avec la réputation de quelques artisans et la diffusion discrète de la langue française, l'influence de la France s'installait progressivement en Imerina et, de ce fait, préparait indirectement le terrain à la mission catholique française.

Il reste que, dans le domaine d'une politique d'installation, le règne de Radama Ier profita surtout à la mission protestante anglaise qui avait réussi à user de tous ses moyens stratégiques. La mission catholique française était tenue à l'écart de la grande île à cause, d'une part, de la politique de Sir Farquhar qui arma Radama Ier pour contrecarrer tout ce qui était français, d'autre part, des missionnaires protestants anglais qui, en voulant avoir le monopole de l'évangélisation de Madagascar, poussèrent le roi malgache à refuser la demande de M.

\*\*\*\*\*

(1) VALETTE (J). Etudes sur le règne de Radama Ier, Tananarive, Imprimerie Nationale, 1962, p. 27.

(2) Ibid, p. 37.

PASTRE. Les arguments à caractère religieux donnés par Radama Ier, pour justifier son refus, dévoilent leur manoeuvre, car celui-ci se moquait bien de la Religion. Ne disait-il pas en effet, selon Coppalle, que les religions n'étaient que des "*institutions politiques, propres à conduire les enfants de tous les âges*" ? (1). Radama Ier aurait été favorable à toute personne ou organisation qui pouvait donner à son peuple, l'instruction et la formation technique dont il rêvait pour le développement de son pays. Mais ce roi qui était franchement pour une politique d'ouverture à l'étranger, à l'Europe en particulier, n'avait pas vu se concrétiser les résultats de cette politique qui semblait lui tenir à coeur, car il mourut, comme on le sait déjà, très jeune en 1828. Et l'on s'interrogeait sur l'attitude que prendrait son successeur dans ce domaine.

\*\*\*\*\*

(1) COPPALLE (A). "Voyage dans l'intérieur de Madagascar et dans la capitale du Roi Radame pendant les années 1825-1826", Bulletin de L'Académie Malgache, VIII, (1910), p. 34.



C H A P I T R E V.

RANAVALONA Ière ET LES "ORGANISATIONS" ETRANGERES POLITIQUES

ET RELIGIEUSES : LE RETOUR AUX TRADITIONS ANCESTRALES .

C'était Ramavo, sa principale femme et cousine, qui succéda à Radama Ier au trône de l'Imerina, en 1828, sous le nom de Ranavalona Ière. Elle fut portée au pouvoir par les chefs militaires et la noblesse, après bien des intrigues. *"Les partisans du traditionnalisme l'emportaient sur ceux de la rénovation du pays. La voie était ouverte à l'avènement de Ranavalona, inauguré par des complots et un bain de sang, à cause de diverses circonstances, dont l'ordre d'accession au trône établi par Andrianampoinimerina"* (1).

Les victimes furent les membres de la famille royale, qui auraient pu faire concurrence à ces puissants du régime. La mère et la soeur de Radama Ier, Ratefinanahary, beau-frère du roi et gouverneur de Tamatave, Rakotobe fils de Ratefinanahary, le gouverneur de Fort-Dauphin, Ramananolona, ... furent tous assassinés, maris et femmes. S'il faut ajouter à cette liste macabre, déjà très chargée, toutes les atrocités du règne proprement dit, on comprend bien que cette reine n'avait pas bonne réputation. Cela a permis à Simon Ayache d'écrire : *"Pour Ranavalona, le "tribunal de l'histoire", qui existe dans l'opinion populaire, hésite et rapidement condamne"* (2). Mais était-elle foncièrement mauvaise?

Les quelques portraits qu'on a d'elle en font un être de nature ambiguë. Voici ce que l'historien malgache Edouard Ralaimihoatra dit d'elle :

*"Ranavalona I fut une curieuse figure de la dynastie merina. Son avènement interrompit l'exercice du pouvoir par des rois depuis des siècles. Veuve sans enfant de Radama Ier, et plus ou moins délaissée par lui de son vivant, elle avait 40 ans en 1828. Elle était superstitieuse et sèche. Faussement enjouée, elle parlait volontiers un langage familier, sinon vulgaire. Son visage aux traits anguleux trahissait la dureté de son caractère. Elle tint à affirmer sa volonté de régner..."* (3).

\*\*\*\*\*

(1) RALAIMIHOATRA (E). Histoire de Madagascar, Tananarive, Imprimerie Société Malgache d'Édition, 1976, (320 p), p. 163.

(2) AYACHE (S). "Esquisse pour le portrait d'une reine : Ranavalona Ière", OMALY SY ANIO, Janv-Juin, Juillet-Décembre 1975, n° 1 et 2, p.251.

(3) RALAIMIHOATRA (E). Ibid, p. 164.

Hubert Deschamps complète ce portrait en écrivant : "... ni folle ni sadique, c'était une petite femme grasse, très ordinaire, bonne mère, assez reconnaissante à ceux qui la servaient bien, mais ignorante, crédule, influençable. Entretenue par une adulation permanente dans la conviction de son caractère sacré, elle se montra résolue à n'y laisser porter aucune atteinte et à maintenir intact l'héritage des ancêtres" (1). Enfin, Jean Laborde,

un Français qui était au service de Ranavalona, donnait de celle-ci un portrait que Simon Ayache trouve inattendu : "Elle n'était pas la méchante femme que l'on croit ; dans la vie ordinaire, elle était même bonne et elle aimait passionnément son fils, mais elle était superstitieuse à l'excès et les favoris auxquels elle se livrait à la lettre, corps et âme, et qui avaient sur elle un fort ascendant, ainsi que les conseillers perfides et méchants qui l'entouraient et qui lui prodiguaient des hommages comme à une divinité, l'y encourageaient afin d'avoir prise sur elle"(2).

Poussée par des partisans traditionnalistes, cette reine influençable et imbue de la divinité de son pouvoir, comme l'ont montré certains portraits, n'avait pas tardé à remettre en cause la politique européenne proanglaise préconisée par Radama Ier.

#### 1 - Gouvernements britannique et français, sous le règne de Ranavalona Ière.

Les hommes qui avaient porté Ranavalona Ière au pouvoir, s'emparant de tous les avantages du régime, devinrent rapidement riches et constituèrent ainsi une ploutocratie. En effet, les esclaves et les boeufs que leur procuraient les expéditions dans les régions encore insoumises à la royauté merina, leur permettaient de mettre en valeur de vastes exploitations agricoles, d'entretenir de grands troupeaux de bovins, de pratiquer diverses entreprises,... bref de s'enrichir, peut-être un peu trop vite. Ces oligarques avaient en plus, entre leurs mains, le contrôle du commerce extérieur et l'exercice de l'autorité civile et militaire. Voulant garder jalousement toutes ces prérogatives, ils se montrèrent naturellement hostiles à l'influence des européens qui,

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 164.

(2) AYACHE (S). "Esquisse pour le portrait d'une reine : Ranavalona Ière", OMALY SY ANIO, 1er et 2e semestre, 1975, n° 1 et 2, p. 261 (cf. Grandidier (A). Notes manuscrites p. 1265).

au temps de Radama Ier, occupaient d'éminentes places. Victimes de l'agressivité de cette classe dirigeante merina, Français et Anglais, traitants comme religieux, poussèrent leurs gouvernements respectifs à intervenir. A côté de ces intérêts mercantiles, Ranavalona Ière avait à défendre sa propre sensibilité politique et culturelle, sensibilité née d'une situation que M. Ralaimihoatra décrit en ces termes : *"En politique extérieure comme en politique intérieure, elle abandonna la ligne de conduite tracée par Radama I. Sa réaction fut une attitude passionnelle, le choc en retour du contact du pays avec la civilisation européenne. Avant Radama Ier, l'Imerina avait vécu en vase clos, y développant, y mûrissant même une civilisation originale. Brutalement ouvert (par Radama Ier) à l'influence de l'Europe, il en éprouva un sentiment de frustration. La reine fut de ceux à avoir eu ce sentiment. Son hostilité envers les puissances étrangères en fut le reflet"* (1). Elle mena en effet contre les gouvernements anglais et français une lutte qui consistait, d'une part, à détruire l'influence de l'Angleterre, celle-ci s'efforçant de consolider la position déjà acquise au temps de Radama Ier, par l'action des missionnaires ; d'autre part, à s'opposer aux revendications françaises sur les côtes malgaches.

#### 1.1. Les relations anglo-malgaches se détériorent.

La reine Ranavalona commença par refuser de reconnaître le résident anglais, M. Lyall, qui avait été envoyé par le gouvernement britannique, en remplacement de M. Hastie. Ensuite, elle rejeta le traité anglo-malgache du 11 Octobre 1820, tout en s'engageant unilatéralement à ne pas rétablir la traite. Comme, malgré toutes ces provocations, M. Lyall s'obstinait à rester à Tananarive, *"on introduisit des serpents chez lui et on le fit partir, mourant et à moitié fou"* (2). Ces incidents n'avaient pas empêché le gouvernement merina d'envoyer une ambassade à Londres en 1836 pour discuter d'un nouveau traité. L'Angleterre réclama

\*\*\*\*\*

(1) RALAIMIHOATRA (E). Histoire de Madagascar. Tananarive, Imprimerie Société d'Édition Malgache, 1976, p. 169.

(2) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar. Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 166.

alors une entière liberté de commerce, de navigation et d'établissement. Mais les Malgaches n'admirent qu'un trafic limité aux ports qui se trouvaient sous le contrôle des gouverneurs. Ces derniers favorisèrent naturellement les membres de l'oligarchie merina au détriment des traitants européens, ce qui envenima les conflits d'intérêts, qui opposèrent Malgaches, Anglais et Français.

### 1.2. La France revendique ses anciennes prétentions sur les côtes malgaches.

Après avoir été délogée des côtes de Madagascar par Radama Ier qui était solidement soutenu par Sir Farquhar, la France se réveilla en 1829 en revendiquant ses anciens établissements. C'est ainsi que Charles X, désireux de relever son prestige, envoya cette année, quelques navires à Madagascar, sous les ordres du commandant Gourbeyre. Celui-ci bombarda Tintingue et s'en empara, occupa Tamatave avec ses troupes sénégalaises, mais il échoua devant Foulpointe, en 1829. Puis arriva en France la révolution de 1830 qui fit tourner court l'expédition Gourbeyre. En 1831, les autorités françaises de l'île Sainte-Marie firent évacuer Tintingue, car les rapports franco-malgaches s'envenimèrent.

### 1.3. Une coalition de circonstance.

L'Angleterre et la France, rivales de par leurs intérêts politiques et économiques, se trouvaient à Madagascar, sous le règne de Ranavalona, en présence d'un ennemi commun. En effet, les conflits qui opposaient oligarchie merina et traitants, touchaient à la fois Anglais et Français. Ajoutons que la dénonciation du traité de 1820, la persécution du christianisme et l'expulsion des missionnaires anglais, par Ranavalona, d'une part et le refus par l'Angleterre de fournir des armes au gouvernement malgache en échange de ses exportations de riz et de boeufs vers Maurice, d'autre part, compromirent beaucoup les relations anglo-malgaches. Du côté français, l'instauration d'un protectorat à Nosy Be, fut à l'origine de nombreuses chicanes entre la France et Madagascar. La tension entre les différents partis atteignit son paroxysme en 1845, quand le gouvernement de Ranavalona somma les étrangers *"d'avoir à se soumettre aux lois malgaches"*

(y compris le tanguin et la corvée) ou d'avoir à partir, ce qu'ils firent" (1). Cette mesure fut un prétexte pour le commandant anglais Kelly et l'amiral français Romain Desfossés pour envoyer un ultimatum, bombarder Tamatave et attaquer les forts, et ce, d'un commun accord et sans instructions de leurs gouvernements respectifs. Mais les Malgaches "se défendirent et les Anglo-Français se retirèrent, laissant une vingtaine de cadavres, dont les têtes coupées furent empalées sur le rivage. La reine réclama une indemnité pour cette agression" (2). Cet acte de guerre, qui eut lieu le 15 Juin 1845, creusa davantage le fossé entre Madagascar et l'extérieur. Le commerce de la grande île avec la Réunion et Maurice fut officiellement rompu. Tous les ports malgaches sous contrôle merina furent fermés à l'Europe de 1845 à 1853. Ces mesures ne firent qu'affirmer l'isolement dans lequel s'enfermait la grande île depuis 1835, par l'expulsion de tous les étrangers et la persécution des chrétiens. Toutefois, malgré cette xénophobie quelques Français avaient réussi à "plaire" à la reine et restaient à Tananarive.

#### 1.4. Trois rescapés français préparent le terrain à la France et à la mission catholique.

En se repliant sur elle-même, comme elle venait de le faire, la grande île voulait se protéger contre l'envahissement de l'influence européenne et sauvegarder son indépendance et son équilibre ancestral. Mais elle avait encore besoin de quelques produits européens pour satisfaire sa classe bourgeoise qui en avait pris l'habitude, et surtout d'armes, pour assurer sa défense. Pour le reste, le pays vivait en économie fermée.

*"L'originalité du système d'isolement malgache c'est qu'il fut une organisation étatique et qu'il utilisa, en les absorbant, quelques européens bien choisis" (3).*

Napoléon de Lastelle, ancien capitaine marchand de Saint-Malo, fut le principal agent du commerce extérieur malgache pendant cette période. Etabli à son compte à Tamatave depuis 1825, il acheta des plantations, installa à Mahela, au nord de Mananjary, une fabrique de sucre

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault 1960, p. 166.

(2) Ibidem, p. 167.

(3) Ibidem, p. 167.

et de rhum. Ranavalona Ière renouvela le droit d'établissement que lui avait accordé Radama Ier, et fit de lui son homme d'affaires. Il servit également d'intermédiaire aux dirigeants merina pour les ventes de boeufs et de riz et pour les achats à l'étranger. La reine et l'oligarchie partageaient avec lui les bénéfices. Enfin, De Lastelle fut, comme on le verra, à l'origine d'un plan qui permit l'introduction de M. Lambert et du père Finaz auprès de Ranavalona Ière. *"Eh bien ! dit alors M. De Lastelle, je vous promets d'obtenir pour vous l'autorisation d'aller à Tananarive : vous poursuivrez l'oeuvre à laquelle je travaille depuis si longtemps" (1).*

L'oeuvre dont il s'agissait, c'était l'obtention d'un protectorat pour la France, car De Lastelle, tout en trafiquant avec les dirigeants malgaches, pensait aux intérêts de son pays.

Le second Français, c'est Jean Laborde. *"Fils d'un forgeron d'Auch, émigré dans l'Inde, puis parti à la recherche d'un trésor, il fut rejeté par un naufrage à la côte malgache et recueilli par De Lastelle qui l'envoya, en 1832, à Tananarive où le gouvernement l'engagea pour faire des fusils" (Deschamps (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 167). "Laborde fut un esprit curieux, doué d'un remarquable sens pratique, un ingénieur self made man" (Ralaimihoatra (E). Histoire de Madagascar, Tananarive, Imprimerie Société Malgache d'Édition, 1976, p. 1970).*

*"L'ancien naufragé de 1831 sur les côtes de la grande île est un modèle de colonisateur... L'Anglais Cameron avait appris aux Malgaches à faire du savon et de la poudre et quelque peu à forger le fer ; le Français Legros les avait initiés aux travaux de charpente. Laborde les a fait oublier par son véritable génie industriel aux mille ressources, que rien ne déconcerte et ne laisse court, avec ses usines presque créées de toutes pièces, ses fabrications les plus diverses et les plus compliquées" (Leverdant (D). La colonisation de Madagascar, Paris, Secrétariat de la Société maritime, 1844, p. 128).*

Ces portraits que différents auteurs firent de Laborde mettent en vedette l'envergure de cet homme qui fut un des piliers qui soutenaient la politique d'isolement pratiquée par Ranavalona Ière. La liste de ces réalisations est d'ailleurs impressionnante : fusils, poudre, cartouches, grenades, mortiers, sabres et épées ; verre, faïence, poterie, briques cuites, tuiles ; chaux, ciment, charbon de bois, acide sulfurique, savon, potasse, cire à cacheter, soie, rubans, paratonnerre. Il créa

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1950, p. 274.

également un centre agricole, avec culture de canne à sucre, usine de sucre et de rhum... C'était lui aussi qui construisit pour la reine le grand palais actuel de Manjakamiadana... etc. Bref, c'était l' "Homo faber" universel, le Robinson dans l'île.

*"Laborde et De Lastelle devenus citoyens malgaches étaient incorporés à l'oligarchie... Laborde 15 honneurs, se trouvait assimilé à la première catégorie de noblesse" (1).*

Cependant, malgré son apparente intégration à cette société malgache, il n'avait pas renié son pays, qu'il continuait à servir paisiblement. *"En travaillant de son mieux à civiliser le pays qui lui avait donné l'hospitalité, et à former l'esprit et le cœur du jeune prince qui devait y régner un jour, il avait conscience de travailler pour la France ; .... Son élève gémissait avec lui de la situation terrible où le peuple malgache se trouvait, écrasé sous le joug de Ranavalona" (2).* C'est en intervenant ainsi dans l'éducation du jeune prince héritier que Laborde, plus que quiconque, prépara en profondeur, la réouverture prochaine de Madagascar à l'influence européenne, en particulier à celle de la France. Connaissant le milieu et estimé par les Malgaches, il facilita la tâche de ses compatriotes dans la réalisation de leurs desseins dans la grande île. M. Lambert et le père Finaz étaient de ceux qui avaient bénéficié de son hospitalité.

Joseph Lambert est un Breton de l'Île et Vilaine, né à Redon en 1824. Armateur et gros négociant de Maurice, il transporta un jour sur l'un de ses bateaux, à l'instigation de M. De Lastelle, des ravitaillements destinés à la garnison merina de Fort-Dauphin qui était bloquée par des tribus révoltées. Un service aussi important valut une visite de M. Lambert à Tananarive où il vint en 1855, accompagné soi-disant de son secrétaire, M. Hervier, qui n'était autre, en réalité, que le père Finaz déguisé en civil ; Ranavalona étant hostile aux missionnaires. Par cette ruse, ils purent donc approcher la reine et surtout le petit Rakotoseheno (appelé également Rakoton-dRadama ou Rakoto tout court), prince héritier, qui était déjà très influencé par J. Laborde. Lambert par son faste et sa faconde, séduisait tout le monde et grâce au crédit dont il jouissait à la cour, chercha à renouer les rapports franco-malgaches. Il réussit à faire signer par Rakoto, à l'insu de la reine, un document secret, par lequel ce jeune prince demandait le protectorat français et accordait à Lambert, qui devait former une compagnie pour

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault 1960, p. 168.

(2) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1950, Tome I, p. 263.

la mise en valeur de Madagascar, des droits exorbitants, allant de l'exploitation minière à la frappe de la monnaie. Puis il s'embarqua pour l'Europe espérant faire avaliser cette charte, "la charte Lambert", par Napoléon III.

Quant au père Marc Finaz, nous nous contentons ici de le présenter en attendant de parler plus en détail de ses activités d' "éclaireur" de la mission catholique française à Tananarive. *"Il appartenait à une très honorable famille de Saint-Chamond (Loire) où il était né le 9 Février 1815. A l'exemple de tant d'autres, ses parents l'envoyèrent faire ses études en Suisse, à Fribourg : à la suite des ordonnances de 1828, les Jésuites français, ne pouvant plus enseigner dans leur patrie, y avaient ouvert un pensionnat des plus florissants. De Fribourg, il entra directement au noviciat d'Avignon, le 27 Septembre 1835"* (1). Après avoir été en Algérie, à l'orphelinat de Ben-Aknoun, il s'embarqua pour la Réunion avec le père Jouen nouvellement nommé Supérieur des Jésuites dans l'île. On connaît déjà les ruses qu'il avait organisées avec M. De Lastelle, pour être le premier prêtre, "masqué" et jésuite, arrivé à Tananarive pour y jeter les fondements de la mission catholique.

Ces démarches entreprises à Tananarive, auprès du prince héritier, par ces Français, n'étaient pas sans inquiéter le gouvernement britannique.

#### 1.5. La riposte anglaise .

Lambert quitta en effet Tananarive, le 9 Juillet 1855, en emportant les précieux documents sur la demande de protectorat formulée par le jeune Rakotoseheno, et le projet de charte pour la formation d'une compagnie qui porterait à Madagascar et des capitaux et l'industrie européenne. Après avoir été à Rome pour informer les autorités catholiques de ce qui se tramait dans la grande île, il se rendit à Paris pour obtenir la ratification du projet de protectorat par Napoléon III. Mais, la France ne voulant pas froisser l'Angleterre qui avait combattu à ses côtés à la guerre de Crimée jugea nécessaire de se référer à cette alliée qui, on le sait déjà, s'était toujours opposée aux activités françaises à Madagascar. De Paris, Lambert fut donc envoyé à Londres où il rencontra le ministre Lord Clarendon. Celui-ci rejeta le projet d'un protectorat franco-anglais, mais se montra favorable à la fondation d'une compagnie

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesné et Fils, 1950, p. 122.



commerciale qui serait soutenue par les deux gouvernements. Sur ces entrefaites, M. William Ellis, secrétaire pour l'étranger de la London Missionary Society, ayant obtenu enfin de Ranavalona Ière une autorisation qu'il avait sollicitée depuis longtemps, se préparait pour un voyage à Madagascar. Ayant été mis au courant de la "charte Lambert", il s'en mêla dans l'intention de combattre l'influence française naissante à Tananarive. Il avait été, par ailleurs, autorisé par le ministre anglais, à exprimer à la reine l'espoir que les relations commerciales seraient bientôt rétablies. Arrivé à Tananarive pour un séjour d'un mois environ, M. Ellis parla durement au prince héritier, lui reprochant de s'être montré mauvais fils en réclamant une intervention étrangère.

*"Si l'on en croit certaines assertions assez bien justifiées, écrivait Emile Blanchard dans la Revue des deux Mondes en 1872, le révérend William Ellis avait par des insinuations malveillantes, blessé le prince royal ; on l'accuse aussi, avec quelque fondement, d'avoir voulu dénoncer à la reine de Madagascar, des Français et surtout un missionnaire catholique" (1).* Quand William Ellis

quitta Tananarive, non sans avoir semé clandestinement un bon nombre de Bibles, il circulait déjà dans la capitale merina de sourdes rumeurs sur l'hostilité des Français et leurs préparatifs de guerre contre Madagascar, mettant M. Lambert en cause. M. Hervier (père Finaz), son secrétaire, faillit deux ou trois fois être chassé, quand survint l'affaire du nez de Rainimamonja, laquelle rehaussa pour un moment le prestige des Français de Tananarive. Celui-ci était le frère de Rainijohary, premier ministre et favori de la reine. Il avait un chancre qui lui rongea le nez. Il ne paraissait plus en public depuis huit ans à cause de cette maladie. Pour lui, la reine voulut faire les frais d'une opération de rhinoplastie. M. De Lastelle à qui Ranavalona avait demandé de chercher un chirurgien, trouva le médecin de Saint-Paul (La Réunion), M. Milhet-Fontarabie. De connivence avec la mission catholique de l'île Bourbon, il exigea d'emmener avec lui un second médecin et un pharmacien. C'était le père Jouen, préfet apostolique de Madagascar depuis le 6 Août 1850, qui jouait, sous le nom de Duquesne, le rôle d'aide-médecin ; quant au pharmacien,

\*\*\*\*\*

(1) BLANCHARD (E). L'île de Madagascar, 2e partie, Revue des deux Mondes, 1er Août 1872, Paris, p. 636.

il fut incarné par le père Webber transformé en M. Joseph. L'opération chirurgicale réussit mais nécessita pendant quelque temps une surveillance médicale étroite. M. Milhet-Fontarabie décida de laisser donc à Tananarive son pharmacien (le père Webber) qui, bien vite se fit apprécier à la cour par son talent musical.

Tout allait donc pour le mieux pour la mission catholique française qui venait de réussir le placement d'un second "agent secret", quand Lambert revint de sa mission européenne. Le gouvernement français n'ayant pas avalisé le projet de protectorat, le prince Rakotoseheno fut profondément déçu et d'autant plus que la cruauté de la reine, sa mère, empirait avec l'atmosphère de malaise et de suspicion qu'Ellis avait contribué à créer. Mais se ressaisissant, le prince forma avec ses partisans, le plan d'éliminer le premier ministre, le mauvais génie de la reine, et d'obliger cette dernière à abdiquer au profit de son fils. Mais la conspiration échoua et le coup d'état fut manqué. En conséquence, une dizaine de chrétiens furent lapidés, plus de quatre cents condamnés à l'épreuve du tanguin, la peine de mort fut proclamée ainsi que l'expropriation des biens pour ceux qui recevraient des chrétiens dans leur maison, ou leur fourniraient quelques moyens de subsistance ou d'évasion... et l'expulsion de tous les étrangers, sans exception... Cette sentence date du 17 Juillet 1857. J. Laborde qui avait une journée de plus que les autres pour faire ses bagages quitta Tananarive, avec sa famille, le 19 Juillet, le lendemain du départ général. Le pharmacien Joseph, le père Webber, dont on feignit de tolérer la présence, comprit la gravité de la situation et plia lui aussi bagage.

Telle était la situation politique et diplomatique de Madagascar avec ses partenaires européens, la France et l'Angleterre, à la fin du règne de Ranavalona Ière.

On a pu sans doute remarquer que cette période avait été surtout celle des tentatives d'installation française, mais avec cette nuance que c'était les particuliers, à savoir hommes d'affaires et religieux, qui s'étaient montrés les plus dynamiques. En effet, le gouvernement français, préoccupé par ses problèmes intérieurs et sa politique étrangère européenne, n'avait pas encore les mains libres pour s'intéresser à ce lointain pays. *"L'Empereur et ses conseillers, entre la certitude de froisser l'Angleterre et les risques de l'aventure malgache, eurent bientôt fait leur choix. "C'est bien assez d'une Algérie, disait l'un d'eux, sans aller en chercher une à deux mille*

lieues" (1). Le bilan semblait négatif après ce départ massif des étrangers, mais en fait tout n'était pas perdu pour les Français, car le prince héritier, grâce au travail psychologique de Jean Laborde, des Pères Finaz et Webber, de Lambert, etc..., était déjà acquis à leur cause. Quant à la politique d'isolement pratiquée par Ranavalona Ière, elle s'expliquait, on l'a vu, par son désir de sauvegarder la civilisation ancestrale contre l'escalade du christianisme, représenté à l'époque, à Madagascar, par le protestantisme anglais.

## 2 - La mission protestante anglaise sous Ranavalona Ière : l'oeuvre menacée.

On a vu que sous le règne de Radama Ier, les missionnaires de la London Missionary Society avaient surtout travaillé à mettre en place des moyens stratégiques, en créant l'institution scolaire, en écrivant et codifiant la langue malgache, en traduisant la Bible dans cette langue et en contrôlant la formation et l'éducation de la classe dirigeante. Cette première phase de leur politique intéressait ce souverain qui voulait surtout former son peuple aux techniques européennes. Il n'autorisa pas en effet les missionnaires à se livrer à de grandes entreprises de prosélytisme. Aucun Malgache ne fut d'ailleurs baptisé sous son règne. La deuxième phase ne commença donc qu'à l'avènement de Ranavalona Ière en 1828.

### 2.1. Les efforts des missionnaires de la L.M.S. portent leurs premiers fruits.

Dans son ouvrage intitulé Quatre vingts ans d'influence européenne en Imerina, Chapus (G.S.) écrivait : "*Les années 1830 et 1831 furent marquées par de vrais progrès spirituels, et on évalue à deux cents le nombre de chrétiens qu'il y avait à Tananarive à la fin de la seconde*" (2).

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1950, Tome I, p. 283.

(2) CHAPUS (G.S.). Quatre vingts années d'influence européenne en Imerina, (Bull. de l'Acad. malgache, N.S, VIII (1925) 1-352).

Selon le pasteur Rabary (1), les vingt premiers baptêmes protestants eurent lieu le 29 Mai 1831. Ils étaient permis par la reine, aux autochtones qui les désiraient. A cette date, Tananarive comptait déjà deux temples. Le progrès du protestantisme en Imerina se manifestait par la multiplication des rencontres chrétiennes qui attiraient une foule de personnes, y compris des non-chrétiens. On se réunissait non seulement dans les édifices religieux, mais également, tout au long de la semaine chez les missionnaires ou chez des particuliers. *"Je n'ai jamais vu se manifester un tel aspect d'ébranlement moral et un tel esprit de recherche qu'à présent. On s'entretient fréquemment de la religion parmi les indigènes, et la prédication semble pénétrer avec une force persuasive jusqu'à la conscience de certains d'entre eux"* écrivait le révérend Baker (2).

Cette poussée du mouvement protestant n'avait pas manqué d'attirer l'attention du gouvernement malgache.

#### 2.2. La reine, Ranaivalona Ière, s'inquiète, interdit et persécute.

Les nouveaux chrétiens malgaches brûlaient de diffuser leur foi. Leurs multiples réunions qui constituaient des lieux où l'on pouvait s'exprimer librement sans distinction de caste ni de classe, inquiétaient la reine et son entourage. Ceux-ci, restés fidèles à la foi des ancêtres et hostiles donc aux innovations européennes redoutaient la subversion des croyances et des coutumes, entraînée par le christianisme. En effet, la référence à un seul Dieu et à la fraternité humaine, constituait une menace et pour la reine déifiée et pour les idoles et pour l'institution de l'esclavage. Bref, l'ordre social était en danger. D'où une vive réaction de la reine contre l'oeuvre des missionnaires. En 1832, elle refusa d'autoriser les baptêmes ; ce qui n'empêcha pas cependant le

\*\*\*\*\*

(1) RABARY (Pasteur). Ny daty Malaza na ny Dian'i Jesosy teto Madagaskara. Tananarive, Imprimerie de la L.M.S, 1929, Tome I, cité par Razafindrabe dans sa thèse sur la pénétration du protestantisme à Madagascar, p.231.

(2) BOITEAU (P). Contribution à l'histoire de la nation malgache. Ed. Sociales Paris 1958, p. 116.

christianisme de se répandre et de s'afficher. Le 1er Mars 1835, la reine interdit aux Malgaches d'adhérer au christianisme, dans un célèbre discours prononcé à Mahamosina. On peut lire un extrait de celui-ci dans le livre d'Histoire de Madagascar d'Edouard Ralaimihoatra : *"J'ai à vous dire, déclara-t-elle, que je ne prierai pas les ancêtres des Européens, mais Dieu de mes ancêtres. C'est grâce à cette coutume que les douze rois ont régné et que j'ai régné moi-même. Vos propres ancêtres ont respecté cette coutume. Quiconque pratique la nouvelle religion, je le mettrai à mort, O peuple, parce que je suis l'héritière des douze rois"* (1). Après cette interdiction officielle, les chrétiens continuèrent à pratiquer leur culte, mais en cachette. Alors commencèrent les persécutions. Les "coupables" subirent l'épreuve du tanguin, ou furent réduits aux fers et à l'esclavage. Beaucoup s'exilèrent alors à Maurice et en Angleterre. L'année 1837 vit tomber les premiers martyrs avec Rasalama et Rafaralahy. Les missionnaires furent invités à quitter le pays. La persécution atteignit son paroxysme en 1849 : on obligea les chrétiens à se dénoncer publiquement, on procéda à des interrogatoires, à des arrestations et à des supplices. Des chrétiens furent brûlés vifs, ou précipités par dessus les rochers d'Ampamarinana ou mis à mort par lapidation... Les femmes et les enfants des évangélistes malgaches furent réduits en esclavage, et leurs biens confisqués... On brûla également les livres de la Sainte Ecriture. Mais les chrétiens restèrent fermes dans leur foi...

Les oeuvres scolaires n'étaient pas épargnées par la crise. En pleine expansion sous Radama Ier, elles commençaient à enregistrer une nette régression dès le début du règne de Ranaivalona Ière, comme on peut le constater sur le tableau qui suit : (2)

<u>Année</u>	<u>Ecoles</u>	<u>Elèves</u>	<u>Instituteurs</u>
1826	30	2051	30
1827	38	2309	44
1828	102	5014	204
1829	74	2630	148

\*\*\*\*\*

(1) RALAIMIHOATRA (E). Histoire de Madagascar, Tananarive, Société Malgache d'Edition, 1976, p. 168.

(2) RAZAFINDRABE (M). Mission, Religion et Politique. Etude sur la pénétration du protestantisme à Madagascar (1818-1861). Thèse, Strasbourg, p. 231.

Cette situation s'explique par le fait que la reine interdit toute activité missionnaire à la London Missionary Society à partir de 1829. Cela n'avait pas empêché l'augmentation du nombre des conversions.

"En 1830, on comptait à Tananarive environ deux cents chrétiens convaincus..." (1). A la mort de Ranavalona Ière, le 18 Août 1861, il ne restait plus que 2000 élèves dans les écoles protestantes. Mais à l'heure où les missionnaires protestants et anglais pleuraient sur leurs oeuvres, menacées de disparition, les missionnaires catholiques et français continuaient à guetter Madagascar, à partir des îles voisines.

### 3 - La mission catholique jette ses fondements sous un climat de persécution.

L'on se souvient de ce refus que Radama Ier avait opposé à la demande de M. Pastre, pour se rendre à Tananarive. Ce n'était pas suffisant pour décourager les catholiques qui se montraient encore plus patients et plus courageux.

#### 3.1. M. Henri de Solages, martyr catholique sous Ranavalona Ière.

Nommé Préfet apostolique de l'île Bourbon par Ordonnance royale du 17 Août 1829, M. de Solages s'embarqua à Bordeaux le 27 Septembre 1830 pour rejoindre son nouveau poste. Il fut accompagné de deux prêtres, M. Pierre Dalmond, M. Théodore de Guigné, et d'un laïc. Ils arrivèrent à destination le 7 Janvier 1831. Son programme se trouvait dans ces lignes : *"J'avais deux choses principalement en vue, en attendant que la Divine Providence me fît trouver le moyen d'exécuter mon projet de mission dans l'Océanie : la première était de rétablir la discipline totalement négligée à Bourbon ; la seconde de chercher à introduire la foi dans la grande île de Madagascar, et de fonder dans l'intérieur du pays des établissements d'éducation pour l'instruction des naturels"* (2). Le 13 Juillet 1832, M. de Solages s'embarqua donc pour Madagascar, laissant à Bourbon son ami

\*\*\*\*\*

(1) RAZAFINDRABE (M). Mission, Religion et Politique. Etude sur la pénétration du protestantisme à Madagascar (1818-1861). Thèse, Strasbourg, p. 231.

(2) GOYAU (G). Les grands desseins missionnaires d'Henri de Solages, 1786-1832, Paris Plon 1933, p. 178.

Dalmond qu'il avait institué vice-préfet intérimaire. Il débarqua à Tamatave le 17 Juillet, et fut contraint par M. Coroller, le gouverneur de cette ville, de demander une autorisation à la reine Ranavalona Ière pour pouvoir continuer son voyage jusqu'à Tananarive. Sa première demande datait du 21 Juillet 1832. Las d'attendre et soupçonnant M. Coroller, hostile à son projet, il tenta de rejoindre Tananarive vers la fin de Septembre sans attendre l'autorisation de la souveraine. Mais bientôt, les soldats de Coroller se mirent à sa poursuite et l'arrêtèrent à Maromby. Ordre lui fut donné de rebrousser chemin mais il s'y refusa. De ce village il écrivit à la reine une lettre dans laquelle il déclinait tous ses titres, et fit le procès des agissements du gouverneur de Tamatave... A toutes ces difficultés endurées par M. de Solages, les missionnaires protestants et anglais de Tananarive, informés du projet de ce catholique français, n'avaient pas manqué d'ajouter leurs coups. Ils écrivirent à la reine une lettre pour lui demander de ne pas autoriser le missionnaire catholique à venir à Tananarive. Voici une traduction de cette lettre qui fut écrite en malgache.

*"A la Reine Ranavalona.*

*Vivez longtemps, que la maladie vous épargne, que votre royaume prospère ! Excusez-nous, Madame, car voici ce que nous avons à vous dire. Nous avons appris qu'il y a un Blanc, un Français, à Maromby, arrêté par les soldats qui ne l'ont pas laissé monter. A notre avis, il ne faut pas le laisser y rester longtemps, de peur qu'il ne meure de la fièvre et qu'on n'en profite pour dénigrer ce pays, Dieu nous en préserve ! Cependant nous ne demandons pas de le laisser monter ici. Et -vivez longtemps, Madame, que la maladie vous épargne !- nous ne pouvons pas vous le cacher, à notre avis ce n'est pas la prospérité de votre pays de Madagascar qu'il a en vue, mais ce sont des visées peu droites qui sont la cause de son voyage.*

*Vivez longtemps, que la maladie vous épargne, Madame, Dieu vous bénisse et vous fasse trouver le bonheur et la joie sans fin. -Disent vos amis. -D. Griffiths et D. Johns et J.J. Freeman"*

(1)

Cette lettre se passe de commentaire quant à la volonté des missionnaires protestants anglais de s'opposer à l'installation de la mission catholique française à Madagascar.

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1950, Tome I, pp. 27-28.

Ils réussirent à influencer la reine. Elle écrivit au "Comte Henri de Solages" en ces termes : *"Je vous fais mes compliments. J'ai reçu votre lettre où vous m'exposez que vous avez une affaire pour laquelle vous montez ici à Tananarive. J'ai donc entendu cela. Revenez à Tamatave ; il y a là le gouverneur mon représentant, vous lui direz l'affaire que vous avez à traiter, pour qu'il m'en rende compte. Dit : Ranavalomanjaka"* (1).

Encore une fois, comme avec M. Pastre, la mission catholique fut interdite. Mais pour M. de Solages, l'histoire tourna au tragique. En effet, mis en quarantaine sur ordre du gouverneur Coroller, avec défense pour les Malgaches de lui donner du secours et des vivres, sous peine de mort, ce missionnaire, de surcroît affaibli par la fièvre, mourut misérablement à Maromby le 8 Décembre 1832, dans l'attente d'une autorisation favorable de Ranavalona Ière. *"Je viens de recevoir des renseignements positifs sur son genre de mort et j'ai acquis la certitude qu'il est mort martyr"* écrivait dans son journal son ami Dalmond (2).

### 3.2. Aux aguets à partir des petites îles, la mission catholique s'organise.

Après la mort de M. de Solages, le père Dalmond qui refusa le poste de préfet apostolique de l'île Bourbon, restait cependant fidèle au projet de son défunt ami sur l'évangélisation de Madagascar. Très tôt il avait compris qu'avec la politique d'isolement pratiquée par Ranavalona Ière, on ne pouvait y pénétrer qu'en commençant par les petites îles.

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesnes et Fils 1950, p. 29.

(2) Ibid, p. 33.



3.2.1. Dalmond à Sainte-Marie : de nombreux baptêmes...  
des écoles pour bien plus tard.

Le père Dalmond débarqua à l'île Sainte-Marie le 16 Juillet 1837, où un prince exilé de la "grande terre", M. Mandritsara le reçut à bras ouverts. Dès son arrivée, il entra en contact avec la population et commença à la catéchiser. Un mois plus tard, le 24 Août, il procéda déjà au baptême solennel de trente personnes dont deux adultes, deux femmes et vingt-huit enfants de moins de douze ans. Au terme de ce premier voyage, le 5 Octobre 1837, il avait baptisé en tout cent cinquante personnes. *"Sa hâte à baptiser les adultes paraîtrait aujourd'hui bien osée"* écrit Adrien Boudou dans son ouvrage intitulé, Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle (p. 52).

Après quelques mois de repos à la Réunion, il revint à Sainte-Marie le 16 Juin 1838 où il fut très content d'avoir retrouvé ses néophytes dont le comportement vis à vis de la religion catholique avait dépassé ses espérances. Au cours de cette deuxième visite, il construisit deux églises en matériaux du pays, l'une à Vatolava, l'autre à Ambodinosy. Il repartit cette fois-ci, en laissant cinq cents chrétiens.

Un troisième voyage, toujours à Sainte-Marie, fut entrepris le 25 Avril 1839. *"Ses chrétiens persévéraient toujours, mais les chefs malgaches non baptisés et leurs sujets se laissaient intimider par les menées de certains blancs influents, acharnés à empêcher ces pauvres gens de s'instruire de la religion et de se faire chrétiens"* (1). Quand il rentra à la Réunion en Décembre 1839, il inscrivit quatre cent cinquante nouveaux baptêmes. Jusqu'à ce dernier voyage, il n'était pas encore question d'école.

3.2.2. Dalmond à Nosy Be et aux îles voisines.

Malgré son désir de revenir à Sainte-Marie, M. Dalmond fut envoyé cette fois-ci, par M. Poncelet son préfet apostolique, à Nosy Be, île située sur la côte nord-ouest de Madagascar. Embarqué le 10 Janvier 1840 dans le bateau "Le Colibri", il arriva à la fin de ce

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1950, p. 53.

même mois. Plusieurs souverains se partageaient la petite île. Tsiomeko qui était la souveraine la plus importante accueillit bien M. Dalmond, mais ne s'intéressait guère à la "sainte religion". Dans une case qu'on venait de lui construire, le prêtre s'installa et ouvrit une école. La jeune reine de seize ans comptait parmi les élèves dans les tout premiers jours. Après huit mois de séjour à Nosy Be, M. Dalmond regagna la Réunion, en laissant trois écoles à la charge de quelques enfants plus avancés qu'il improvisait instituteurs. En revanche, il ne fit aucun baptême, malgré la présence d'une cinquantaine de personnes qui y étaient bien disposées, "car, écrivait-il à son neveu, le 10 Novembre 1840,

*depuis quatre ans que je vais à Madagascar, on me fait toujours des promesses d'envoyer des missionnaires pour cette oeuvre importante, et jusqu'à présent personne ne se présente..."(1).*

Nommé préfet apostolique de Madagascar (en résidence à la Réunion) en Janvier 1842, donc ne dépendant plus de la préfecture de Bourbon, M. Dalmond se lança à fond dans les oeuvres apostoliques des petites îles, à savoir, Sainte-Marie, Nosy Mitsio, Nosy Faly et Nosy Be et tenta quelques expéditions malheureuses sur la "grande terre". Il rencontra dans ces régions de durs obstacles dus surtout à l'influence islamique des arabes qui fréquentaient cette côte nord-ouest de Madagascar depuis le XVe siècle. Seule l'île Sainte-Marie semblait lui donner une relative satisfaction malgré la pénurie de personnel apostolique. Il y mourut, le 22 Septembre 1847, peu de temps après avoir été nommé vicaire apostolique de Madagascar.

### 3.2.3. Madagascar aux Jésuites.

Le fait qu'il existe une juridiction apostolique n'avait pas facilité les tâches de M. Dalmond. Il fallait en effet distinguer, d'une part la mission coloniale chargée de l'évangélisation des terres déjà colonisées par la France, et dont le personnel choisi par le Séminaire du Saint-Esprit était fonctionnaire du gouvernement français, du moins sur le plan administratif et financier, et d'autre part, la mission

\*\*\*\*\*

(1) DALMOND à son neveu, le 10 Novembre 1840, cité par Boudou (A) dans Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, p. 61.

étrangère tout court, qui était en principe indépendante vis à vis de ce même gouvernement. Après bien de pourparlers entre les diverses instances apostoliques, Propagande de la foi, Province de Lyon, Province de Paris, Province de Toulouse, et Séminaire de Saint-Esprit, la grande île de Madagascar fut attribuée à la Compagnie de Jésus. Cette attribution était conforme à la juridiction, car le pays malgache n'était pas encore colonie française à cette époque. Ainsi, dans cette zone malgache de l'Océan indien furent érigées trois préfectures apostoliques : celle de la Réunion, celle des petites îles (Ste Marie, Nosy Be, Mayotte...) et celle de Madagascar.

#### 3.2.4. Les établissements malgaches à la Réunion.

La précédente organisation administrative qui préparait les missionnaires à l'assaut de la grande île était soutenue par une politique éducative. M. Dalmond projetait depuis longtemps d'ouvrir un établissement de formation à la Réunion, pour accueillir les enfants de Sainte-Marie, de Nosy-be... et surtout de Madagascar. Voici ce que le père Boudou dit de cet établissement : *"La Ressource, en 1845 et 1846, n'était qu'une maison de repos, une "solitude charmante" disait le père Jouen... Mais, fidèle aux intentions de M. Dalmond, le père Jouen se préoccupait d'en faire une maison de formation, pour de jeunes Malgaches, de repos et de convalescence pour le personnel de la mission"*. Une lettre de l'Ordonnateur Achille Bédier, à M. Dalmond précisait le but de cet établissement qui servait *"à élever et à entretenir de jeunes Malgaches dont l'influence pourrait vous être utile après leur retour dans leur pays. A cet effet, continuait Bédier, vous demandez à être autorisé à introduire à Bourbon, environ trente jeunes Malgaches, dont on formera les uns à l'agriculture et à divers métiers et les autres, les plus intelligents, seront élevés de manière à pouvoir être employés comme catéchistes, maîtres d'école et plus tard, à pouvoir former un clergé indigène..."* (1). Les six premiers élèves malgaches de l'établissement venaient de Nosy Be. Parmi eux, il y avait deux princes, fils du roi Linta de Fasena, Rasoma baptisé sous le nom de Ferréol et Hidy sous le nom de Basilide. Ce dernier deviendra

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesnes et Fils, 1950, Tome I, p. 157.

le père Basilide.

A l'établissement de la Ressource, réservé aux garçons, on associa bientôt un autre pour les filles, à Nazareth en vue de former des ménages destinés à amorcer des colonies chrétiennes dans les petites îles...

Ces moyens stratégiques étant mis en place, les Jésuites commencèrent leurs tentatives de pénétration à Madagascar.

3.2.5. Mahagolo, dans la baie de Baly, premier établissement catholique de Madagascar.

Le 9 Septembre 1852 le Père Jouen s'embarqua sur le brick de guerre français, le Victor, qui mit voiles à destination du Nord-Ouest de Madagascar. Le bateau mouilla dans la baie de Baly, à la hauteur du village de Mahagolo. Le préfet apostolique prit contact avec Raboky, le souverain de la région. Celui-ci donna son accord pour la venue et l'installation de missionnaires dans son fief. Il manifesta, par la même occasion son désir de voir les Français le soutenir contre les attaques répétées des "Hova" ses ennemis. Après cette entrevue, le père Jouen rentra à la Réunion, le 14 Novembre 1852, non sans avoir ramené, pour l'établissement de la Ressource, un enfant de Nosy Be et deux autres de Sainte-Marie.

Pour son deuxième voyage, le père Jouen s'embarqua dans le même bateau le 28 Juin 1853 avec, cette fois-ci, deux prêtres, le Père Goré et le Frère Renacle, et trois jeunes Malgaches de la Ressource. Le "Victor" jeta l'ancre dans la baie de Baly le 22 Juillet. Le 29 du même mois, les charpentiers du bateau et le Frère Renacle se mirent à construire la demeure des missionnaires. Elle fut prête le 5 Août 1853. Le père Jouen écrivait alors dans son journal : *"C'est en ce jour mémorable qu'au nom de Notre-Dame des Neiges et de la Sainte-Eglise catholique nous avons pris possession de la Grande Terre et de la première Résidence qu'il nous a été donné d'élever à la côte ouest..."*. On surnomma cette demeure "Résidence de l'Immaculée Conception" (1). On construisit ensuite l'école et une chapelle provisoire. Mais cet établissement ne dura pas longtemps. Le 4 Novembre

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesnes et Fils, 1950, Tome I, p. 247.

1853, M. de Lastelle avait informé les instances catholiques de la Réunion que la reine Ranavalona Ière avait donné des ordres pour chasser les deux missionnaires français de Baly. Les soldats avaient ordre de les sagayer s'ils faisaient de la résistance. La résidence fut donc abandonnée de force en Février 1859.

### 3.2.6. Deux missionnaires catholiques s'infiltrèrent à Tananarive.

Après avoir lancé la mission de Mahagolo, dans la baie de Baly, le 9 Septembre 1852, le père Jouen se mit aussitôt à la préparation d'une mission qui aboutit, en 1855 et 1856, à l'infiltration de deux missionnaires catholiques dans la capitale merina. Infiltration ! Le mot n'est pas exagéré si l'on se souvient de la manière avec laquelle ces missionnaires, malgré l'interdiction formelle de Ranavalona Ière, s'introduisirent à Tananarive. Le père Finaz se présenta comme le secrétaire de M. Lambert sous le nom de M. Hervier ; le père Webber prit le nom de M. Joseph et se fit passer pour le pharmacien du docteur Milhet-Fontarabie ; le père Jouen s'appela Duquesne et se déguisa en aide-médecin. Mais celui à qui revenait l'honneur d'avoir célébré la première messe et jeté le premier fondement de la mission catholique à l'intérieur de Madagascar, fut le père Finaz. En effet, grâce à l'intervention du prince Rakoto, depuis longtemps influencé par Jean Laborde, ce prêtre, déguisé en M. Hervier, fut autorisé à rester plus longtemps à Tananarive pour apprendre le français, la géométrie et d'autres connaissances, à Rakoto et quelques jeunes gens. C'est le dimanche 8 Juin 1855, que le père Finaz célébra à Tananarive, dans une chambre isolée, porte fermée, devant sept personnes dont Rakoto, Lambert, Laborde, la première messe catholique. D'autres réunions secrètes de ce genre eurent lieu par la suite, dans l'entourage immédiat même du prince. Pour assurer la prolongation de son séjour, le père Finaz couvrit ses activités clandestines par des réalisations très spectaculaires pour l'époque dans le milieu malgache. Il soutint sa réputation de savant avec son télégraphe morse, son télégraphe à cadran, son daguerréotype ; il ébahit la reine et ses sujets avec ses montgolfières...etc. Il fut cependant obligé de partir lors de l'expulsion générale des étrangers, proclamée le 17 Juillet 1857. Mais, avant ce départ on peut dire qu'il avait déjà gagné le coeur de certains Malgaches influents, surtout celui du futur roi. C'était

d'ailleurs celui-ci qui souffla au père Finaz la décision prise par Ranavalona Ière pour chasser les missionnaires de Baly. Il avait même fait mieux car, pour alerter ceux-ci, il leur envoya cinq hommes à travers monts et forêts, aux risques et périls de leur vie.

Ainsi,

- retour aux traditions ancestrales, base de la structure sociale et du pouvoir royal,
- pratique d'une politique très sélective vis à vis des apports de la civilisation européenne,
- régression des oeuvres scolaires protestantes, compensée par un souffle de prosélytisme réagissant contre les persécutions antichrétiennes,
- enfin mise en place de la première pierre catholique,

caractérisaient ce règne de Ranavalona Ière. Il fut comme un test sur la solidité de l'installation de la mission protestante à Madagascar, et confirma l'avance de celle-ci sur sa rivale, la mission catholique et française. Etrangers et peuple malgache ne souhaitaient que la fin de ce régime draconien. Ce qui arriva le 16 Août 1861, date à laquelle la reine "tourna le dos", c'est-à-dire, mourut.

## CHAPITRE VI

### RADAMA II ET LES "ORGANISATIONS" ETRANGERES :

#### UNE POLITIQUE D'OUVERTURE SANS LIMITES.

Le prince Rakoto succéda à sa mère et monta sur le trône en 1861, sous le nom de Radama II. Sa réaction sans mesure contre la politique sanguinaire, xénophobe et nationaliste de Ranavalona Ière lui valut une grande popularité. Mais, *"malheureusement, comme l'écrivait l'historien malgache, Edouard Ralaimihoatra, il n'avait pas l'étoffe d'un roi. Adulé dans son enfance, faible de caractère et plein d'illusions, il ne vit dans l'exercice du pouvoir que l'occasion de satisfaire ses plaisirs, et de procéder à des réformes aussi désordonnées que malencontreuses"* (1). Adrien Boudou confirmait ce portrait en écrivant : *"Trois mots le caractérisent : bonté, faiblesse, puerilité"* (2). Enfin, Hubert Deschamps ne le ménageait pas : *"Radama II était un enfant gâté. L'adulation de sa mère, la vie oisive de la cour et l'absence de toute éducation véritable en avaient fait un jouisseur impulsif, incapable de travail suivi et sans aucun sens des réalités"* (3). Connaissant la civilisation européenne à travers la lecture de nombreux livres anglais et ses relations avec quelques Européens comme Jean Laborde, Lambert, Finaz, Ellis, il croyait qu'il suffirait de l'importer à Madagascar pour que tous les problèmes fussent résolus. C'est ainsi que, dès les premiers jours de son avènement, il affirma sa volonté d'ouvrir son pays le plus largement possible à cette civilisation occidentale.

#### 1 - Radama II et les puissances étrangères : les portes grandes ouvertes.

Il ouvrit toutes grandes les portes de son royaume aux Européens, qu'il considérait comme agents de progrès. La France et l'Angleterre, qui trouvaient les dispositions du souverain à leur avantage, le reconnurent roi de Madagascar. *"C'est une pensée fixe chez lui, écrivait le père Jouen,*

\*\*\*\*\*

(1) Ralaimihoatra (E). Histoire de Madagascar, Tananarive, Imprimerie Société Malgache d'Édition, 1976, p. 176.

(2) Boudou (A). Les Jésuites à Madagascar, au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1950, Tome I, p. 365.

(3) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 173.

*de convier à la civilisation de son pays, non point la France et l'Angleterre seules, mais tous les peuples de l'Europe et même du monde entier" (1). Pour favoriser le commerce, il supprima tout droit de douane dans tous les ports, aussi bien à l'entrée qu'à la sortie. Il supprima également tous les impôts, tout en étant averti que cette mesure priverait son royaume de tout moyen d'existence et de développement. Mais il ne voulut rien entendre. "C'est probablement un cas unique dans l'histoire du monde, écrivait Adrien Boudou" (2). Profitant de cette occasion unique, la France, par l'entremise de Lambert engagea des pourparlers qui aboutirent à la signature du traité franco-malgache du 12 Septembre 1862. Celui-ci stipulait la liberté religieuse et le droit d'établissement pour les Français. L'article 4, qui consacrait le droit d'acheter ou de louer terres et immeubles, rencontra une certaine opposition de la part du parti vieux-malgache... A la même époque, Lambert relança la charte qui porte son nom. La charte Lambert, avortée sous Ranavalona Ière, fut confirmée par Radama II. Elle comportait des concessions exorbitantes : monopole de l'exploitation des mines, libres exportation des produits miniers et agricoles, exonérations fiscales des entreprises de M. Lambert, frappe de monnaie, création de manufactures... En contrepartie de tous ces droits, Lambert ne s'engagea à verser au gouvernement malgache que 10 % des bénéfices qu'une Compagnie créée pour la circonstance escomptait faire.*

Du côté de l'Angleterre, on couvait un traité similaire à celui qu'avait obtenu la France mais, d'ores et déjà, un Anglais, M. Caldwell, obtint le 23 Août 1862, la signature d'une charte, "la Charte Caldwell", qui lui accordait, ainsi qu'à ses compagnons, la liberté de commercer et de prendre des terres partout à leur convenance. Caldwell se proposait, lui aussi, d'exporter des produits naturels et d'exploiter des mines. 10 % des produits devaient revenir au roi.

On voit bien, encore une fois, que les deux puissances européennes, la France et l'Angleterre, continuaient leur concurrence. Mais les gouvernements de ces pays n'étaient pas les seuls à profiter de ce libéralisme excessif de Radama II. Les missionnaires catholiques et protestants

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1950, p. 370.

Père JOUEN, Rapport, Novembre 1862, p. 18.

(2) Ibid.



en avaient aussi profité pour retourner à Tananarive et y multiplier temples et églises. Le roi se montrait également favorable aux deux missions religieuses, l'une française et l'autre anglaise. Il voyait en effet *"dans la religion un instrument de développement matériel, un moyen de hâter les progrès"* (1) de son peuple.

## 2 - La mission catholique "gagne du terrain" et s'installe.

Dès le 20 Août 1861, trois jours après le décès de Ranavalona Ière, le P. Jouen et le P. Webber s'embarquèrent de Saint-Denis de la Réunion pour Tamatave. Arrivé à Tananarive le 23 Septembre 1861, le P. Webber eut, dès le lendemain, une entrevue avec le roi Radama II qui, sur le chapitre de la religion, s'exprimait ainsi :

*"Non seulement je vous permets, mais j'ordonne, je veux que vous ayez toute latitude de prêcher la religion ouvertement avec le plus d'éclat possible. Faites monter beaucoup des vôtres ainsi que des Soeurs. Les protestants peuvent prêcher de leur côté s'ils le veulent. Pour moi je me sens porté au catholicisme, mais je veux pour un temps rester neutre et voir les deux camps se battre et faire paraître la vérité..."* (2).

Et voici ce que ce même Radama dit au P. Finaz d'après Colin (E) et P. Suau (S.J.) :

*"Enseignez à mes sujets la religion catholique. C'est le plus ardent de mes vœux... Allez, instruisez, prêchez, enseignez, non seulement à Tananarive, mais dans tout le royaume"* (3).

Profitant de cette protection, la mission catholique organisa son installation par des acquisitions de terrains et la construction d'églises et d'écoles. Le début de cette installation était très modeste. Le P. Webber et le P. Boy qui avaient commencé la mission, occupaient une case que Madame Rasoaray, une des femmes de Ramboasalama (4), mettait gratuitement à leur disposition. *"Elle nous sert de chapelle, d'école, de dortoir, de tout en un mot ; ..."* (5), écrivait le P. Boy. Cette case, achetée par la

\*\*\*\*\*

(1) CHAPUS et DANDOUAU. Manuel d'histoire de Madagascar, Paris, Larose, 1961, p. 108.

(2) BOUDOU (A). La Mission de Tananarive, Tananarive, Imprimerie Catholique, 1941, p. 53.

(3) COLIN (E) et P. SUAUX (SJ). Madagascar et la Mission catholique. Paris, Sanard et Derangeon, p. 32.

(4) Ramboasalama, cousin du roi Radama II ; prétendant au trône.

(5) BOUDOU (A). La Mission de Tananarive. p. 384.

suite par la mission, fit bientôt place à la première église catholique de Tananarive, remplacée plus tard elle aussi par la cathédrale d'Andohalo actuelle. Elle était dédiée à l'Immaculée Conception. Quelques mois plus tard, en 1862, une seconde église, dédiée au Sacré-Coeur fut ouverte dans le quartier d'Ambohimitsimbina, tout près du palais royal. On voulait en faire l'église de la Cour. En 1864, on prépara la fondation d'une troisième église dans le quartier de Mahamasina. Terminée seulement en 1869 elle était dédiée à Saint-Joseph. Une quatrième, à laquelle préluda dès 1863 une chapelle, fut l'église Notre-Dame du Sacré-Coeur d'Anabavahadimitafo, achevée seulement en 1872. Enfin, vers le milieu de l'année 1862, Radama II concéda à la mission catholique un grand domaine de dix hectares, situé à Ambohipo, environ à trois quarts d'heure de marche à pied de la capitale. La mission catholique progressait donc à vue d'oeil ; en moins de trois ans, avec quatre églises implantées dans divers quartiers, elle réussit à "investir" presque toute la capitale. Sa rivale, la mission protestante, qui avait donné la priorité, dans ses débuts, à l'oeuvre scolaire, ne comptait que deux temples en 1831, après douze ans d'occupation. Jusqu'à l'arrivée des Frères des Ecoles chrétiennes, en 1866, la mission catholique de Tananarive n'entretenait que deux écoles : l'une, tenue par trois religieuses de Saint-Joseph de Cluny, fut chargée de l'éducation des filles ; l'autre, dirigée par le P. Boy s'occupait des garçons. *"Au 1er Août 1862, l' "école des soeurs", comptait soixante dix élèves dont huit de grandes familles. Celle des garçons en comptait quatre-vingts... Le P. Boy prenait de plus un soin spécial de six enfants de bonnes familles" (1).* Ces soins spéciaux donnés à ces enfants particuliers reflètent le désir des missionnaires catholiques de contrôler l'éducation de la classe dirigeante. Cependant, ils n'étaient pas les seuls à profiter de la tolérance proclamée par le nouveau roi. Les missionnaires anglais de la L.M.S. se hâtèrent de reprendre leurs travaux, abandonnés depuis plus de vingt-cinq ans, et ce sous la menace de la concurrence catholique.

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle. Paris, Beauchesnes et Fils, 1950, Tome I, p. 403.

### 3 - La mission protestante se réorganise.

Ayant exercé un monopole de fait sous Radama Ier, car installée la première, elle *"allait maintenant se trouver en concurrence avec la Mission catholique et d'autres Missions protestantes"* (1). Devant le succès du catholicisme et de la cause française, l'Angleterre et la Mission protestante anglaise se soutenaient. Le "foreign secretary" de la L.M.S, William Ellis, arriva pour la seconde fois à Tananarive le 16 Juin 1862, *"avec un nombreux cortège d'agents, une imprimerie, des livres et une allocation annuelle de trois cent mille francs, fournie par la Société des missionnaires de Londres ... A ces secours ordinaires, le gouvernement anglais ajoutait un appoint extraordinaire d'un million trois cent mille francs ..."* (2). Dix-sept de ces agents arrivèrent à Madagascar, entre le 29 Août 1862 et le 13 Juillet 1868. L'un d'eux, M. Stagg, relança l'oeuvre scolaire qui était réduite presque à néant au temps de Ranavalona Ière. Il commença par rassembler quelques jeunes gens possédant déjà une certaine instruction et les prépara à la fonction d'instituteur adjoint. Leur nombre qui atteignit bien vite deux cents obligea à construire une grande maison de bois, à la place de l'ancienne école centrale, à Ambodin'Andohalo. A la fin de l'année 1863, sept écoles protestantes étaient déjà créées, avec un effectif total de 365 élèves... Seulement, à la mort de Radama II, la zone scolarisée ne dépassait pas encore un rayon de quarante kilomètres autour de la capitale. En effet, malgré sa bonté, sa tolérance, et son ouverture à la civilisation européenne, son règne fut éphémère. Il mourut, étranglé, le 11 Mai 1863, à la suite d'un complot organisé par son premier ministre et les milieux traditionnalites, qui s'accommodaient très mal de sa politique trop libérale et incohérente, laquelle mettait en cause les intérêts de la nation ébranlés par la charte Lambert, la suppression des droits des douanes et des impôts, enfin l'insolence et l'impunité des Menamaso, amis et compagnons de jeux du roi que celui-ci voulait associer à l'exercice du pouvoir au détriment de ceux qui l'y avaient porté.

Règne éphémère mais combien apprécié par les puissances et les "organisations" étrangères. En particulier, il permit à la mission protestante anglaise de reprendre à Madagascar ses activités qui étaient très

\*\*\*\*\*

(1) CHAPUS et DANDOUAU. Manuel d'histoire de Madagascar, Paris, Larose, 1961, p. 108.

(2) COLIN (E) et P. SUAOU (SJ), Madagascar et la Mission catholique, Paris, Sanard et Derangeon, 1895, p. 33.

florissantes au temps de Radama Ier mais interrompue et presque anéantie, de 1835 à 1861, sous Ranavalona Ière. Il permit aussi à la mission catholique française qui vit en Radama II son "insigne bienfaiteur", de s'installer enfin à Tananarive, en Imerina, sur le même terrain que sa rivale protestante, rivale avec laquelle elle va engager une concurrence accrue. Déjà on peut conclure, avec Chapus et Dandouau que *"L'activité scolaire reprit, étroitement associée à l'oeuvre religieuse, et profita grandement de l'émulation existant entre les différentes sociétés"* (1).

\*\*\*\*\*

(1) CHAPUS et DANDOUAU. Manuel d'Histoire de Madagascar, Paris, Larose, 1961, p. 109.

## C H A P I T R E   V I I

### PUISSANCES ET ORGANISATIONS ETRANGERES

#### AU TEMPS DES PREMIERS MINISTRES

Le libéralisme outré de Radama II avait donc mécontenté certaines classes de la société malgache, entre autres l'oligarchie merina désavantagée par la suppression des corvées, des expéditions de guerre, sources de butins, et des droits de douanes. Le malaise aboutit à l'assassinat du roi. Rainivoninahitriniony, le Premier Ministre, proclama ensuite Rabodo, la veuve de Radama II, reine, sous le nom de Rasoharina, nom qui signifierait en français "chrysalide". Ce qui poussait H. Deschamps à écrire : *"Nom quasi symbolique, car elle était sa prisonnière. Du moins il le crut après l'avoir épousée, et il abusa de son pouvoir absolu, jusqu'à vêtir lui-même le manteau royal"* (1). Et ce fut le commencement du gouvernement absolu des premiers ministres car, comme le soulignait le même auteur, *"en fait, la royauté était morte avec Radama"* (2). En effet depuis la mort de celui-ci, jusqu'en 1896, date de l'annexion de Madagascar par la France, aucun "roi" ne monta plus sur le trône merina. Les souverains qui s'y succédèrent régnaient mais ne gouvernaient plus. Le règne de Rasoharina dura de 1863 à 1868. Elle le commença avec Rainivoninahitriniony comme premier ministre, mais celui-ci devenu insupportable par son inconduite qui allait, dans ses moments d'ivresse, jusqu'à insulter la reine et menacer de mort ses proches collaborateurs, fut bientôt destitué le 14 Juillet 1864. Elle le remplaça par Rainilaiarivony, le frère du précédent, puissant des mêmes prérogatives, enrichies du commandement en chef de l'armée. Celui-ci gouverna le royaume sous trois reines, Rasoharina de 1864 à 1868, Ranavalona II de 1868 à 1883 et Ranavalona III de 1883 à 1896.

Ces souveraines souffrirent du lourd héritage de la politique extérieure de Radama II, héritage qui fut sans aucun doute à l'origine

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 176.

(2) Ibid.

des dissensions qui aboutirent à l'annexion de la grande île par la France.

1 - Les relations extérieures se détériorent ; les ambitions coloniales françaises se réveillent.

Sous Rasoherina, le gouvernement malgache décida la révision de la politique extérieure de Radama II, politique qui mettait en cause le principe de l'inviolabilité du territoire. Proclamant son désir de vivre en paix avec les puissances étrangères, il garantit à leurs ressortissants la protection de l'Etat, leur accorda le droit d'établissement mais leur refusa le droit de propriété ; il rétablit aussi les droits de douane. Ces mesures remirent en question la charte Lambert avec ses avantages exorbitants et le traité franco-malgache de 1862. Devant cette situation, le commandant Dupré qui ramenait justement de Paris ce traité revêtu de la signature de Napoléon III, réagit en envoyant un ultimatum au gouvernement malgache pour le faire revenir sur sa décision. Mais celui-ci garda sa position. Le gouvernement français au lieu d'endosser l'ultimatum, préféra rompre les relations d'amitié avec la grande île. Quant à la charte Lambert, elle fut purement et simplement dénoncée, moyennant le paiement d'une indemnité d'un million deux cent mille francs. Et ce fut une occasion pour les gouvernants d'agiter le peuple contre les prétentions françaises et la France.

Ellis, secrétaire pour l'étranger de la L.M.S, qui se trouvait à Tananarive à cette époque, ne manqua pas de pousser le gouvernement malgache à jouer la carte anglaise. Les circonstances s'y prêtaient car Ranavalona II était protestante. Elle fut baptisée le 21 Février 1869. Le premier ministre, Rainilaiarivony, lui aussi protestant, écoutait volontiers les conseils des milieux anglais qui présentaient la France comme dépendante de l'Angleterre dans sa politique extérieure, dans l'Océan Indien.

Toutefois, après avoir réglé les difficultés soulevées par la charte Lambert, le gouvernement malgache essaya de normaliser ses rapports avec la France, en acceptant de signer avec elle le traité du 17 Juin 1868 qui avait été négocié par le plénipotentiaire français, M. Garnier. On reprochera plus tard à ce dernier d'avoir adopté une formule un peu trop vague, dans la rédaction de l'article IV, article qui traite du droit de propriété. Celui-ci fut à l'origine du rebondissement des rivalités

franco-malgaches à l'occasion du règlement de la succession Laborde. Arrivé à Tananarive en 1832 en simple artisan, exilé en 1847 avec tous les Européens à la suite d'un complot avorté contre Ranavalona Ière, Jean Laborde revint dans cette capitale du royaume merina, à l'avènement de Radama II, non seulement en tant qu'ami du jeune roi, mais également en qualité de consul de France. Décédé le 27 Décembre 1878, il laissa des immeubles que le gouvernement malgache refusa de céder à ses neveux, au nom d'un principe qui dit que la terre appartient à la reine. Le nouveau consul, M. Cassas, ayant brandi un document qui tendait à prouver que les propriétés en litige avaient fait l'objet d'une donation de la part du roi Radama II, le gouvernement malgache voulait mettre fin à la discussion en offrant de racheter cette succession Laborde. La France ayant estimé insuffisant le prix proposé rejeta cette solution. Ce fut alors le prétexte du rebondissement des hostilités, hostilités que nourrissait à cette époque la politique étrangère d'une France avide d'expansion coloniale. C'était ainsi que, d'ultimatums en guerres, de traités en protectorats, on s'acheminait progressivement vers l'annexion.

En Mars 1883, M. François de Mahy, député de la Réunion, assurant l'intérim du ministère de la Marine, envoya à Madagascar, une force navale commandée par l'Amiral Pierre. Celui-ci s'empara de Majunga, port de la côte Nord-Ouest de l'île, le 16 Mai 1883. Le 31 du même mois, il abordait à Tamatave, à la côte Est, et dès le lendemain, il envoyait au premier ministre un ultimatum, dont le dernier délai pour la réponse était le 9 Juin à minuit. Il demandait :

- une indemnité d'un million pour les héritiers de Laborde.
- le droit de propriété pour les Français,
- la cession de Madagascar, au nord du 16e parallèle.

Le Premier Ministre repoussa cet ultimatum, non sans avoir, dans un grand discours, soulevé l'indignation du peuple contre les Français. Le 11 Juin 1883, l'Amiral Pierre occupa Tamatave, après l'avoir bombardée.

Sur ces entrefaites, Ranavalona II mourut le 13 Juillet 1883. Le Premier Ministre se choisit une jeune reine de 22 ans qui monta au trône sous le nom de Ranavalona III.

Les négociations engagées à Tamatave aboutirent au traité du 17 Décembre 1885, qui donnait à la France une sorte de protectorat implicite qu'Hubert Deschamps qualifiait de "fantôme". En vertu de ce traité :

- la France représentera Madagascar dans toutes les relations extérieures,
- un Résident français présidera aux relations extérieures de Madagascar

- et résidera à Tananarive avec une escorte militaire,
- la France pourrait occuper Diégo-Suarez.
- le gouvernement malgache paiera à la France une indemnité de dix millions de francs,
- la reine continuera à présider à l'administration intérieure de toute l'île,
- les Français pourront obtenir des baux emphytéotiques.

Ce traité ne résolut pas définitivement les hostilités franco-malgaches. La clause relative aux relations extérieures de Madagascar, souleva une querelle sur l'exequatur des consuls étrangers que le Résident et le Premier Ministre se déclaraient également seuls aptes à délivrer. A ces difficultés s'ajoutait l'intention de la France d'obtenir un protectorat effectif. La Convention franco-anglaise du 5 Octobre 1890 lui donna toute latitude. En effet, par celle-ci, la France et l'Angleterre se donnaient le "feu vert" : protectorat anglais à Zanzibar, celui de la France à Madagascar.

La voie étant libre, l'ancien résident français, Le Myre de Vilers, revint à Tananarive le 14 Octobre 1894, avec un projet de protectorat réel. Le Premier Ministre, Rainilaiarivony le refusa et lui opposa un contre-projet, ce qui entraîna un nouvel ultimatum de la part de la France. A la même époque, M. HANOTAUX, ministre des Affaires Etrangères françaises, fit voter un crédit de soixante cinq millions de francs pour financer l'expédition à Madagascar, malgré l'opposition des socialistes et des radicaux. La guerre reprit : la France occupa Tamatave le 12 Décembre 1894, Majunga le 15 Janvier 1895. Madagascar fut contrainte de signer le traité de protectorat le 1er Octobre 1895. Laroche fut nommé Résident Général. Le 18 Janvier 1896, il fit signer à la reine Ranavalona III un nouveau traité où elle reconnaissait la prise de possession de son pays par la France. La capitulation de Tananarive le 30 Septembre 1895 éveilla le sentiment national et provoqua des insurrections xénophobes répétées et de plus en plus menaçantes. Pour mettre fin à ces troubles et aux prétentions anglaises sur la validité des traités signés avec le gouvernement malgache, la France déclara Madagascar et les îles qui en dépendent, colonie française, par la loi du 6 Août 1896. Le 26 Septembre de la même année, Laroche promulga l'abolition de l'esclavage à Madagascar. Le 28, il remit le pouvoir au Général Galliéni qui prit les commandements militaire et civil de la grande île. Ainsi naquit l'administration coloniale à Madagascar. Mais, avant de la voir en oeuvre



dans sa politique d'installation et sa conquête effective sur tous les pouvoirs du pays, il convient de revenir sur l'évolution des deux autres "organisations" déjà existantes, les missions protestante et catholique, pendant cette période houleuse que fut celle du gouvernement des Premiers Ministres.

## 2 - Le protestantisme en faveur.

Après s'être retirés complètement de Madagascar en 1836, à cause des persécutions qu'ils avaient subies sous Ranavalona Ière, les missionnaires protestants de la London Missionary Society, profitant de la tolérance proclamée par Radama II, se hâtèrent en 1861 de reprendre leurs travaux et de ressusciter leurs oeuvres. Les conditions semblaient favorables au développement de leurs activités. En effet, la conversion de la reine Ranavalona II et du Premier Ministre au protestantisme en faisait une religion d'Etat. Le 20 Juillet 1869 la souveraine posa la première pierre d'une église du Palais. Le chef de l'exécutif plaça à la tête de celle-ci trois pasteurs indigènes de son choix. En Septembre de cette même année, eut lieu le recrutement de cent vingt-six prêcheurs et maîtres d'écoles. Ils furent expédiés dans les provinces, munis chacun d'un diplôme délivré par le gouvernement. Ils tenaient de ce fait leur mission de la reine et ne dépendaient donc pas des missionnaires protestants anglais. Le Premier Ministre venait ainsi de créer une sorte de Société malgache, parallèle à la London Missionary Society et qui lui permettait à la fois d'aider et de surveiller cette dernière. Bien que gênante à cause de cette concurrence gouvernementale, la situation avait été exploitée activement par la mission protestante anglaise, souvent au détriment de sa rivale catholique et française. En effet, sous l'influence des missionnaires de la L.M.S, le gouvernement malgache tendit, à partir de 1876, à établir l'instruction obligatoire en promulguant des édits dont le souci majeur était d'amener les enfants à l'école. Mais, comme l'écrivaient Galdi et Rochefort, *"Ce concours officiel était assuré au protestant dont l'enseignement avait, en fait, prérogative et avantages d'un enseignement d'Etat alors que l'enseignement catholique était seulement toléré"* (1).

Cette position privilégiée de la L.M.S. fut accentuée par l'arrivée d'autres sectes protestantes qui venaient renforcer l'occupation du

\*\*\*\*\*

(1) GALDI (P) et ROCHEFORT (Mme). Notes sur l'histoire de l'Enseignement à Madagascar, Tananarive, Imprimerie Nationale, 1963, p. 6.

terrain. En 1864, la "Society for the Propagation of the Gospel" ou S.P.G, s'installa à Madagascar en créant des écoles surtout sur les côtes Est et Nord, chez les Antakarana. Cette Mission ritualiste de l'Eglise anglicane transporta son siège à Tananarive en 1874. La Mission des Quakers, la "Friends Foreign Mission Association", ou F.F.M.A. s'était établie à Tananarive en 1864 également et avait construit sa première école à Ambohitovo. En 1866, la Mission Norvégienne luthérienne avait commencé son oeuvre dans les régions de l'Ankaratra et du Betsileo, toujours sur le haut plateau du centre. La L.M.S. et la F.F.M.A, travaillaient en étroite collaboration : *"Elles se prêtaient un mutuel appui, s'étaient assignées réciproquement des territoires distincts, échangeaient leurs prédicateurs indigènes, avaient des institutions communes. Les églises malgaches qu'elles avaient fondées fraternisaient de la façon la plus cordiale dans les grandes réunions semestrielles de l'Isan-Enim-Bolana, à Tananarive"* (1). Ce n'était pas toujours le cas : selon Jean Bianquis, les Anglicans de la S.P.G. et les Luthériens de Norvège et plus tard d'Amérique, qui *"avaient d'autres méthodes de propagandes, d'autres organisations ecclésiastiques, ... ne se faisaient pas de scrupules de leur (LMS et FFMA) susciter une pacifique concurrence, sur la côte orientale, dans quelques districts du Betsileo et jusque dans certains villages de l'Imerina"* (2). Il convient ici de souligner l'expression, "pacifique concurrence", car il n'en était pas de même dans les rapports entre protestants et catholiques.

### 3 - La mission catholique en difficulté.

Si le règne de Radama II avait été, pour toutes les organisations, une époque de renaissance caractérisée par :

- une reprise des relations diplomatiques avec les grandes puissances occidentales, la France et l'Angleterre en particulier,
- une relance des oeuvres apostoliques et scolaires des missionnaires de la London Missionary Society,
- et, enfin, l'arrivée, pour une installation définitive, de la mission catholique française, représentée par les Jésuites,
- celui de Rasoherina annonçait déjà une certaine restriction, en rattrapant

\*\*\*\*\*

(1) BIANQUIS (J). L'oeuvre des Missions protestantes à Madagascar, Paris, Maison des Missions Evangéliques 1907, p. 25. Isan-Enim-Bolana : tous les six mois.

(2) Ibid.

la politique de bonté, pour ne pas dire de laisser-aller, de Radama II,

- celui de Ranavalona II enfin, avec la conversion de celle-ci au protestantisme, adopta une politique sélective qui défavorisait les catholiques. Dès le début, leurs tentatives pour conquérir le contrôle de l'éducation de la classe dirigeante se heurtèrent à la puissance protestante. En effet, la plupart des membres de cette classe étaient passés entre les mains des missionnaires de la L.M.S. D'où un commencement modeste des écoles catholiques : *"La fille de Rainimaharavo, Rasija, confiée par son père aux soeurs dès le 12 Novembre 1861, resta plusieurs jours leur unique élève. Bientôt, M. Laborde leur donna ses jeunes esclaves à instruire"*. Le situation n'était pas plus brillante chez

les "Pères" : *"En Février 1862, selon le P. Boy lui-même, l'école ne comptait guère que cinquante enfants et plus d'esclaves que de libres"*(1).

Toutefois, parmi les grands, on suivit l'exemple de Laborde et on confia aux "Soeurs" quelques enfants des grandes familles, dont Rasoamanarivo, une des grandes figures du catholicisme à Madagascar. A ceux-ci, il faut ajouter six autres, également de bonne famille, que le P. Boy entourait d'un soin spécial. Mais par rapport à la domination protestante dans ce domaine, c'est-à-dire dans la sphère des hautes classes de la capitale, ce résultat était insignifiant, aussi les catholiques se dirigeaient-ils *"vers les campagnes de l'Imerina, puis, à partir de 1871, vers le Betsileo où une lutte sérieuse d'influence se déroula avec les protestants"* (2). Comme on le sait déjà, ces derniers étaient soutenus par l'Etat, car l'enseignement officiel, s'il y en avait un à cette époque, s'identifiait avec les écoles de la London Missionary Society. Le rapport de cette société sur la mission d'Imerina pour 1877, s'en félicitait d'ailleurs. Ce soutien, que les protestants n'avaient pas manqué d'exploiter, avait donné lieu à des pratiques que la mission catholique ressentait comme de véritables persécutions. Les restrictions apportées au droit de propriété des étrangers depuis l'avènement de Rasoherina et la réglementation des inscriptions dans les écoles, en donnèrent des prétextes. Voici ce que Colin et Suau écrivaient à ce sujet en 1895 :

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1950, Tome I, p. 403.

(2) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 219.



"Avant de bâtir une école, il faut évidemment acquérir un terrain. Rien n'était plus aisé aux Méthodistes. Ils désignaient un emplacement à leur choix ; la corvée se chargeait du reste. Dès qu'un missionnaire français, au contraire, parlait d'acheter, les grands convoquaient les propriétaires, et leur défendaient de vendre. Si quelqu'un s'y décidait quand même, Rainimaharavo (1) trouvait toujours quelques expédients pour lui en dénier le droit, et il cassait l'acte. Ou bien, on laissait commencer les travaux, puis une escouade protestante venait les interrompre" (2). A ces tracasseries relatives à l'acquisition des terrains

à bâtir s'ajoutaient les disputes pour l'inscription des élèves, lesquels, selon le désir des protestants, devaient tous être à l'école officielle, c'est-à-dire, à l'époque, à l'école protestante. Le gouvernement agissait d'ailleurs dans ce sens : "... gouverneurs, fonctionnaires de tous ordres et de tous rangs, se mettent en campagne, pour obtenir par des menaces, par des promesses, par des distributions d'argent, des inscriptions à l'école officielle. Une fois ces inscriptions ainsi opérées à l'école anglaise, on applique, avec la plus grande rigueur, la loi 296 : tout individu qui quitte l'école anglaise pour aller chez les Jésuites, est immédiatement ramené par la violence chez les Méthodistes ; mais bien entendu, si au contraire, un enfant quitte les Jésuites pour les Méthodistes, on laisse dormir la loi 296 ; on ne punit pas les parents qui la violent, on les récompense même au besoin" (3). Il s'agit là, évidemment, d'une interprétation délibérément polémique de l'article 296 du Code de 1881 dit des 305 articles. En voici l'énoncé exact :

"Si un maître prend les élèves d'une autre école pour les instruire, ou s'il les prend chez lui avant que ne soit révolu le temps de leur scolarité, il paiera une amende de 5 piastres et les élèves passés chez lui seront rendus à l'école où on les aura pris. Et s'il ne paie pas l'amende, il sera mis en prison à raison d'un sikajy par jour jusqu'à concurrence du montant de l'amende" (4). Le sikajy étant la huitième partie d'une piastre, l'a-

mende en question correspondrait à quarante jours d'emprisonnement. Le côté subjectif de cette interprétation mis à part, les nombreux témoignages recueillis dans ce domaine semblent l'illustrer. Ils sont de sources diverses. En voici deux, donnés par Guillaume Grandidier dans son livre, Histoire politique et coloniale, Tome II (Histoire des Merina de 1861-1897) :

\*\*\*\*\*

(1) Rainimaharavo, secrétaire d'Etat, cousin germain du Premier Ministre, chef du "parti protestant".

(2) COLIN (E) et SUAU (P. SJ), Madagascar et la Mission catholique, Paris, Sanard et Derangeon, 1895, p. 68.

(3) Ibid, p. 71.

(4) SUAU (P). La France à Madagascar. Histoire Politique et Religieuse d'une colonisation, Paris, Perrin, 1909, p. 82.

1°) "A la demande de quelques uns des habitants d'Ambohibeloma, le R.P. Roblet vint s'installer dans une petite maison mise à sa disposition et y donna des leçons à une douzaine d'enfants. Le Révérend W.Cl. Pickersgill, missionnaire indépendant, qui régnait en maître dans cette localité, vit d'un mauvais oeil cette "intrusion" et, un beau jour, il vint devant la petite école en compagnie de l'instituteur malgache ; celui-ci qui était armé d'un gourdin entra dans la case et somma les élèves de venir tout de suite avec lui, "car vous êtes inscrits dans mon écoles" leur dit-il d'un ton menaçant. Comme les élèves ne bougeaient pas, il en prit un par le bras et allait le frapper quand le père, intervenant, arrêta le coup. Des rixes sanglantes s'engagèrent dehors. Pendant tout ce temps, le Révérend Pickersgill se tenait devant la maison, encourageant son maître d'école..."(1).

Et, si les menaces et la violence ne réussissent pas, on faisait intervenir les autorités gouvernementales.

2°) "A Fianarantsoa, le 8 Décembre 1871, avec l'autorisation du Premier Ministre, le R.P. Finaz put prendre possession d'un bel emplacement et, à la fin de 1872, des Soeurs de Saint-Joseph de Cluny et des frères coadjuteurs y arrivèrent. Un des officiers du gouvernement parla alors dans les trois temples de la ville, dénigrant les catholiques et menaçant de châtiments les pères et les mères qui mettraient leurs enfants chez les Français mais ces moyens d'intimidation n'empêchant pas l'afflux des élèves dans les écoles catholiques, les Indépendants eurent recours aux sévices, aux coups, avec l'approbation des missionnaires anglais qui ne craignirent pas d'écrire à des officiers qu'ils jugeaient trop nonchalants : "Il est de votre devoir de retenir les élèves dans les écoles de la Reine et vous êtes coupables si vous les laissez passer chez les catholiques... Si vous ne faites pas tous vos efforts pour que les enfants aillent dans les écoles du gouvernement, je vous accuserai auprès du Premier Ministre" (lettre du 3 Décembre 1878) (2). La lettre du 18 Février

1888, du R.P. Vigroux (SJ) à Monseigneur Cazet sur le même sujet donne un détail qui expliquerait cette rage pour l'inscription des élèves dans les écoles. C'est que ces dernières et les églises ou les temples étaient intimement liés. "Pendant que les pères de famille comparaissaient un à un devant les officiers pour faire inscrire leurs enfants et choisir pour eux une école, c'est-à-dire une religion, les maîtres d'écoles, les Evangélistes et autres se livrent à la plus grande activité : les Anglais menacent, calomnient et quelquefois recourent à l'argent ; les Luthériens emploient leurs deux

\*\*\*\*\*

(1) GRANDIDIER (G). Madagascar, Histoire politique et coloniale, Tome II (Histoire des Merina, 1861-1897). Tananarive, Imprimerie Nationale, 1956, p. 339.

(2) Ibid.

*puissantes auxiliaires : l'argent et les mensonges. Les nôtres promettent de bien enseigner les enfants, de ne pas les maltraiter, de ne pas faire acheter les fournitures classiques" (1). On voit bien*

qu'à travers ces témoignages empreints, sans aucun doute, de subjectivité, la conversion de la Reine et du Premier Ministre au protestantisme a été très mal vécue par les catholiques qui se sentaient la grande victime.

Le père Caussègue écrivait de Fianarantsoa le 8 Juin 1888 : *"Malheureusement les protestants sont bien en cour, et leur force officielle nous crée de perpétuelles difficultés" (2). Et le père Adrien Boudou*

*de conclure : "Cette lutte, ne l'oublions pas, est la lutte de l'opprimé et, tranchons le mot, du persécuté contre une coalition d'adversaires tout-puissants et pratiquement sûrs de l'impunité ..." (3).*

Ce soutien du gouvernement malgache fut très bénéfique au développement des oeuvres protestantes. Mais de leur côté, compte tenu de ces circonstances et de leur arrivée tardive sur la grande île, les catholiques ne se laissèrent pas faire.

### 3.1. La suprématie protestante.

A la réouverture de Madagascar aux influences étrangères sous le règne de Radama II, les protestants de la L.M.S, après leur exil de 1835, retrouvèrent en Imerina en 1862, un noyau de fidèles qui, repris énergiquement en main, se développa rapidement. La conversion de la Reine et du Premier Ministre au protestantisme en 1868, entraîna, en un an, 16.000, dont celles de tous les fonctionnaires supérieurs. Si bien qu'en 1895, à la veille de la colonisation officielle française, et compte tenu du renfort des autres sectes protestantes comme la S.P.G. (Société for the Propagation of the Gospel), la FFMA (Friends Foreign Mission Association), les Luthériens de Norvège et d'Amérique, on comptait en Imerina, 74 pasteurs européens, 1313 catéchistes malgaches et 455.000 protestants (4). *"... les classes nobles et hova sont, en forte majorité, protestantes" (4). Sur le plan scolaire, la réussite protestante n'était pas moins brillante. En 1835, au moment de leur suppression sous*

\*\*\*\*\*

(1) R.P. Vigroux. Lettres des Scolastiques d'Uclès XIV, UCLES, Imprimerie à l'usage du scolasticat, 1888, Facicule 2, p. 104.

(2) P. Caussègue. Ibid, p. 91.

(3) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1940, p. 149.

(4) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 219.

le règne de Ranavalona Ière, les écoles de la L.M.S. comptaient 4000 élèves. Ce nombre, réduit presque à néant pendant l'exil des étrangers, reprit progressivement en 1862, et rebondit, avec la conversion de la reine à 2000 élèves en 1868, 20.000 en 1871, 40.000 en 1879, et avec l'institution de l'obligation scolaire et la publication des lois qui avaient fait le malheur des catholiques, l'effectif des écoles protestantes passa à 95.000 en 1886 et 137.000 en 1894. A cela il faut ajouter entre autres, la création en 1862 d'une Ecole Normale, pour la formation des instituteurs et des pasteurs, en 1869 d'un collège pour les études secondaires, en 1886 d'une académie médicale pour la formation de médecins, de dentistes et d'infirmiers. Ces quelques chiffres soulignent l'importance de l'implantation protestante sur les hauts plateaux, et la puissance de l'adversaire des catholiques.

### 3.2. La Mission catholique se défend.

Les quelques chiffres que l'on vient de voir montrent l'importance de l'implantation de la mission protestante anglaise en Imerina. Handicapée par son arrivée tardive, confrontée à un gouvernement malgache tourné vers le protestantisme, la mission catholique française trouva en sa rivale d'outre-Manche, un adversaire redoutable. Malgré toutes les difficultés qu'ils avaient rencontrées dans l'achat des terrains et le recrutement des élèves, les Jésuites, tenaces et combatifs, avaient fait appel pour seconder leurs efforts aux Soeurs de Saint-Joseph de Cluny et aux Frères des Ecoles chrétiennes.

#### 3.2.1. Les Soeurs de Saint-Joseph de Cluny : le 1er renfort.

Les deux premières, Hortense Peticoup et Gonzague Maux, arrivèrent à Tananarive, en même temps que le père Boy, le 11 Novembre 1861. Elles débutèrent difficilement à cause du manque de local, mais de bonne heure leurs écoles furent pleines. Le consul de France, Jean Laborde, voyait en elles les agents d'une politique d'influence française à long terme:

*"En élevant les jeunes filles dans la pratique du bien et de la vertu, elles prépareront les voies de la civilisation que les Malgaches aveugles semblent vouloir repousser. Ces jeunes filles devenues plus tard leurs épouses adouciront insensiblement la rudesse de leurs moeurs, leur feront aimer ce qu'ils ont détesté, et établiront ainsi, mieux que n'auront pu le faire*

*tous nos discours, la pacifique influence de la France et de la religion chrétienne...." (1). Ainsi écrivait-il en Mars 1865 à la Supérieure générale, la Mère Rosalie Javouhey, dans l'espoir d'obtenir des renforts. Effectivement, en 1873, le nombre des religieuses de Tananarive s'élevait à onze. Elles avaient dans cette ville quatre maisons, une par paroisse. Pour le travail, elles se répartissaient comme suit: cinq à Andohalo, trois à Mahamasina, deux à Ambohimitsimbina et une à Ambavahadimitafo. En dehors de ces écoles de la capitale, elles en dirigeaient dans la banlieue six autres où enseignaient des maîtresses autochtones qu'elles avaient formées. En Juillet 1878, elles s'occupaient de la direction de 48 écoles avec un total de 1877 élèves, dont 560 pour la ville, et parmi ces dernières, puisque c'était toutes des filles, 257 pensionnaires (2). Ce bon résultat fut renforcé par l'arrivée des Frères des Ecoles chrétiennes qui s'étaient occupés de l'éducation des garçons.*

### 3.2.2. Les Frères des Ecoles chrétiennes : le 2e renfort.

Ils étaient trois à inaugurer l'oeuvre de leur institut à Tananarive. Le Frère Gonzalvien, directeur, était professeur et sous-directeur à l'école de Saint-Denis de la Réunion. Ses deux compagnons, les Frères Yon et Ladolien, natifs de la Réunion, étaient passés à l'école malgache de la Ressource avant leur départ pour Madagascar. Ils arrivèrent à Tananarive le 24 Novembre 1866. Après quelques jours de repos, ils prirent la direction de l'école d'Andohalo avec, en 1886, un effectif de 55 élèves, en 1881 de 240 et en 1883 de 210. *"C'est beaucoup si l'on songe à la guerre acharnée qui est faite à cette époque à l'enseignement catholique"*, écrivait le père Boudou dans l'ouvrage cité plus haut (p. 134). De surcroît à ce soutien dans les activités scolaires, l'arrivée des Frères des Ecoles chrétiennes permit aux pères Jésuites de se consacrer beaucoup plus aux oeuvres apostoliques et d'élargir leur champ d'action en dehors de la capitale, jusque dans la province du Betsileo où comme on l'a déjà dit, les rivalités scolaires étaient des plus violentes. Cette stratégie rentrait dans les vues du Consul Jean Laborde lorsqu'il écrivait au P. Général de la Compagnie de Jésus en ces termes : *"Si indépen-*

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1940, Tomme II, p. 133.

(2) Ibid, p. 134.



*damment d'un certain nombre de Pères, disait-il, trois ou quatre Frères de la Doctrine chrétienne étaient ajoints à la Mission, ceux-ci pourraient remplacer les P.P. Professeurs qui, déjà assez instruits dans la langue, rendraient de bien plus grands services en se consacrant à la prédication, et en se disséminant pour cela sur plusieurs points de Tananarive et même des environs, afin de faire participer les villages au bienfait de la civilisation chrétienne" (1). Et c'est ce qu'ils firent. Modestes par rapport aux*

résultats obtenus par les protestants, ceux de la mission catholique des Pères Jésuites ne cessaient cependant de progresser. En 1895, elle comptait 136.000 fidèles pour la plupart en Imerina et au Betsileo. Elle n'avait que 27.000 élèves en 1894. Comme la mission protestante anglaise, elle avait fondé en 1888 à Ambohipo le Collège Saint-Michel

*"destiné à former des maîtres d'école capables, et à préparer des jeunes gens pour la carrière militaire, pour les études de médecine, pour l'industrie, le commerce..." (2). Et l'on peut conclure avec Chapus et Dandouau que l' "émulation qui se créa entre les diverses sociétés eut pour effet d'imprimer un élan vigoureux à l'instruction pendant les dernières décades du gouvernement malgache"(3).*

Mais d'ores et déjà avant l'intervention de l'administration coloniale, on constate que les missions religieuses qui l'avaient devancée de plus d'un demi-siècle, voulaient toutes s'installer sur les hauts plateaux du centre de Madagascar. La London Missionary Society qui avait sous sa mouvance d'autres sectes protestantes étaient avant 1896, de loin la plus puissante, par le nombre de ses écoles et son emprise sur la classe dirigeante. *"Sur 47 hauts fonctionnaires et 95 gouverneurs, 4 seulement étaient catholiques" (4).* En 1894, elle comptait 137.000 élèves dans ses écoles tandis que la mission catholique n'en avait que 27.000. Protestants et Jésuites avaient porté leurs efforts, essentiellement sur l'Imérina qui fournissait les deux tiers de l'effectif scolaire évalué au total à 164.000 dans les classes primaires. C'est cette situation de déséquilibre, due aux différences religieuses et culturelles entre les hauts plateaux du centre et les régions périphériques, que l'administration coloniale trouva en prenant la direction du pays.

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1940, Tome II, p. 13.

(2) Ibid, p. 343.

(3) CHAPUS et DANDOUAU. Manuel d'histoire de Madagascar. Paris, Larose, 1961 p. 117.

(4) DESCHAMPS (H).

## C H A P I T R E   V I I I

### L'ADMINISTRATION COLONIALE S'INSTALLE

Le Général Galliéni, à qui le résident Laroche avait remis le pouvoir le 28 Septembre 1896, fut le maître d'oeuvre de cette installation. Après ses séjours au Soudan et en Indochine, il avait déjà seize années de carrière coloniale. Il fut le pacificateur et l'organisateur de la grande île. Il n'avait pas, cependant, abordé sa nouvelle tâche en toute quiétude car il avait plutôt hérité d'une situation difficile, due à des marasmes économiques et à des insurrections nationalistes malgaches de plus en plus audacieuses. En effet, les paysans ne travaillaient plus à cause certainement du manque de sécurité, et les insurgés commençaient à attaquer les banlieues immédiates de la capitale. Mais le Général Galliéni se rendra progressivement maître de la situation en prenant le contrôle des pouvoirs politique, économique et culturel.

#### 1 - La conquête du pouvoir politique .

Celle-ci passait par la pacification et la réorganisation administrative du pays.

##### 1.1. La pacification

La capitulation de Tananarive, le 30 Septembre 1895, éveilla chez les Malgaches le sentiment national qui provoqua de nombreuses insurrections dans l'île. "*La délivrance de la reine réputée prisonnière, devint un leitmotiv du soulèvement*" (1). Comme le bruit courait que les étrangers en voulaient aux coutumes ancestrales, le désordre se transforma dans certaines régions en un mouvement contre le christianisme. Dans la région de l'Imamo par exemple, les insurgés massacrèrent la famille du missionnaire Johnson et incendièrent les bâtiments de la mission. Cette situation obligea le Général Galliéni à s'attaquer immédiate-

\*\*\*\*\*

(1) Ralaimihoatra (E). Histoire de Madagascar, Tananarive, Société malgache d'Edition, 1976, p. 204.

ment à l'oeuvre de pacification. Il appliqua alors sa "méthode de la tache d'huile" qu'il avait conçue pendant ses séjours soudanais et indochinois. Ces quelques lignes d'Edouard Ralaimihoatra dans son Histoire de Madagascar, en donne le principe : Elle "*consistait à organiser des points d'appui pour les communications, le ravitaillement et la défense, à faire des bonds en avant, en organisant aussitôt le pays occupé sur le plan humain et économique, à coordonner les postes voisins, à ne pas se couper de l'arrière*" (p. 212). Distinguant la guerre coloniale d'une guerre européenne, le Général se souciait de gagner en même temps que la victoire, la sympathie des populations en agissant progressivement et en reconstruisant ce qui avait été détruit. Ainsi l'oeuvre de pacification faisait tache d'huile à partir de Tananarive vers les régions périphériques. Mais pour venir à bout de ces insurrections, il lui fallait également s'attaquer aux organisateurs ou du moins aux complices et surtout à la reine dont le nom était exploité par certains chefs locaux pour préparer de nouveaux troubles. Ainsi, Rainandriamampandry, ministre de l'intérieur et Ratsimamanga, oncle maternel de la Reine, arrêtés le 11 Octobre 1896 comme complices des rebelles, passèrent en Conseil de guerre et furent condamnés à mort et fusillés le 15 Octobre de la même année. Quant à la reine Ranavalona III, qui servait de porte-drapeau aux insurgés, elle fut déposée dans la nuit du 27 Février 1897 et exilée à la Réunion puis transférée à Alger, deux ans plus tard. Le 28 Février, un arrêté abolissait la royauté et la fonction de Premier Ministre. Ces mesures que le gouvernement de Paris n'avait pas prévues, firent l'objet d'une interpellation. Mais elles furent finalement adoptées par les deux chambres, à l'unanimité et Galliéni nommé Gouverneur général. La fête annuelle du bain, qui marque le début de l'année nouvelle et qui renouvelle la puissance spirituelle du roi, fut remplacée par celle du 14 Juillet. Enfin, le 17 Avril, la féodalité fut abolie.

L'oeuvre de pacification débouchait ainsi vers la prise du pouvoir politique que venait renforcer une réorganisation administrative.

### 1.2. La réorganisation administrative.

Les instructions données le 6 Août 1896 par M. Lebon, Ministre des Colonies, en traçaient le cadre. "*Madagascar est devenue colonie française, et le système qui consistait à gouverner l'île en exerçant simplement une action protectrice sur la peuplade dominante doit être écartée. L'octroi de la puissance souveraine doit maintenant se faire sentir directement par l'intermédiaire des*

*chefs de chaque peuplade distincte" (1). Par ces instructions la France prenait le contre-pied de la stratégie anglaise à Madagascar, et visait par conséquent à supprimer l'hégémonie merina. Le Général Galliéni appliquait alors "la politique des races" dont le but était "de rendre le commandement français plus acceptable et plus efficace en le faisant reposer directement sur les chefs traditionnels de chaque peuple" (2). Malgré la situation de domination où se trouvait le pays, cette politique fut perçue comme positivement libérale et bénéfique dans les provinces périphériques où, avec l'aide technique et militaire de l'Angleterre, les Merina avaient imposé leurs lois. Le sentiment de sécurité né de la pacification présentait l'administration coloniale comme une puissance libératrice, pour un certain groupe de population malgache.*

## 2 - Le contrôle du pouvoir économique.

Dans ce domaine le Général Galliéni voulait faire de Madagascar le débouché privilégié des industries françaises et un réservoir de ressources naturelles. Pour combattre les concurrents étrangers, Anglais et Américains surtout, il en fit une colonie assimilée, c'est-à-dire que les marchandises françaises y entrèrent en franchise. Par l'accroissement de l'activité générale et des circuits commerciaux il favorisa l'installation des grandes compagnies d'import-export comme la Lyonnaise en 1897 et la Marseillaise en 1898. Ce nouvel ordre économique et l'abolition de l'esclavage désorganisèrent l'oligarchie merina qui, auparavant, détenait le monopole des activités productives et commerciales. Le Parlement français ayant adopté le principe que les colonies devaient subvenir à leurs dépenses, le gouverneur général fut amené à développer l'économie générale du pays pour offrir plus de débouchés et de produits, à créer l'infrastructure dans tous les secteurs et à se préoccuper de l'accroissement et de la formation de la main d'oeuvre. Ce dernier point fut un des principaux objectifs de la politique éducative du Général Galliéni.

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 237.

(2) Ibid, p. 246.

### 3 - La conquête du pouvoir culturel.

L'administration coloniale avait été devancée dans son installation à Madagascar par les différentes missions protestantes et la mission catholique. Ces deux groupes d'organisation religieuse avaient déjà, avant la colonisation officielle française, et ce grâce à leurs oeuvres apostoliques et scolaires, formé de nombreux adeptes et créé dans certaines catégories de la population malgache, une certaine façon de penser, de vivre et surtout de voir les étrangers. Il fallut donc à cette administration partir de cette situation pour prendre en main la direction de la nouvelle colonie.

#### 3.1. L'administration coloniale et les missions religieuses: un choix quelque peu "catholique".

Les problèmes complexes issus de la coexistence à Madagascar de ces diverses "organisations" religieuses rivales, préoccupèrent beaucoup le gouvernement français de la métropole si l'on en juge par les instructions données au gouverneur général. S'adressant à ce dernier, le Ministre des Colonies évoquant une séance de la Chambre des députés, écrivait:

*"Aux questions qui m'étaient posées sur l'attitude du gouvernement à l'égard de certaines confessions religieuses à Madagascar, j'ai alors répondu "que nous devons tenir la balance égale entre toutes les croyances et entre tous les cultes, mais que si, derrière les confessions religieuses quelconques, se cachaient des menées politiques quelconques, ceux qui se livraient à ces menées seraient expulsés du territoire, conformément au droit commun pratiqué même dans les pays civilisés". Telle est la pensée du gouvernement, et vous n'aurez, Général, qu'à y conformer vos actes, le cas échéant" (1). Mais cette politique de neutralité*

absolue s'avérait d'une application difficile, étant donné que les missions protestantes étaient toutes étrangères, même par rapport à la France et que la mission catholique était française mais également jésuite.

Ainsi malgré le courant anticlérical qui soufflait en France à cette époque, le gouvernement français était contraint de faire un choix quelque peu "catholique". Le Ministre des Colonies, André Lebon, s'expliquait ainsi :

\*\*\*\*\*

(1) LEBON (A). La pacification de Madagascar (1896-1898), Paris, Plon, 1928, p. 149.

"La question religieuse à Madagascar était en réalité une question politique, et une question politique des plus complexes, parce qu'elle était à proprement parler internationale. Le fait brutal, éclatant, inquiétant, était celui-ci : parmi les protestants, il n'y avait ni un Français, ni un ami de la France. Anglais était l'argent, anglais le personnel, anglais l'enseignement. Au contraire par la force des choses, bien avant qu'il eût été question pour nous d'occuper l'île, tous les éléments d'action française s'étaient groupés autour des catholiques, et l'on peut dire qu'aux yeux des indigènes, chacune des deux religions s'identifiait avec l'une des deux nations" (1). Et comme l'écrivait

Adrien Boudou : "Entre ces deux termes, les protestants tournés vers l'Angleterre et les catholiques tournés vers la France, le gouvernement s'orienta vers une action qui serait française sans être catholique" (2). Cette option qui était prise dans un esprit de la neutralité

religieuse la plus grande, n'a pas été vécue dans les deux camps, protestant et catholique, de la même façon. Cette situation obligeait les représentants officiels de la France dans sa nouvelle colonie, à prendre dans leurs actions d'infinies précautions pour ménager les uns et les autres :

"(...) : leur mandat ne pouvait pas consister à satisfaire le zèle, toujours un peu encombrant et, dans la circonstance, quelque peu rancunier, des jésuites ; ils ne devaient pas non plus tolérer que les signes extérieurs et les réalités de la force sociale demeurassent aux Anglais, et que, sous couleur de religion, une influence politique, jadis prépondérante, pût s'exercer contre nous, rallier les mécontentements indigènes, et continuer à faire prévaloir son enseignement et ses doctrines" (3).

Ces précautions ne réussirent pas cependant à convaincre toutes les opinions, en faveur de la neutralité gouvernementale.

### 3.1.1. L'ascension des jésuites.

L'on se souvient des difficultés qu'avait éprouvées la mission catholique française après la mort de Radama II, et, plus particulièrement, à la suite de la conversion au protestantisme de la reine Ranaivalona II et de son Premier Ministre Rainilaiarivony. En effet, ayant profité de cette circonstance, "(..) les Indépendants (les missionnaires de la L.M.S) couvrirent le pays d'écoles plus ou moins florissantes, et s'efforcèrent par toutes sortes de moyens, en particulier la loi scolaire de 1881, d'étouffer les écoles catholiques et de s'emparer de toute la jeunesse malgache. Ils y ont réussi en grande partie,

\*\*\*\*\*

(1) LEBON (A). La pacification de Madagascar 1896-1898, Paris, Plon, 1928, 3e édition, p. 89.

(2) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1940, Tome II, p. 468.

(3) LEBON (A). Ibid.

surtout pour les classes élevées" (1). Tous les Français, y compris les missionnaires ayant été expulsés pendant la première guerre franco-malgache de 1883 à 1886, la situation des établissements scolaires catholiques était très critique. Ils devaient leur survie au dévouement des adeptes malgaches, en particulier le F. Raphaël et les instituteurs, soutenus par Victoire Rasoamanarivo, proche parent du Premier Ministre et les jeunes gens, membres de l'association catholique, l' "Union". Mais au fur et à mesure que la puissance française s'imposait dans le pays, et plus particulièrement à partir du mois d'Octobre 1895, date de la signature du traité de protectorat réel, l'influence de la mission catholique grandissait. Le grand obstacle au développement de son oeuvre scolaire tomba. En effet, le 17 Avril 1896, le résident Général Laroche abolit la fameuse loi n° 296 de 1881.

La suppression de cette loi provoqua dans la population scolaire, comme l'écrivit le P. Suau, *"un mouvement qui devint bientôt une débandade. Il n'était pas nécessaire, pour l'expliquer, de recourir à des menées ténébreuses, ni à des menaces inutiles. Le barrage enlevé, l'eau s'enfuyait"* (2). L'enseignement et la religion catholiques furent à la mode et Alfred Grandidier l'explique ainsi :

*"Au lendemain de nos victoires, les Merina se sont portés en masse vers les églises et les écoles françaises, c'est-à-dire catholiques ; chez un peuple aussi soumis de tout temps à l'autorité établie, et toujours prêt à céder sans hésitation et sans résistance à la loi du plus fort, notre conquête incitait tout naturellement la masse, qui était en réalité indifférente et qui croyait y trouver son intérêt, à abandonner les Protestants, qui étaient depuis trois-quarts de siècle identifiés avec les Anglais, et à venir se joindre aux vainqueurs, comme l'a dit M. Gautier, le premier chef de service de l'enseignement à Madagascar, "avant la guerre, les Protestants avaient plus des deux tiers des chrétiens et des écoliers Malgaches et les Catholiques n'en avaient pas le tiers ; après, les Protestants n'en ont plus que le tiers". En effet, les habitants de nombreux villages qui, par ordre de la reine, avaient bâti des églises et des écoles protestantes, ont cru de leur intérêt, au lendemain de notre conquête, de se rallier aux Français, (...), et, nous voyant vainqueurs, ils nous ont spontanément transféré leurs églises et leurs écoles"* (3). Ce renversement de la situation faisait cette fois-ci des

jésuites les persécuteurs et des protestants les victimes.

\*\*\*\*\*

(1) PIOLET (J.B.). Madagascar et les Hova, Paris, Delagrave, 1895, p.84.

(2) SUAU (P). La France à Madagascar. Histoire politique et religieuse d'une colonisation, Paris, Perrin, 1909, p. 264.

(3) GRANDIDIER (A). Ethnographie de Madagascar, Paris, Imprimerie Nationale, 1908, Tome I, p. 596.

### 3.1.2. Les protestants en détresse.

La politique de neutralité voulue par l'administration coloniale impliquait la liberté religieuse et semblait de ce fait favoriser la mission catholique. Le P. Suau en donne des exemples : *"Sur la demande des habitants, (...) qui voulaient passer au catholicisme, l'autorité militaire, en 1896 et 1897, permet, en Imerina, que cinq ou six temples fussent, par ceux qui les avaient bâtis, convertis en églises catholiques. (...). Dans la province d'Ambositra, une quinzaine de villages se déclarèrent eux aussi, catholiques. Les autorités compétentes leur permirent de convertir leurs temples en églises"* (1). Et M. Chapus comme M. Lebon, M. Piolet et M.

Martineau, expliquait ainsi le succès catholique :

*"Cette mission bénéficia d'une idée courante chez les indigènes, quoique très fausse. On peut la résumer brièvement dans les termes suivants : qui dit "protestant" dit "anglais", qui dit "catholique" dit "français". Madagascar étant devenue "terre française", il était facile d'en déduire pour des gens crédules ou timorés qu'ils devaient passer immédiatement au catholicisme. Et les missionnaires intéressés, appuyés par quelques fonctionnaires, ne se firent point scrupule de le signifier aux indigènes"*(2).

Mais toujours est-il que ce mouvement de conversion massive vers le catholicisme inquiétait beaucoup les protestants. Et comme l'écrivit Adrien Boudou, *"Affolés du courant irrésistible qui vidait leurs bercails, les missionnaires anglais et norvégiens appelèrent à leur secours leurs coreligionnaire français"* (3). La Société des Missions Evangéliques de Paris décida alors d'envoyer deux délégués à Madagascar, pour étudier la situation sur place. Elle choisit le pasteur Henri Lauga, de Reims, et le professeur Frédéric Hermann Krüger, de la Maison des Missions, à Paris. Ils arrivèrent le 14 Février 1896 à Tananarive où le premier resta jusqu'en Novembre et le second jusqu'à la fin du mois de Juin seulement. L'issue de leur voyage fut un rapport, le "Rapport Lauga-Krüger", intitulé aussi -La liberté religieuse à Madagascar-. Ils y donnèrent leur version sur l'explication de la ruée de leurs fidèles vers le catholicisme. Evitant de s'en prendre au Général Galliéni qui était le premier responsable de l'administration coloniale, ils accusèrent les jésuites comme les auteurs responsables de tout le mal :

\*\*\*\*\*

(1) SJAU (P). La France à Madagascar. Histoire politique et religieuse d'une colonisation, Paris, Perrin, 1909, p. 272, 276.

(2) CHAPUS (S). L'organisation de l'Enseignement à Madagascar sous l'administration du Général Galliéni, Montpellier, Sahy, 1930, p. 56.

(3) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1940, Tomme II, p. 470.



*"Mais, en dépit de lui, disaient-ils, et souvent à son insu, les Jésuites s'abritant derrière l'autorité militaire, et exploitant le régime de répression sommaire nécessité par les circonstances, ont donné libre carrière à leur esprit de domination. Ils ont entretenu de tous côtés contre tout ce qui porte le nom de protestants, une guerre acharnée qu'ils dissimulent sous le voile menteur du patriotisme" (1).* Ce rapport aggrava la réputation des

jésuites en France. Il servit également de document de base dans une action engagée auprès du gouvernement français. Une délégation de la Société des Missions Evangéliques, accompagnée du député protestant Jules Siegfried, fut reçue par le Ministre des Colonies, André Lebon, le 22 Février 1897. On devine, à travers une lettre du 12 Mars de cette même année adressée par le Général Galliéni à ce ministre, que la délégation protestante n'avait pas ménagé sa rivale catholique pendant l'audience:

*"Inutile de vous dire, écrivait-il, que l'expulsion des jésuites de Madagascar, actuellement, serait un coup funeste à l'influence française dans la grande île" (2).* Et donnant tort aux deux parties,

protestants et catholiques, qui voulaient, pensait-il, le faire sortir de sa neutralité, le général fit une proposition au ministre, et sa lettre du 13 Janvier 1897 suggère : l' *"établissement d'un clergé officiel", la "création d'un enseignement officiel", l' "indépendance des Frères et des Soeurs à l'égard des jésuites", l' "envoi de plusieurs pasteurs français", etc..." (3).* Le dernier point de ce programme

qui correspondait à la demande des protestants anglais et aux sollicitations du Ministre des Colonies auprès de la Société des Missions Evangéliques de Paris, ne fut cependant que partiellement réalisé. André Lebon l'expliquait ainsi : *"(...) : le protestantisme français n'était assez riche ni en argent ni même en personnel pour assumer subitement une aussi lourde succession, et quand sur les sollicitations répétées du ministre, il se décida à entrer dans cette voie, son insuffisance à cet égard éclata tout aussitôt, ses ressources se révélèrent médiocres, quelques-uns de ses choix furent fâcheux" (4).*

Jean Bianquis confirmait cette explication quand il écrivit en 1907:

*"Nous ne le pouvions pas. Les protestants français sont au nombre de 650.000 à 700.000. Ils donnent, depuis onze ans, par des souscriptions volontaires, une moyenne annuelle supérieure à 300.000 francs pour leur Mission de Madagascar. Ils ne peuvent faire davantage" (5).* La Société des Missions Evangéliques de Paris

\*\*\*\*\*

(1) Lauga-Krüger. La liberté religieuse à Madagascar, Paris, Maison des Missions évangéliques, 1897, p. 12.

(2) LEBON (A). La pacification de Madagascar 1896-1898, Paris, Librairie Plon, 1928, p. 284-285.

(3) Ibid, p. 266.

(4) Ibid, p. 91.

(5) BIANQUIS (J). L'oeuvre des Missions protestantes à Madagascar, Paris, Maison des Missions évangéliques, 1907, p. 30.

vint donc au secours des oeuvres protestantes de Madagascar. Elle fit particulièrement porter ses efforts sur celles de la London Missionary Society, parce que écrivait toujours Jean Bianquis, *"Entre la Société des Missions de Londres et celle de Paris existent des liens très anciens et particulièrement intimes. Au reste, l'oeuvre des Indépendants, la plus considérable de toutes, surtout la plus en vue, était aussi la plus menacée"* (1). Le pasteur Benjamin Escande, un des premiers renforts arriva à Madagascar le 26 Septembre 1896. D'autres le rejoignirent par la suite : MM. Durand et Galand en Février 1897, M. Delord, M. Minault, M. Ducomman, M. Mayer et M. Mondain en Avril de la même année ; M. Bénézech, M. E. Escande, M. Lauriot, M. Pechin et M. Brognard en Juin ; M. Vernier, M. St Vidal et Melle Vidal en Septembre, M. Rusillon, M. Robert et Melle Rousseau en Novembre toujours de l'an 1897. Mais ces efforts des protestants français pour venir en aide à leurs coreligionnaires anglais n'empêcha pas l'administration coloniale de mettre la main sur certaines de leurs réalisations, pour prouver, pensait Galliéni, que la France était le maître à Madagascar. C'était ainsi que le Général procéda à la réquisition et à l'expropriation de l'hôpital anglais de Soavinandriana, avec l'école médicale qui y était annexée, en Décembre 1896. Le collège de la L.M.S, établissement d'enseignement secondaire et de théologie subit le même sort en Février 1897. Peu de temps après, l'école normale de la L.M.S. de Faravohitra ainsi que l'école des filles de la FFMA du même quartier furent également réquisitionnées. Il faut toutefois signaler qu'une indemnité avait été proposée aux "organisations" concernées. *"Ces mesures, écrivait André Lebon, donnaient satisfaction aux besoins les plus impérieux du moment, en même temps qu'elles dépouillaient les Anglais de leurs instruments d'action les plus puissants"* (2). La lutte contre l'influence anglaise se trouvait ainsi bien engagée. Elle ne répondait cependant qu'au premier point de la politique de Galliéni envers les missions religieuses. Il voulait en effet la *"Disparition des pasteurs anglais d'une part, suppression ou amoindrissement des jésuites d'autre part"*(3). La mission catholique étant, de par la nationalité de son personnel et le caractère français de l'enseignement dispensé dans ses écoles, l'élément qui représentait la France parmi les organisations religieuses

\*\*\*\*\*

(1) BIANQUIS (J). L'oeuvre des Missions protestantes à Madagascar, Paris, Maison des Missions Evangéliques, 1907, p. 32.

(2) LEBON (A). La pacification de Madagascar 1896-1898, Paris, Librairie Plon, 1928, p. 94.

(3) Ibid, p. 271 (Galliéni au Ministre des Colonies, lettre du 25.01.1897)

présentes à Madagascar, le général ne pouvait donc l'atteindre qu'en lui enlevant le monopole de cet enseignement. Il pensa y parvenir en organisant l'enseignement officiel et laïc.

### 3.2. L'enseignement officiel et laïc s'organise.

Adrien Boudou parlait du Général Galliéni, l'organisateur de cet enseignement, en ces termes : *"Catholique de naissance, il était indifférent en religion et mettait un certain cynisme à le dire, à en juger par ce qu'il écrivait au ministre. Les questions religieuses ne le touchaient que dans la mesure où elles intéressaient sa politique. Il n'était pas venu à Madagascar, disait-il, pour faire des catholiques ou des protestants, mais pour faire des Français"* (1). Il ne pouvait pas mieux annoncer son option pour une politique d'assimilation. A cette prédisposition à la neutralité religieuse s'ajoutaient les recommandations du Ministre des Colonies dans ce domaine et à travers lesquelles il ressortait que la laïcité était voulue bien que renvoyée à un avenir plus ou moins prochain. Tenant résolument compte, quoiqu'avec modération de l'anticléricalisme qui régnait en France à l'époque, le Général Galliéni organisa l'enseignement officiel laïc, tout en conservant l'enseignement des missions religieuses. Pour des raisons budgétaires, il s'y était pris progressivement. Les instructions données par M. Guieysse alors ministre des colonies ne disaient-elles pas : *"L'organisation d'un enseignement d'Etat serait une charge trop lourde pour un budget qui n'est pas encore constitué; il n'entre pas dans les intentions du gouvernement de la République qu'il y soit procédé jusqu'à nouvel ordre"* (2). Mais ces instructions qui dataient de Janvier 1896, au temps où Madagascar était tout simplement protectorat, ne correspondaient plus aux réalités. La colonisation effective rendait nécessaire le contrôle de toutes les activités, y comprises les activités culturelles. Le Général Galliéni s'expliquait d'ailleurs dans son rapport du 15 Avril 1903 : *"En Février 1897 (...), je signalais la nécessité qu'il y avait, à mesure que s'accomplissait l'oeuvre de pacification, de faire (...) la conquête morale du pays en y imposant nos usages, nos lois, et surtout notre langue, et j'ajoutais, comme conséquence, que la question du développement des écoles et de l'enseignement du français méritait toute notre attention"* (3). Et il pensait faire cette conquête en restreignant, comme il le disait, *"la prédominance des jésuites sur les catholiques, sans*

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1940, Tome II, p. 487.

(2) LEBON (A). La pacification de Madagascar 1896-1898, Paris, Plon, 1928, p. 127.

(3) SUAU (P). La France à Madagascar, Histoire politique et religieuse d'une colonisation, Paris, Perrin, 1909, p. 301-302.

cependant désavouer les services éminents qu'ils avaient rendus dans le passé à la cause française" (1). Ses préférences le portaient vers les Frères des Ecoles chrétiennes, au sujet desquels il écrivait:

*"Ces derniers, seuls, excellents instituteurs se consacraient réellement à l'instruction des jeunes Malgaches, mais ils étaient entièrement sous la dépendance des Pères, et relevaient directement de l'évêque qui recevait les subventions et les distribuait au mieux des intérêts des écoles" (2).*

Selon Adrien Boudou, *"le gouvernement, qui déjà accordait une subvention aux écoles de la Mission, l'augmenta de 20.000 francs"*, au début de 1891.

Or Martineau signalait que cette subvention s'élevait à 20.000 francs; il écrivait en parlant de la situation des jésuites en 1894 : *"Avec leur budget annuel de 200.000 francs, dont 110.000 fournis par la Propagation de la foi, 70.000 par la Sainte Enfance et 20.000 par le gouvernement français, il n'est pas sans intérêt de voir quels résultats ils ont obtenus" (3).* Toujours est-il que, pour le Général Galliéni, il s'agissait de soustraire les Frères des Ecoles chrétiennes à la dépendance des Jésuites et de traiter directement avec eux. Cette démarche aboutit à la création d'écoles confessionnelles officielles, phase transitoire, à la mise en place de l'enseignement officiel laïc.

### 3.2.1. Des écoles confessionnelles catholiques officielles.

Pour se soustraire de l'emprise directe des Jésuites qui faisaient fonctionner quelques écoles moyennant des subventions de l'Etat français, l'administration coloniale passa une convention avec les Frères des Ecoles Chrétiennes et les Soeurs de Saint Joseph de Cluny, pour instituer des écoles qui dépendaient directement de l'autorité civile. Le contrat signé le 8 Avril 1897 par le Ministre des Colonies, André Lebon, engagea quinze Frères des Ecoles Chrétiennes. Il fut ainsi formulé :

*"Dans le but de développer les Ecoles et de propager la langue française dans notre nouvelle colonie de Madagascar.  
Entre le Ministre des Colonies, représentant la colonie de Madagascar, et la Société des Frères des Ecoles chrétiennes, représentée par son Supérieur général résidant à Paris, a été passée la Convention suivante :*

\*\*\*\*\*

(1) et (2) Cité par Boudou (A) dans son ouvrage Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, p. 499 et 502.

(3) MARTINEAU (A). Madagascar en 1894, Paris, Flammarion, 1894 (?), p. 373.

Article Ier - La Société s'engage à envoyer à Madagascar quinze nouveaux Frères qui s'y consacreront à l'enseignement.

Article II - La Colonie de Madagascar, représentée à Paris par le Ministre des Colonies, s'engage à fournir à la Société une subvention annuelle de 25.000 francs, qui sera remise au Supérieur Général des Ecoles Chrétiennes.

Article III - Le Gouvernement local garantit cette subvention pour une période de vingt années.

Article IV - Les quinze Frères destinés à Madagascar bénéficieront de l'art. 23 de la loi du 15 Juillet 1889, ainsi conçu : "Après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés dans leurs foyers, ... les novices et les membres de Congrégations religieuses vouées à l'enseignement et reconnus d'utilité publique, qui prennent l'engagement de servir pendant dix ans dans les écoles françaises d'Orient et d'Afrique, subventionnées par le Gouvernement français.

Paris, le 8 Avril 1897

Le Supérieur Général des Frères des  
Ecoles Chrétiennes

(signé) F. Gabriel-Marie

Vu :

Ne varietur

Le Ministre des Colonies  
(signé) André Lebon" (1)

Le 10 Août 1897 le Général Galliéni prit l'arrêté n° 875 qui parut au Journal Officiel de Madagascar, n° 133 du 19 Août de la même année. Le "considérant" qui tient beaucoup compte de l'atmosphère anticléricalle qui régnait en France, traduit bien la volonté de Galliéni de faire échapper les écoles subventionnées de la tutelle des Jésuites. Cet arrêté est ainsi rédigé :

"Le Général Commandant le Corps d'occupation et Résident de France à Madagascar.

Vu le décret du 11 Décembre 1895 ;

Considérant que les Frères des Ecoles Chrétiennes ont obtenu déjà des résultats considérables au point de vue de l'enseignement du français à Madagascar ;

Considérant que l'administration locale a le droit de récompenser leur dévouement et d'encourager leurs efforts qui ont pour objet le développement de l'influence française dans notre nouvelle possession, et qu'il y a lieu notamment de les aider à ouvrir à Tananarive de nouvelles écoles placées sous le contrôle du Directeur du Service de l'Enseignement,

\*\*\*\*\*

(1) Cité par A. Boudou, dans les Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Tome II, p. 504.

Arrête :

Art. I - Des terrains sis dans les divers quartiers de Tananarive, avec les bâtiments qu'ils comprennent, à Mahamasina, au lieu dit Jardin de la Reine, à Isotry, à Faravohitra, à Ambohimitsimbina, et à Ambavahadimitafo, sont mis à la disposition des Frères des Ecoles Chrétiennes, pour y ouvrir des écoles.

Art. II - L'ouverture des cinq écoles aura lieu au mois d'Octobre 1897.

Art. III - Le chef d'Etat-Major, faisant fonction de Secrétaire Général en territoire militaire, l'Inspecteur chef du Service des domaines et le Chef du Service des Bâtiments civils sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tananarive, le 10 Août 1897

(signé) Galliéni"

La convention passée avec les Soeurs de Saint Joseph de Cluny datait de Janvier 1898. Les écoles nouvellement créées étaient bien confessionnelles, comme le montrent la qualité du personnel, les instructions religieuses bien précisées dans la remarque d'Adrien Boudou : "L'instruction religieuse, à laquelle ils (les Frères) faisaient la place qui lui revenait, loin d'être une superfétation, était à leurs yeux un devoir qui primait tous les autres. (...). "Le Général s'est plaint, notait Mgr Cazet le 26 Décembre 1898, de ce que dans nos écoles il y a trop de catéchismes et de chant, et il a dit qu'en Janvier il va publier un nouveau programme ..." (1).

Toutefois le Général semblait content des résultats obtenus dans ces écoles si l'on en juge sur ce qu'il écrivait dans sa lettre du 27 Avril 1897 : "Si ces messieurs ont obtenu des résultats sérieux au point de vue de l'enseignement, il n'en est pas de même au point de vue religieux, quoi qu'ils puissent prétendre" (2). Malgré leurs succès, ces écoles n'avaient pas cependant résisté au souffle de l'anticléricisme. A peine signées, les conventions ont été "dénoncées par une certaine presse comme un acte de trahison cléricale du gouvernement d'alors" (3). Prévu pour vingt cinq ans, elles ne durèrent que six.

En effet, le 25 Mars 1903, le Journal Officiel de Madagascar publia une circulaire du Ministre Gaston Doumergue relative à la laïcisation de tous les services et la suppression de tous les emblèmes religieux.

\*\*\*\*\*

(1) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle, Paris, Beauchesne et Fils, 1940, p. 508.

(2) Galliéni au Ministre. Lettre du 27/04/1897 Cf. Lebon (A). La Pacification de Madagascar, p. 290.

(3) LEBON (A). La Pacification de Madagascar, note n° 1, p. 100.

Les conventions furent résiliées moyennant une indemnité de 55.000 francs au profit des Frères. Ces derniers abandonnèrent les écoles de quartier le 26 Janvier 1904 ; dix d'entre eux quittèrent Madagascar. Cette situation accéléra la création des écoles officielles et laïques.

### 3.2.2. Les écoles officielles et laïques.

La politique anticléricale qui prévalait en France précipita un peu la réalisation du programme de Galliéni qui visait une substitution progressive des écoles officielles laïques aux écoles confessionnelles, pour combattre l'influence des missions religieuses. *"Dès 1898, écrivait Suau, l'école officielle et laïque faisait son apparition dans la colonie et y était largement répandue. La consigne fut qu'elle devait prospérer. Pour maîtres, on lui donna des soldats, et, dans les campagnes, pour assurer son succès, on menaçait de corvée les parents qui n'y enverraient pas leurs enfants. Tel administrateur, qui n'avait jamais caché sa sympathie à la mission, rassembla le peuple en Kabary (discours) et, prenant son fils entre ses bras : "Voyez, disait-il, ce que j'ai de plus cher, je l'enlève à l'école catholique pour le mettre à l'école officielle". Les fonctionnaires hésitants étaient avertis qu'il y allait de leur position" (1).*

Tel fut le commencement de l'école officielle laïque. Le Général Galliéni l'organisa par la suite, avec le concours de son directeur de l'Enseignement, M. P. Deschamps, en employant cette fois-ci des instituteurs indigènes formés dans des écoles dites régionales. Mais en développant cet enseignement officiel, l'administration coloniale qui voulait combattre l'influence des missions religieuses, entra en concurrence avec elles, sur le plan scolaire. Et ce faisant, comme ses rivales, elle concentra ses efforts sur les régions centrales des hauts plateaux. *"Galliéni aurait peut-être pu, écrivait Chapus, réserver une plus grosse part de ses ressources en faveur des contrées, presque toutes déshéritées, de la large périphérie ainsi que des parties sud et nord de l'île. Au lieu de se lancer dans cette voie nouvelle, l'administration emboîta longtemps le pas derrière l'enseignement libre, créant la plupart des nouvelles écoles officielles dans des régions où des institutions analogues fonctionnaient déjà en assez grand nombre" (2).* Il faut cependant reconnaître à Galliéni

\*\*\*\*\*

(1) SUAU (P). La France à Madagascar. Histoire politique et religieuse d'une colonisation, Paris, Perrin, 1909, p. 292.

(2) CHAPUS (S). L'organisation de l'Enseignement à Madagascar sous l'Administration du Général Galliéni, Montpellier, Sahy, 1930, p. 67.

le mérite d'avoir eu le souci d'étendre les avantages de l'instruction à toutes les populations de l'île. Malheureusement, il n'arriva pas à combler le fossé à l'approfondissement duquel il avait lui-même contribué en portant d'abord et encore, ses efforts sur les régions centrales.

*"En 1905, écrivait Hubert Deschamps, on comptait 23.500 élèves dans les écoles officielles (dont 15.000 en Imerina (la province de Tananarive) et 16.000 dans les écoles privées (dont 12.000 en Imerina)". Et il ajoutait que "ces chiffres excluaient les "écoles d'églises" tenues par des instituteurs non pourvus du certificat d'aptitude à l'enseignement, écoles qui figuraient auparavant dans les statistiques" (1). Or à cette même époque,*

les missions religieuses dont l'oeuvre scolaire se trouvait concentrée sur les hauts plateaux du centre, évaluaient comme suit leurs effectifs (2) : la Mission Catholique 64.000 élèves ; la L.M.S. 27.000 ; les Norvégiens 43.400 ; la Mission protestante française qui ne s'était pas intégralement substituée à la L.M.S, à la déception du Général Galliéni, en avait environ 46.000. Dans cette lutte qui opposait l'école officielle à l'école libre, lutte qui aggrava le fossé culturel qui se creusait entre les régions scolarisées du centre et les provinces côtières, le principe de la laïcité a été fortement exploité par l'antycléricalisme de l'administration coloniale.

### 3.2.3. Le contrecoup de l'antycléricalisme français à Madagascar.

Comme le montrait son programme, le Général Galliéni était résolument engagé dans l'antycléricalisme, car la politique du gouvernement français l'y obligeait malgré les circonstances assez particulières où il se trouvait dans la nouvelle colonie ; mais il y évoluait avec modération, ou du moins avec tact. Comme l'écrivait M. Richard : il *"sut toujours agir avec froideur au nom de l'intérêt supérieur de la Colonie et donner aux missions l'impression de leur avoir accordé leurs chances, d'être obligé de changer d'orientation sous la poussée brutale d'interventions extérieures"* (3). Son successeur dont la tactique était bien différente, provoqua de la part des missionnaires, selon le même auteur, *"des cris horrifiés"*. Médecin, ancien maire de

\*\*\*\*\*

(1) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1972.

(2) CHAPUS (S). L'organisation de l'Enseignement à Madagascar, p. 195.

(3) RICHARD (Ch). Le gouvernement de Victor Augagneur à Madagascar, (1905-1910), Paris, 1969, Thèse, Sorbonne 1969, p. 330.



Lyon, mais aussi *"Laique convaincu, franc-maçon de longue date, Augagneur avait, avant d'arriver à Madagascar, un long passé d'ennemi de l'Eglise"* (1). Le nouveau Gouverneur général, qui dirigea la colonie de Novembre 1905 à Juillet 1910, commença par faire une critique fort négative de l'oeuvre de Galliéni. Tout allait mal. Il demanda le remplacement de M. Pierre Deschamps, directeur général de l'enseignement, par *"une personnalité appartenant aux cadres de l'enseignement supérieur"* (2). Pour tout réorganiser, la métropole lui envoya M. Renel, un ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure. La première réforme, celle de l'école professionnelle de Tananarive, renfermait une mesure discriminatoire qui indiquait bien la volonté du gouverneur général, de boycotter l'enseignement privé. Cet établissement fut dénommé : Ecole Professionnelle Supérieure des contremaîtres, elle ne recrutait que parmi les anciens élèves des écoles officielles. Cette réforme fit l'objet de l'arrêté du 12 Mars 1906 (J.O.M. du 17 Mars 1906, p. 13.633). Peu de temps après, l'arrêté du 4 Septembre 1906, (J.O.M. du 15 Septembre 1906, p. 13.955), modifia les conditions d'entrée à l'Ecole Normale Le Myre de Villers et à l'Ecole administrative. Désormais, tout candidat à ces établissements, devait avoir passé au moins deux ans dans une école officielle. Un autre arrêté, celui du 23 Novembre 1906 (3), stipulait qu'en aucun cas, les écoles privées ou garderies ne pouvaient être établies dans un temple ou un édifice quelconque consacré au culte. Autant d'exemples parmi d'autres qui auraient permis à Hubert Deschamps d'écrire, en pensant au gouverneur général Victor Augagneur : *"La lutte contre l'enseignement des missions fut menée activement. Les "coles d'églises" durent disparaître. Elles furent reprises plus tard sous forme de "garderies" dont le nombre fut limité, et qui cessèrent de figurer aux statistiques, d'où une chute considérable des effectifs scolaires. Des milliers d'enfants se trouvèrent ainsi privés de tout enseignement"* (4). Dans un rapport adressé au Ministre des Colonies, M. Augagneur donnait les raisons des mesures discriminatoires qu'il avait prises contre l'enseignement libre : *"Au point de vue administratif, les plus déplorables résultats découlaient de cette origine confessionnelle des fonctionnaires indigènes.*

\*\*\*\*\*

(1) RICHARD (Ch). Le gouvernement de Victor Augagneur à Madagascar, (1905-1910), Paris, 1969, Thèse, Sorbonne 1969, p. 303.

(2) Ibid, p. 333, note 1.

(3) Journal Officiel de Madagascar du 24 Novembre 1906, pp. 14097-14098.

(4) DESCHAMPS (H). Histoire de Madagascar, Paris, Berger-Levrault, 1972, p. 255.

*Ils étaient, avant tout, les serviteurs de la mission, les plus utiles collaborateurs dans les oeuvres de prosélytisme. (...). Tant que le fonctionnaire indigène ne sera pas indépendant de la mission, par son origine, il sera partial, passionné dans les questions religieuses qui divisent ses administrés" (1).*

Cette action menée par Augagneur contre l'enseignement libre, visait, en s'appuyant sur la laïcité, à assurer l'influence française sur les jeunes esprits. Celle-ci rentrait dans le cadre plus général d'une lutte contre les influences antifrancaises des missions étrangères, notamment anglaises, sur lesquelles s'était portée toute l'agressivité anticléricale du gouverneur. Avec cet anticléricalisme, la concurrence triangulaire qui opposait depuis, protestants, catholiques et administration en une rivalité qui mettait aux prises, enseignement privé et enseignement officiel. Devant les mesures discriminatoires qui les frappèrent toutes, les missions religieuses se sentirent solidaires. " *Si divisées auparavant, écrivait Adrien Boudou, elles pourraient désormais s'unir pour pleurer ensemble leur commun désastre" (2).* Le Gouverneur général Augagneur qui répercuta dans la colonie l'anticléricalisme qui sévissait dans la métropole, acheva l'installation de l'administration coloniale dont l'évolution restera dans le cadre que lui avait tracé le Général Galliéni.

\*\*\*\*\*

(1) RICHARD (Ch). Le gouvernement de Victor Augagneur à Madagascar, (1905-1910), Paris, 1969 (Thèse, Sorbonne 1969), p. 337.

(2) BOUDOU (A). Les Jésuites à Madagascar au XIXe siècle. Paris, Beauchesne et Fils, 1940, Tome II. p. 511.

- C O N C L U S I O N -

Telle fut l'histoire des luttes d'influence entre les différentes "organisations" étrangères qui, à des titres divers, avaient développé l'enseignement à Madagascar. Pour s'installer dans le pays chacune possédait une stratégie particulière, qui ne manquait pas, cependant, de points communs avec celle des autres. Comme d'un commun accord, elles voulaient toutes s'implanter dans la région centrale de l'île, en particulier à Tananarive. Le pays betsimisaraka, avec son grand port de Tamatave, où tous les étrangers, ou presque, avaient débarqué, séjourné, n'était qu'un lieu de transit, de passage. L'on se souvient de M. Jones, ce missionnaire anglais qui, se rendant à Madagascar pour un troisième séjour, délaissa l'école qu'il avait déjà ouverte à Ivondro lors d'un précédent voyage, pour se rendre en Imerina, avec M. Hastie. Et ce cas n'est pas unique. On peut s'en rendre compte avec les explications que donne M. Esoavelomandroso, dans un article de la revue OMALY SY ANIO (Hier et Aujourd'hui). Il constate cette ruée vers l'intérieur : *"Les Protestants pratiquent les mêmes choix que les Catholiques car la S.P.G. et la L.M.S, ont "délaissé", elles aussi, le pays betsimisaraka au profit de l'Imerina". "La première grande raison, écrivait-il se trouve dans la stratégie missionnaire elle-même. Les Indépendants, les Jésuites et les Anglicans, ont tous cherché, pour mener à bien leur oeuvre d'évangélisation, à s'adresser en priorité aux dirigeants. Tous ont essayé de se faire accréditer auprès du pouvoir. Ils ont tous misé, plus ou moins ouvertement, sur les gouvernants, sur l'élite appelée à de hautes fonctions politiques et administratives, et dont ils se disputent la formation"(1).*

L'administration coloniale n'a pas échappé à l'attraction de la région centrale car elle se substituait au gouvernement merina. Toutes, les missions religieuses comme l'administration coloniale, ont pris en charge l'éducation de quelques jeunes Malgaches en métropole, dans l'espoir de les utiliser par la suite dans leur politique d'installation, comme ce fut le cas des jeunes gens envoyés à l'île Maurice et en Angleterre par la L.M.S. et le gouvernement anglais, à la Réunion, à l'établissement de la Ressource par les Jésuites et en France par le gouvernement français.

\*\*\*\*\*

(1) Esoavelomandroso (M). "Religion et Politique : l'évangélisation du pays betsimisaraka à la fin du XIXe siècle". Omalysy Anio (Hier et Aujourd'hui), n° 7 et 8, janv-Juin, Juillet-Décembre 1978, p. 13.

M. Piolet écrivait en parlant du résident, M. Le Myre de Vilers :

*"Il fit envoyer en France, pour y perfectionner leur éducation, douze jeunes Malgaches des meilleures familles : cet essai ne donna aucun résultat, soit par la faute de ces jeunes gens, soit surtout par le parti pris de Rainilaiarivony de ne les employer à rien ; mais au moment même on en espérait beaucoup"(1).*

Toutes, elles avaient investi dans l'institution scolaire, comme si c'était leur principal but. Mais chacune avait bien son mobile : les protestants, celui de permettre à ses adeptes de lire et d'interpréter la Bible, les catholiques, d'attirer les Malgaches en concurrençant les protestants, et l'administration coloniale, pour réaliser sa politique d'assimilation, contrôler le pouvoir culturel tout en combattant l'enseignement libre par la création d'un enseignement officiel et laïc. Et, si le premier acte du missionnaire protestant anglais à Madagascar était de créer une école, celui du missionnaire catholique fut d'ouvrir une église. Des exemples de divergences de ce genre ne manquent pas. Dans leur politique d'installation à Madagascar, les protestants anglais semblaient avoir conjugué leurs efforts avec ceux de leur gouvernement. Il faut se souvenir de l'habileté de Sir Farquhar qui, tout en ne confondant pas l'action religieuse avec l'action politique, jouait cependant sur les deux. Il avait toujours su cacher les intérêts de son pays sous le voile d'une action humanitaire et d'une franche collaboration. Quant aux missionnaires catholiques, ils s'étaient mêlés, du moins pendant leurs premières tentatives d'installation à Madagascar, à des activités commerciales qui revêtaient un aspect de colonisation. C'était le cas de la Compagnie des Indes Orientales de Fort-Dauphin. Dans un deuxième temps, ils ne furent pas soutenus par le gouvernement français, parce qu'ils étaient, d'abord jésuites, puis religieux. La dernière différence opposait les missions religieuses à l'administration coloniale. Pour leur installation dans le pays, les premières ont flatté le gouvernement malgache tandis que l'administration coloniale lui avait ravi sa place par la violence. Et ce dans une atmosphère, quelquefois tendue, de concurrence. Concurrence religieuse entre protestants et catholiques, car il s'agissait pour les jésuites de combattre ce qu'ils appellent l'hérésie protestante. D'où une certaine agressivité qui consistait pour eux à

\*\*\*\*\*

(1) PIOLET (J.B.). Madagascar et les Hova, Paris, Librairie Charles Delagrave, 1895, p. 264.

conquérir un terrain déjà occupé par les premiers. Concurrence politique car, devant le phénomène de rejet de la société traditionnelle malgache réagissant contre certains apports de la civilisation occidentale, les "organisations" étrangères, pour assurer leur sécurité, avaient fait appel à la protection de leurs gouvernements respectifs, nonobstant les bons ou mauvais rapports qu'elles avaient avec ceux-ci. De ce fait, les gouvernements anglais et français, qui avaient déjà leurs propres contentieux en Europe et dans l'Océan Indien, se trouvaient engagés dans l'engrenage des activités de leurs ressortissants. A la fin, la situation était tellement embrouillée qu'aucun d'entre eux, gouvernements, missions religieuses ou particuliers, ne pouvait prétendre au qualificatif d'apolitique. En toute objectivité, il est donc impossible de considérer les missions religieuses comme totalement en dehors des menées impériales et colonisatrices de leurs gouvernements. On est ramené à l'opinion bien répandue qui fait d'elles leurs complices. Il reste toutefois à savoir comment et quand elles le devinrent. Ces questions s'imposent à l'esprit quand on songe aux activités de la London Missionary Society que Jean Bianquis décrivait comme une *"société indépendante de l'église anglicane, sans lien par conséquent avec le gouvernement anglais, fondée par des partisans convaincus de la séparation des Eglises et de l'Etat"* (1), quand on pense au comportement profrançais des Jésuites à Madagascar, alors que, en France, ils étaient victimes de l'anticléricalisme du gouvernement. Les premiers missionnaires anglais, Jones et Bevan qui avaient mis en péril leur vie et celle de leur famille, avaient-ils en dehors de leur vocation religieuse quelque arrière-pensée politique et impérialiste ? Le prêtre catholique, Henri de Solage qui avait payé de sa vie son aventure à Madagascar, avait-il des motivations autres que religieuses ? Autant d'interrogations qui surgissent à l'esprit après cette étude, mais qui ne trouvent pas leur réponse dans ce travail, dont la suite porte sur les stratégies éducatives des précédentes "organisations", avec les résultats qu'elles avaient obtenues.

\*\*\*\*\*

(1) BIANQUIS (J). L'oeuvre des Missions Protestantes à Madagascar, Paris, Maison des Missions Evangéliques 1907.